

The background of the cover is a dark, textured surface with numerous white pills scattered across it, some in sharp focus and others blurred. Three hazard symbols are placed around the central text: a tree and a dead animal on the left, a human silhouette with a starburst on the right, and a skull and crossbones at the bottom center.

Martin Boudot

TOXIC BAYER

LA FACE CACHÉE DU LABORATOIRE
LE PLUS PUISSANT DU MONDE

PLON

Martin Boudot

Toxic Bayer



PLON
www.plon.fr

© Éditions Plon, un département de Place des Éditeurs, 2020
92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

www.plon.fr
www.lisez.com

ISBN : 978-2-259-27884-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d’auteur et strictement réservée à l’usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L’éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par [PCA](#)

Aux lanceurs d'alerte, justes parmi l'injuste.

Prologue

26 avril 2019. Bonn, Allemagne. Il est bientôt 9 heures. C'est un grand jour, que j'attends depuis des mois. Le ciel affiche une humeur clémente. Mais à l'intérieur du World Conference Center, la colère gronde. C'est l'assemblée générale de Bayer, l'un des plus gros consortiums pharmaceutiques et agrochimiques au monde. Des milliers de personnes s'apprêtent à assister à ce qui restera un événement unique dans l'histoire de la multinationale. Dans cette marée humaine qui déferle de toutes parts, il y a les actionnaires, certains tirés à quatre épingles, d'autres vêtus de façon plus décontractée. Tous, indifféremment, affichent un masque de sérieux. Ils s'engouffrent frénétiquement dans le centre, pressés de faire entendre leur voix ou d'écouter les résultats que la firme s'apprête à leur communiquer. Je suis moi aussi actionnaire de Bayer. Un actionnaire un peu particulier : j'ai acheté une seule action (68 euros) pour avoir accès aux documents financiers et poser directement mes questions aux dirigeants de Bayer.

Je suis journaliste d'investigation, spécialisé dans les problématiques environnementales et sanitaires. Au long de ma carrière, j'ai été à plusieurs reprises témoin des activités de Bayer, et je ne voudrais pas manquer une occasion pareille : être là, au cœur de la vérité d'un empire pharmaceutique controversé.

Avant de me mêler aux actionnaires, je m'arrête à l'extérieur du centre. L'ambiance est tendue, entretenue par des centaines de militants, dans le sillage desquels se mélangent étudiants, écologistes, agriculteurs, ainsi que des délégations de citoyens en colère. C'est la litanie de tous ceux pour lesquels Bayer a fini par incarner leur plus grand cauchemar.

L'atmosphère est électrique. Des étudiants crient « *Shame on you !* » (« Honte à vous ! ») aux actionnaires qui pénètrent par grappes dans le centre, des apiculteurs brandissent des poignées d'abeilles mortes, victimes des néonicotinoïdes, ces insecticides qui finissent par les désorienter, d'autres n'ont pas de mots suffisamment virulents contre le glyphosate, cet herbicide controversé. Une coalition contre l'entreprise pharmaceutique fait entendre sa voix en demandant des comptes sur son passé et sur l'impact de ses activités sur le réchauffement climatique. Des manifestants font le procès de Bayer en évoquant des essais cliniques sur des enfants entre 1955 et 1978, quand un groupe de militants réveille le souvenir de ces femmes qui ont subi les effets secondaires des pilules commercialisées par ce groupe. En quelque sorte, c'est toute l'histoire de Bayer qui est passée au peigne fin de la contestation. Et l'ensemble des récriminations à l'égard de l'entreprise finit par ressembler à une sorte d'inventaire à la Prévert. Mais un inventaire foncièrement mortifère.

Parmi tous ces protestataires, un homme un peu solitaire fait figure de symbole. C'est Paul François, producteur céréalier en Charente. Accompagné d'une traductrice, sur une estrade improvisée, il raconte aux passants son histoire, sa lutte contre Monsanto, qu'il accuse de l'avoir empoisonné avec l'herbicide Lasso, jusqu'à Bayer aujourd'hui qui continue de ne pas vouloir reconnaître le préjudice qu'il a subi.

Tandis qu'à l'extérieur la rumeur gronde, au gré de débats improvisés et de controverses plus ou moins virulentes, à l'intérieur les costumes brillent mais les visages sont fermés. Les actionnaires s'installent bruyamment dans la salle New York, où l'assemblée générale va commencer dans quelques minutes.

Un des participants s'adresse aux médias postés au fond de la salle et ose une saillie qui pourrait donner le ton de la journée : « Je suis venu voir la tête du patron assez con pour acheter une entreprise empoisonnée. »

Il fait allusion au rachat, à l'été 2018, de Monsanto par Bayer. Économiquement, les conséquences ont été désastreuses pour le groupe : il perd procès sur procès aux États-Unis. Un mois plus tôt, Bayer a d'ailleurs dégringolé en Bourse à la suite d'un nouveau jugement en sa défaveur prononcé à San Francisco. Un jury a associé le cancer d'un plaignant au défaut d'information de Monsanto sur les risques liés à l'utilisation de son produit phare, le Roundup, à base de glyphosate. Bayer a été condamné à

payer 71,5 millions d'euros de dommages et intérêts à la victime, Edwin Hardeman, âgé de soixante-dix ans. Le groupe a fait appel.

Depuis le rachat de Monsanto, l'action a chuté de plus de 40 %.

À la tribune, le directeur général de Bayer, Werner Baumann, boit une dernière gorgée d'eau avant de s'adresser à ses actionnaires. Le calme s'installe dans la salle. Tout le monde mesure les enjeux des déclarations qui vont être faites aujourd'hui.

Werner Baumann, imperturbable, affirme que l'acquisition de Monsanto est une bonne opération : « Nous sommes, affirme-t-il, devenus leaders dans les produits de protection de la plante » – c'est l'expression employée chez Bayer pour parler des pesticides de synthèse. « Nous sommes plus rentables que nos concurrents. L'achat de Monsanto est une bonne étape pour l'avenir, nous en sommes sûrs. » De fait, les résultats de Bayer dans la branche « pesticides » sont impressionnants : en 2018, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 14,266 milliards d'euros. Bayer confirme ses perspectives pour 2019 ainsi que les objectifs 2022. « Ces dernières années, nous nous sommes efforcés d'axer davantage nos activités sur les sciences de la vie afin de nous adapter aux grandes tendances dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. »

À propos du glyphosate, l'herbicide classé cancérigène probable par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), rattaché à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le P-DG se veut rassurant : « Nous sommes sûrs et nous avons toujours été sûrs que le glyphosate est sans danger quand il est utilisé correctement. »

Lorsqu'une question lui est adressée à propos des 48 000 procès américains de victimes potentielles du glyphosate, le P-DG joue l'émotion : « Nous avons de la compassion et de la sympathie pour les victimes, mais le glyphosate n'est pas responsable de leur maladie. Il y a quelques mois j'ai voyagé pendant plusieurs semaines aux États-Unis avec l'un de mes collègues, qui vend des produits à base de glyphosate. Ses clients sont devenus ses amis. Comment pourrait-il les exposer au risque de cancer ? Quel genre de personnes serions-nous ? Nous continuerons à défendre le glyphosate au nom de nos clients dans le monde entier », n'hésite-t-il pas à dire, avec un aplomb presque inquiétant. Il semble sûr de lui, malgré les études scientifiques qui se succèdent et prouvent l'inverse de ce qu'il affirme.

Ce discours d'introduction terminé, des personnes, disséminées dans la

salle New York, qui se disent victimes de Bayer, défilent au micro durant des heures. Ce sont des organisations, des collectifs, des associations ou de simples individus qui ont acheté une action Bayer et profitent de l'opportunité qui leur est offerte de poser leur question à la direction du groupe.

Les assemblées générales apparaissent comme des réminiscences de ce qu'est la démocratie à l'intérieur des entreprises : le seul moment où le plus petit des actionnaires a la possibilité de rencontrer le plus important des dirigeants.

Ainsi, au pupitre, se suivent ce Brésilien qui met en cause Bayer parce qu'ils vendent des produits chimiques dangereux interdits en Europe, mais encore autorisés dans son pays ; cet Allemand qui demande que le groupe verse des compensations pour son implication dans le génocide durant la Seconde Guerre mondiale ; cette femme qui critique les semences OGM de Bayer qui rendent dépendants des agriculteurs, en particulier les plus pauvres ; ce militant qui dit avoir des informations sur la responsabilité de Bayer dans des essais cliniques réalisés sur des jeunes enfants d'institutions psychiatriques. Et la liste ne s'arrête pas là. En écoutant tous ces témoignages, on se demande s'il y a un domaine controversé dans lequel Bayer ne déploie pas une activité commerciale.

J'avais aussi une question à poser. L'interrogation que je ruminais au fond de mon fauteuil était simple : « Comment une multinationale comme Bayer, qui affirme avoir des comportements exemplaires en matière sociale, environnementale, sanitaire et éthique, peut-elle vendre des substances susceptibles de provoquer des cancers, et dans le même temps commercialiser des médicaments contre ces mêmes cancers ? Ne s'agissait-il pas là d'un business plan pour le moins contestable ? » J'étais impatient de poser ma question, plus encore de connaître la réponse qui me serait faite. Mais au bout de treize heures de débat, les dirigeants mettaient fin aux discussions et passaient au vote.

À l'issue de cette assemblée générale, pour la première fois de l'histoire du DAX – l'équivalent allemand du CAC 40 –, les actionnaires ont refusé de voter la confiance à la direction de Bayer. Pas vraiment de quoi effrayer la multinationale, qui a traversé bien des tempêtes sans jamais chavirer.

Bayer ne craint pas les intempéries. C'est ce que j'ai pu découvrir au fil d'une enquête que j'ai menée pendant plusieurs années à propos de cette

multinationale pharmaceutique surpuissante. Plus je progressais dans la collecte d'informations à son propos, plus j'ai mesuré à quel point Bayer était parvenu à s'immiscer partout dans notre quotidien.

Vous avez de la fièvre ? Avalez donc un peu d'aspirine.

Des brûlures d'estomac ? Utilisez Rennie.

C'est plus grave ? Aucun problème, achetez l'antibiotique Ciflox.

Vous dormez mal ? N'hésitez plus : un cachet d'EuphytoseNuit.

Vous prenez la pilule ? Bayer vous donne le choix entre la Jasmine, la Jaydess, la Kyleena ou la Méliane, toutes produites par la firme.

Votre bébé a les fesses sèches ? Le liniment Bepanthen en viendra à bout.

Votre animal a des puces ? Son collier Advantix vous en débarrassera.

Vous courez ? N'oubliez pas le Berocca Sport, le parfait complément alimentaire pour les sportifs.

Vous aimez la Ligue des champions ? Reprenez un peu de la multinationale avec le « Bayer Leverkusen », club de foot allemand détenu par Bayer.

Vous voulez cultiver des pommes de terre, des petits pois ou des tomates ? La gamme Seminis fera votre bonheur.

Votre rosier ne pousse pas comme vous le souhaiteriez ? Procurez-vous la gamme Bayer Jardin, en vente près de chez vous.

Vous consommez du blé ? Il y a de fortes chances qu'il ait été traité en silo avec le produit K-Obiol de Bayer.

Bayer est certainement l'entreprise planétaire la plus présente dans nos

vies en ce XXI^e siècle. À tel point que cela en devient préoccupant.

Sur son site, la marque se veut rassurante : « Chez Bayer, nous regardons la nature telle qu'elle est : ni complètement parfaite, ni totalement imparfaite. Bayer fait partie des solutions d'avenir pour trouver des réponses innovantes et fiables aux besoins fondamentaux de nos concitoyens, aussi bien en matière de santé que d'alimentation. Ainsi, la raison d'être de Bayer consiste à rechercher des solutions pour protéger la vie, qu'elle soit humaine ou végétale. Ceci aboutit à l'essence même de notre mission : *Science for a Better Life*, la science pour une vie meilleure. »

Mais la communication de Bayer est sélective. Elle oublie que ses produits toxiques polluent notre environnement. On les retrouve dans l'eau, dans l'air, dans la nourriture, et même dans notre corps.

Vos fruits et légumes ont un goût étrange ? C'est peut-être à cause des résidus des pesticides Bayer, comme l'iprodione, classé cancérigène possible et détecté 1 710 fois dans nos denrées alimentaires lors de contrôles européens en 2017. On retrouve notamment des traces d'iprodione dans nos kiwis et nos oignons.

La biodiversité de vos rivières semble avoir disparu ? Et si c'était à cause du glyphosate, que l'on retrouve dans 74 % des cours d'eau en France ?

Votre air a une drôle d'odeur ? Des traces de pesticides de la firme allemande ont été identifiées dans l'air de quasiment toutes les régions françaises.

Face à cette situation, la contestation contre Bayer s'organise. En Allemagne, il existe même une « Coalition contre les méfaits de Bayer ». Menée par une poignée de militants, l'organisation surveille toutes les activités de la multinationale dans le monde. Les membres de l'association épluchent aussi les archives du XX^e siècle et demandent par exemple que soit retiré le nom de Carl Duisberg des rues et des écoles allemandes en son honneur. Carl Duisberg, ce nom vous est inconnu ? C'est pourtant le fondateur du Bayer moderne, la multinationale telle que nous la connaissons aujourd'hui. Mais Duisberg est aussi le père des gaz de combat et l'un des plus grands soutiens d'Adolf Hitler.

En Charente, Paul François, céréalier, continue de se battre en justice

contre Bayer. Intoxiqué en 2004 par un produit Monsanto, il attaque la firme en justice pour défaut d'information sur la dangerosité du produit et les mesures de protection à prendre. Bayer, qui a racheté Monsanto, applique toujours la même stratégie : seize ans après le début de la procédure, le service juridique de l'entreprise ralentit l'indemnisation des victimes en épuisant tous les recours imaginables. Le temps, c'est de l'argent. Paul François, lui, est en train d'y laisser sa santé et sa vie.

Dans le Bordelais, des mères de famille comme Marie-Lys Bibeyran mettent en cause la multinationale allemande, plus particulièrement l'un de ses pesticides soupçonné d'être cancérigène, le folpel, que les préleveurs d'air autour des écoles détectent chaque année.

Aux États-Unis, plus de 95 000 malades poursuivent actuellement Bayer en justice à cause des effets du glyphosate. Le plus célèbre d'entre eux, l'ancien jardinier Dewayne Johnson, atteint d'un cancer en phase terminale, a reçu 289 millions d'euros à l'issue d'un procès retentissant.

Chaque année, le 18 mai, une marche contre Bayer est même organisée dans le monde entier : 2 000 personnes à Paris ou à Lorient, des centaines d'autres dans une trentaine de villes en France, 1 900 manifestants à Bâle, 1 500 à Porto, 500 à Hambourg, Santiago du Chili, Perth...

Face aux critiques de la société civile, Bayer mène depuis peu une guerre de communication où tous les coups sont permis. Y compris racheter son image auprès des journalistes. Des e-mails internes de Bayer montrent comment la multinationale veut financer, en toute légalité, des associations de journalistes afin d'influencer leur perception de l'entreprise et espérer une couverture plus clémente.

La bataille de l'opinion se joue également sur les plateaux télé. En Allemagne, de « simples agriculteurs » hostiles à l'écologie deviennent de véritables stars, et oublient au passage leurs conflits d'intérêts avec l'industrie de la chimie et avec Bayer.

La multinationale allemande met aussi en place de nombreuses stratégies pour rassurer ses clients, faire douter les consommateurs et influencer les politiques. Un cadre de Bayer a accepté de me parler pour me révéler le rôle des 24 lobbyistes de l'entreprise en poste au Parlement européen. À quoi servent exactement les 4 millions d'euros dépensés par Bayer chaque année à Bruxelles ?

En suivant la piste Bayer, je me suis retrouvé aux quatre coins du monde. D'Asuncion au Paraguay, où les paysans locaux se battent contre l'impact des semences transgéniques du groupe allemand, jusqu'aux scientifiques français qui alertent sur la mortalité des abeilles due aux pesticides Bayer, en passant par les hémophiles hongkongais décédés à cause du sang contaminé d'une filiale de la multinationale. Après *Le Monde selon Monsanto*^{1, *}, voici « l'univers selon Bayer ».

¹. Film documentaire de Marie-Monique Robin sorti en 2008.

^{*} On trouvera en fin de volume des références bibliographiques et iconographiques correspondant plus largement à chaque chapitre.

1

Il était une fois Bayer

Les grandes multinationales aiment à rappeler les débuts « authentiques » de leur histoire. Steve Jobs, d'Apple, a conçu son premier ordinateur dans un garage en 1976, Jeff Bezos, d'Amazon, expédiait lui-même ses livres depuis sa maison, Elon Musk, de Tesla, vivait dans son bureau.

Pour Friedrich Bayer, tout commence dans l'évier de la cuisine familiale allemande, en 1862. Entre l'égouttoir où finissent de sécher les ustensiles qui ont servi à cuisiner le repas de midi et le poêle à charbon qu'il faut sans cesse alimenter en combustible, Friedrich Bayer et son partenaire Friedrich Weskott s'adonnent à une « tambouille » que l'on pourrait qualifier de hautement alchimique. Nous sommes en quelque sorte au cœur du tout premier laboratoire Bayer. Dans le bac en faïence d'un blanc éclatant, épuré de tous résidus de nourriture, les deux complices mélangent, fondent et portent à ébullition des produits chimiques dans des pots en terre cuite. Ils sont tellement excités par leurs expérimentations qu'on dirait deux enfants qui ont reçu à Noël une mallette du parfait apprenti sorcier ! On est encore très loin des pesticides et des médicaments : les deux hommes, trente-sept ans pour le premier et quarante et un pour le second, cherchent à développer... une nouvelle teinture pour tissus.

Cela fait déjà près de quinze ans que Friedrich Bayer vend des colorants,

une histoire de famille. Son arrière-grand-père était teinturier et marchand de tissus à Nördlingen. Son grand-père était tisserand près d'Elberfeld. Son père a suivi les traditions familiales et s'est spécialisé dans la soie. Friedrich Bayer, lui, entame sa vie professionnelle comme apprenti auprès d'un négociant en produits chimiques.

Tout naturellement, il fonde quelques années plus tard, en 1848, sa propre entreprise de ventes de colorants naturels. La chimie va alors bouleverser son destin. Bien que ses connaissances en la matière soient limitées, Bayer croit dans le potentiel des colorants artificiels et découvre la recette de la fuchsine, un colorant rouge vif, évoquant la couleur des fleurs de fuchsia.

Le 1^{er} août 1863, l'entreprise Friedrich Bayer & Co voit le jour. Cette start-up du XIX^e siècle va devenir le géant de l'agrochimie que l'on connaît.

Dès la fin de l'année, la nouvelle entreprise passe de 1 à 12 salariés ; puis, quatre ans plus tard, le nombre d'employés augmente encore, passant de 12 à 50. Les chimistes de Bayer créent de nombreux colorants, dont nous nous servons toujours aujourd'hui.

Friedrich Bayer a tout l'air d'être un honnête homme, le genre de patron qu'on ne croise pas fréquemment au XIX^e siècle. Les conditions de travail devenant de plus en plus difficiles, il souhaite par exemple assurer la protection de ses travailleurs. En 1873, dix ans avant le programme d'assurance sociale de Bismarck, il lance le « fonds de secours de l'usine Alizarin de Friedrich Bayer & Co ». Ce fonds deviendra une sorte d'assurance maladie avant l'heure et évoluera au fil des décennies.

Dans le même temps, son groupe devient le leader du secteur des colorants. En 1875, Friedrich Bayer & Co se taille la part du lion dans le marché des colorants synthétiques, qui représente à l'époque 52 millions de marks.

Friedrich Bayer n'a pas beaucoup le temps de profiter du succès de son entreprise. Il meurt à l'âge de cinquante-cinq ans, le 6 mai 1880, d'une pleurésie, une inflammation de la plèvre. Son compagnon de route, Friedrich Weskott, est mort trois ans plus tôt, au même âge, d'insuffisance respiratoire.

En dix-sept ans, les deux amis, Weskott, technicien habile, et Bayer, marchand avisé, ont construit une entreprise prospère.

Après la mort des fondateurs, les autres actionnaires décident d'ancrer plus solidement l'entreprise sur le marché. Ils transforment l'industrie

familiale en une société par actions au capital de 5,4 millions de marks, tournée vers l'international. À partir de 1882, Bayer ouvre des filiales dans le monde entier et s'installe dans le nord de la France, puis en Belgique, aux États-Unis et en Russie.

Quelques années plus tard, alors que la Grande Dépression frappe l'économie européenne, Bayer traverse sa première crise. Pour la première fois, l'entreprise ne peut pas verser de dividendes et doit réduire le nombre de ses salariés. Concernant les dividendes, c'est l'une des très rares fois où cela se produira. Pour les coupes des effectifs des salariés, en revanche, ce n'est qu'un début.

Bayer va sortir de la crise grâce à une invention pour le moins audacieuse : l'entreprise se sert d'un produit chimique utilisé dans le processus de coloration pour concevoir un médicament. À l'époque, les produits de synthèse ne sont que très peu utilisés dans leur fabrication. L'heure est plutôt aux médicaments d'origine naturelle, à quelques exceptions près, notamment le chloroforme comme anesthésique, l'iodoforme comme antiseptique et l'acide salicylique pour traiter les rhumatismes.

Dans le processus de coloration, l'entreprise se retrouve avec un résidu chimique sur les bras, le paranitrophénol. L'équipe des brevets du groupe est chargée de lui trouver une utilité, car il est trop coûteux à éliminer. En le transformant, les chimistes réussissent à le métamorphoser en un analgésique, un médicament qui prévient ou diminue la sensation de douleur. Le 19 février 1888, le conseil de Bayer approuve la fabrication et la commercialisation du produit sous le nom de Phénacétine. De 1889 à 1892, une épidémie de grippe touche les États-Unis, rendant l'utilisation du Phénacétine particulièrement populaire, si bien que l'ensemble de l'usine doit effectuer des heures supplémentaires.

Ce n'est que soixante ans plus tard, en 1953, que deux chercheurs suisses prouvent que les produits contenant de la phénacétine peuvent causer des lésions rénales. Le médicament est retiré du marché.

Qu'importe, pour l'heure, c'est une étape cruciale dans le développement du groupe : dorénavant, la preuve est établie que les produits pharmaceutiques peuvent être obtenus à partir des mêmes matières que les colorants. C'est le début de l'ère des médicaments chimiques.

Un autre médicament va propulser Bayer dans l'Histoire : l'aspirine. Bien que les propriétés de ce médicament soient déjà connues, c'est le laboratoire

allemand qui, en 1899, trouve la formule la plus aboutie pour synthétiser la molécule.

Comme pour tout médicament, il y a d'une part le nom commercial, l'aspirine, et de l'autre sa substance active, l'acide acétylsalicylique. Dès l'Antiquité, l'écorce de saule, l'élément naturel à l'origine de l'acide acétylsalicylique, est utilisée comme antidouleur. Trois mille ans plus tard, en 1829, le pharmacien français Pierre Leroux parvient à récolter le principe actif de l'écorce de saule qu'il nomme « salicyline ». À ceci près que ce n'est pas encore le remède parfait : le fait de l'ingérer provoque d'atroces brûlures d'estomac.

C'est finalement Félix Hoffmann, chimiste allemand, qui, après avoir rejoint le service de recherche pharmaceutique de Bayer, synthétise un acide acétylsalicylique pur et stable en 1899. Selon la légende, Hoffmann cherchait en réalité à soulager l'arthrose de son père.

Le médicament est initialement conçu sous forme de poudre au goût acidulé, avant d'être transformé en comprimés solubles, ce qui permet de réduire les coûts de production. Au début du xx^e siècle, plusieurs épidémies de grippe balaient de nouveau le monde, rendant l'aspirine, dont Bayer détient les droits exclusifs, indispensable.

Le médicament est désormais utilisé pour soulager les maux de tête ou de dents, pour réduire la fièvre et combattre les inflammations, voire pour augmenter l'apport de sang au cœur.

L'aspirine acquiert une telle renommée mondiale qu'elle incarne un réel enjeu géopolitique à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les Alliés signataires du traité de Versailles auraient exigé que l'entreprise allemande abandonne sa propriété sur l'aspirine au titre des « dommages de guerre ». Mais Bayer résiste et récupère ses droits exclusifs. C'est probablement la première irruption de la géopolitique dans le domaine du médicament.

L'aspirine marque de son empreinte le début du xx^e siècle. José Ortega y Gasset, philosophe et sociologue espagnol, qualifie son époque « d'âge de l'aspirine ». Dans son livre *La Révolte des masses* paru en 1929, il écrit, au sujet de l'homme du xx^e siècle : « Il importe peu pour lui qu'il soit moins riche que son voisin si le monde autour de lui est assez riche pour lui fournir des routes, des voies de chemin de fer, des hôtels, le télégraphe, le bien-être physique et l'aspirine. »

Encore aujourd'hui, l'aspirine est LA grande fierté de Bayer, le

médicament que le groupe met en avant quand il communique sur les bienfaits de ses produits. L'entreprise aime à rappeler qu'en 1992 l'Organisation mondiale de la santé a ajouté l'aspirine à sa « liste des médicaments essentiels ». D'ailleurs, pour célébrer les cent ans du médicament en 1999, l'immeuble abritant le siège de Bayer à Leverkusen sera transformé en boîte d'aspirine géante.

Au-delà cette fierté corporatiste, l'aspirine est surtout une formidable planche à billets pour Bayer. En 2018, en France, les ventes des médicaments dont l'action dépend de l'acide acétylsalicylique (aspirine et génériques) représentaient 174 millions d'euros. Rien que dans l'Hexagone, on consomme 1 500 tonnes d'aspirine par an ! Tout le monde prend de l'aspirine, même ceux qui n'en ont pas besoin : aux États-Unis, une étude de 2015 estimait que 47 % de la population en bonne santé prenaient régulièrement ce médicament.

Cependant, depuis quelques années, l'aspirine commence à être détrônée par le paracétamol et l'ibuprofène, deux autres antalgiques. En avril 2019, le magazine *60 Millions de consommateurs* déconseillait d'ailleurs l'aspirine au profit des deux autres antidouleur, ces derniers présentant un meilleur rapport bénéfice/risque.

Deux médecins du CHU de Rouen, Henri Lévesque et Olivier Lafont, rappellent dans leur étude « L'aspirine à travers les siècles¹ » que, si le médicament avait vu le jour à la fin du XX^e siècle, il aurait probablement échoué aux multiples tests d'autorisation de mise sur le marché en raison de sa toxicité pour le système digestif. Plusieurs études récentes ont en effet montré que, utilisée de manière continue, l'aspirine peut être responsable de l'apparition d'ulcères et d'hémorragies digestifs.

Si Bayer communique sans cesse sur l'aspirine comme une révolution dans la médecine moderne, l'entreprise reste bien silencieuse sur son rôle dans l'invention d'une des pires drogues de notre époque : l'héroïne.

Curieux hasard de l'histoire, l'héroïne de Bayer a pourtant été commercialisée la même année que l'aspirine.

[1.](#) In *La Revue de médecine interne*, mars 2000.

2

L'héroïne du siècle

1898, Wuppertal, Allemagne. Au petit matin de ce rude mois de novembre, un homme presse le pas dans la ville. Il emprunte le pont qui enjambe le fleuve Wupper et se rapproche des panaches de fumée de la plus grande usine de la région, l'usine Bayer.

Heinrich Dreser ne veut pas perdre une minute : le scientifique, en charge du département de pharmacologie de Bayer, est persuadé qu'il est sur le point de révolutionner la médecine. En réalité, il s'apprête à inventer l'une des pires drogues que le monde ait connues.

À l'époque, la tuberculose et la pneumonie sont les principales causes de décès en Europe. Les remèdes, que ce soit la codéine pour le traitement de la toux, ou la morphine contre la douleur, sont soit inefficaces, soit trop addictifs.

Dreser croit avoir trouvé la solution : une molécule découverte quelques années auparavant par Charles Wright, un chimiste anglais. En 1874, Wright est en effet parvenu à synthétiser une nouvelle forme dérivée de la morphine. Il en a même transmis un échantillon à un de ses collègues dans le but de le tester sur des animaux. Le résultat clinique est sans appel : « Prostration et assouplissement profonds. Peur. Les yeux deviennent sensibles. Les pupilles se dilatent. Chez les chiens, on observe une salivation considérable avec, dans certains cas, une légère tendance au vomissement. » En voyant les effets

secondaires de cette substance, Wright préféra arrêter l'exploitation de l'héroïne.

Mais en 1898, Dreser, le chimiste de Bayer, se met en tête de la synthétiser de nouveau. Il teste cet antidouleur sur des grenouilles, sur des lapins puis sur lui et sur certains collègues du laboratoire. Tous décrivent le même état : ils « adorent », cela les fait se sentir « héroïques ». Dreser vient de trouver le nom de son invention : « heroisch », « l'héroïne », littéralement « le médicament héroïque ». Dreser oublie cependant de préciser un point très important : tous ses collègues qui ont testé l'héroïne se pressent désormais à son bureau pour lui en redemander.

Peu importe ; en novembre 1898, Dreser présente l'héroïne au Congrès des naturalistes et médecins allemands, affirmant que son médicament est dix fois plus efficace que la codéine pour la toux, avec seulement un dixième de ses effets indésirables. D'après lui, l'héroïne serait aussi un antidouleur bien plus puissant que la morphine.

Des milliers d'échantillons gratuits d'héroïne de Bayer sont ainsi envoyés aux médecins européens et américains. La molécule est commercialisée comme médicament pour différentes affections respiratoires, dont la tuberculose, mais aussi comme pilule contre l'asthme, la diarrhée ou – cela paraît fou – comme somnifère pour enfants¹.

Un an plus tard, Bayer produit environ 1 tonne d'héroïne par an et l'exporte dans 23 pays. L'entreprise vend la molécule sous toutes ses formes : des pastilles d'héroïne, des cachets pour la toux à l'héroïne, des comprimés d'héroïne, des sels d'héroïne et, même, un élixir d'héroïne.

De nombreux scientifiques se laissent bernier par les effets immédiats de la substance. « Elle possède de nombreux avantages par rapport à la morphine, écrit le *Boston Medical and Surgical Journal* en 1900. Ce n'est pas hypnotique, et il n'y a aucun danger de contracter une habitude. »

En réalité, dès 1899, des chercheurs du monde entier commencent à signaler des patients développant une « tolérance, voire une addiction » au médicament, tandis qu'un scientifique allemand, Erich Harnack, décrit l'héroïne comme « un poison extrêmement dangereux ».

En 1910, alors que les rapports médicaux s'accumulent sur la nocivité et l'accoutumance de cette « drogue », Bayer continue d'en faire la promotion,

mettant notamment en scène des enfants pour vendre du sirop contre la toux. Au même moment, on compte près de 500 000 cas d'héroïnomanies rien qu'aux États-Unis. Les symptômes les plus graves décrits par les services d'urgence sont toujours les mêmes : les patients somnolent, deviennent inconscients, leur pouls ralentit, leur respiration est altérée puis leur cœur cesse de battre.

Il faut attendre 1911 et l'explosion du nombre d'admissions à l'hôpital dues à l'héroïne pour que le *British Pharmaceutical Codex*, la bible des pharmaciens, mette en évidence sans ambiguïté les propriétés addictives de la molécule et en déconseille l'utilisation.

En 1913, Bayer arrête la production d'héroïne. Trop tard, c'est devenu un problème de santé publique. En 1924, le commissaire député de la police de New York déclare que 94 % des crimes sont commis par des héroïnomanes.

Ironie de l'histoire, la même année, Heinrich Dreser, le chimiste de Bayer à l'origine de l'héroïne, meurt à soixante-quatre ans, les poches pleines et l'âme lourde. Il a tout juste eu le temps de voir le Congrès américain bannir la vente, l'importation et la production d'héroïne. Quelques années plus tard, la Société des nations – l'ancêtre de l'ONU – s'implique également dans la lutte contre cette drogue, imposant diverses restrictions à l'échelle internationale. L'héroïne est progressivement interdite dans la plupart des pays : dorénavant, elle n'est plus produite chez Bayer mais dans des laboratoires clandestins. C'est l'une des drogues qui va le plus enrichir les réseaux mafieux du xx^e siècle. Ainsi naît la « French Connection », des parrains marseillais qui, dans les années 1930, transforment la morphine importée depuis l'Orient en héroïne et assurent son acheminement vers les États-Unis et le reste de l'Europe.

Si la cocaïne et les amphétamines ont respectivement été utilisées pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale pour doper les troupes, l'héroïne devient populaire chez les soldats américains à partir de la guerre de Corée (1950-1953). Les militaires se l'administrent eux-mêmes, la mélangeant avec de la cocaïne, un assemblage connu sous le nom de « speedball ». La guerre du Vietnam (1965-1973) est parfois considérée comme la première véritable « guerre pharmacologique », car la consommation de substances psychoactives par les militaires atteint, durant le conflit, des proportions délirantes. Selon le ministère de la Défense, en 1968, près de 50 % des soldats américains déployés au Vietnam

consommaient des drogues. En 1973, l'année du retrait des USA du Vietnam, ils étaient près de 70 %. Durant cette guerre, jusqu'à 20 % des soldats seraient devenus dépendants à l'héroïne.

Cette armée de drogués a depuis été remplacée par des individus plus fragiles : 9,2 millions de personnes dans le monde consomment toujours de l'héroïne. En France, 1 jeune sur 100 a déjà essayé cette drogue dure. En plus d'être exposés à tous les risques liés aux effets de l'opioïde, les héroïnomanes sont confrontés à des dommages sanitaires élevés. Plus de la moitié d'entre eux vivent avec l'hépatite C et ils sont surreprésentés dans les cas positifs au VIH.

J'ai eu beau chercher dans les archives : rien ! Jamais Bayer ne s'est exprimé sur sa responsabilité dans l'invention et la vente d'héroïne. Pas un mot d'excuse ou de regret parmi les 625 pages mises en ligne sur son site par la multinationale pour raconter « son » histoire officielle depuis sa création en 1863.

Le seul article du site Internet de Bayer où le mot « héroïne » est utilisé, le voici : « Héroïne de la pollinisation : le rôle vital de l'abeille pour les cultures ». Quand on connaît la responsabilité de la multinationale dans la surmortalité des abeilles², cela aurait presque de quoi faire sourire.

L'héroïne est loin d'être le seul funeste héritage que nous a laissé Bayer. D'autres « inventions » de la firme ont causé des dizaines de milliers de morts. À commencer par les armes chimiques.

¹. Les publicités Bayer pour les médicaments à base d'héroïne, très instructives, figurent dans les annexes en fin d'ouvrage.

². Développé au chapitre 8, « La mort est dans le pré ».

Bayer s'en va-t-en guerre

Nous sommes en 1913. L'année suivante, une grande partie du monde plongera dans le chaos. En attendant, la Terre tourne à peu près rond : en France, Raymond Poincaré est élu président de la République, le compositeur russe Igor Stravinsky fait scandale à Paris avec son œuvre la plus révolutionnaire, *Le Sacre du printemps*, Roland Garros est le premier aviateur à franchir la Méditerranée, Marcel Proust publie *Du côté de chez Swann*, premier des sept volumes d'*À la recherche du temps perdu*, *La Joconde*, volée deux ans auparavant au Louvre, est enfin retrouvée à Florence... Pendant ce temps, à New York, on inaugure la plus grande gare du monde, Central Station, les usines Ford parviennent à fabriquer une voiture en un temps record (quatre-vingt-treize minutes), et Charlie Chaplin fait ses débuts dans un film de Mack Sennett.

Mais les rivalités stratégiques, politiques, économiques et coloniales à l'origine du conflit entre les futurs alliés (la Russie, la France et la Grande-Bretagne) et leurs opposants (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman) vont bientôt mettre le feu aux poudres.

En cette année 1913, Bayer est la troisième plus grande entreprise chimique d'Allemagne. Elle compte 10 600 employés, dont 7 900 sont basés à Leverkusen, et détient 8 000 brevets en Allemagne et à l'étranger. Ses opérations internationales comprennent cinq filiales étrangères, 44 bureaux

de vente et 123 agences dans toutes les régions du monde ; 80 % de ses revenus proviennent des exportations.

En ce début de xx^e siècle, surfant sur le succès de l'aspirine et de ses innovations, Bayer a acquis une renommée internationale, un succès fulgurant que la Première Guerre mondiale va freiner : la demande étrangère va diminuer fortement et les ventes vont s'effondrer.

Le 28 juin 1914, un nationaliste serbe de Bosnie, Gavrilo Princip, tue l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et sa femme Sophie à Sarajevo, en Yougoslavie. Cet assassinat met le monde à feu et à sang. Pour l'Allemagne, la guerre commence le 1^{er} août. Pour Bayer, elle débutera à l'automne. Les dirigeants de l'entreprise trouvent dans le conflit de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés. Bayer se convertit à l'économie de guerre et change son fusil d'épaule. La firme met son expertise chimique au profit de la création de matériel de guerre.

Le groupe devient un acteur de premier plan de la guerre. Et ce n'est qu'un début. La part de la production de Bayer consacrée à l'effort de guerre passe de 0,29 % en 1914 à 73,5 % deux ans plus tard. Bayer excelle dans les explosifs : l'entreprise en devient le plus grand fabricant, fournissant un tiers des besoins de l'armée allemande. Ses usines produisent aussi 200 à 300 tonnes de TNT¹ par mois, destinées en partie à la fabrication de grenades.

Mais le conflit s'enlise. Le pouvoir allemand cherche une « arme miracle », capable de mettre fin à la guerre. Carl Duisberg, patron de l'entreprise allemande, est notamment choisi par le ministre de la Guerre pour développer des armes chimiques de combat. Qu'importe si cela va à l'encontre de la convention de La Haye qui interdit depuis 1907 l'utilisation de gaz mortels.

Mars 1915. Le régiment allemand Peterson tient ses positions sur le front belge, à côté d'Ypres. À une dizaine de kilomètres de là, 6 000 cylindres en acier remplis de chlore sont camouflés pour ne pas donner l'alerte. L'armée allemande n'attend qu'une chose : que le vent tombe avant de libérer le gaz fatal. Un vent contraire provoquerait un désastre. Pendant un mois, impossible de lancer l'attaque : la météo est bien trop changeante et les risques trop grands.

22 avril 1915 : l'ordre est finalement donné. Les hommes du régiment Peterson enfilent leur masque et libèrent le gaz. Cent cinquante tonnes de

chlore forment un nuage de 6 kilomètres de large. Les soldats français des 45^e et 87^e divisions sont tués sur le coup. On dénombre entre 2 500 et 5 000 morts. Les blessés seraient trois fois plus nombreux.

Jules-Henri Guntzberger, le commandant de la deuxième compagnie du 73^e régiment d'infanterie française, se rappelle : « J'ai vu alors un nuage opaque de couleur verte d'environ 10 mètres et particulièrement épais à la base, qui touchait le sol. Le nuage s'avancait vers nous, poussé par le vent. Presque aussitôt, nous avons littéralement suffoqué et nous avons été frappés de malaises : picotements très violents à la gorge et aux yeux, battement aux tempes, gêne respiratoire et toux irrésistible. Nous avons dû nous replier, poursuivis par les nuages. J'ai vu à ce moment plusieurs de nos hommes tomber, quelques-uns se relever, reprendre la marche et retomber de nouveau. Nous sommes arrivés enfin à la seconde ligne en arrière du canal où nous nous sommes arrêtés. Là, les soldats se sont affalés et n'ont cessé de tousser et de vomir. »

Les premières armes de destruction massive sont nées. La guerre chimique a commencé. Bayer va y jouer un rôle majeur. Ironie de l'histoire, les Allemands doutaient tellement de l'efficacité du chlore que lorsqu'ils ont lancé la première attaque, ils n'avaient pas positionné suffisamment de troupes pour profiter de la percée et s'engouffrer en direction des ports stratégiques de la Manche.

L'impact psychologique sur les hommes, chaque soldat étant dorénavant hanté par la peur d'une nouvelle attaque au gaz, aurait pu en soi changer le cours de la guerre.

À partir de l'été 1915, Carl Duisberg et le groupe Bayer – forts de leur succès avec le gaz chloré – travaillent sur un autre gaz, le phosgène. Puis sur l'ypérite – le fameux gaz moutarde –, employé pour la première fois par l'armée allemande en 1917, toujours dans la ville d'Ypres. Le gaz moutarde est un gaz huileux qui se révèle terriblement efficace. Quand les obus explosent, ils dispersent l'ypérite en de toutes petites gouttes qui se posent partout. Elles agissent par contact avec la peau. Les soldats ont d'abord des cloques et sont progressivement empoisonnés. Des hémorragies internes peuvent se développer et détruire leurs poumons. Bien souvent, au bout de quelques semaines, les blessés décèdent d'un œdème pulmonaire.

Les terribles souffrances des gazés sont restées dans la mémoire

collective. Pourtant, les pertes militaires dues aux armes chimiques sont estimées à « seulement » 90 000 morts, soit moins de 1 % des tués de la Grande Guerre. « Il ne faut pas oublier qu'il y a eu durant le conflit près d'un million de gazés dont le quart ou le tiers d'entre eux ont été handicapés toute leur vie par des problèmes respiratoires », insiste Jean-Claude Bernier, ancien directeur du département de chimie au CNRS. Selon lui, même si les gaz n'ont eu qu'un impact minime sur le bilan humain, ils ont avant tout agi comme une redoutable arme de terreur : « Dès qu'on parlait de gaz, les soldats mettaient leur masque, qui n'était d'ailleurs pas très efficace. En première ligne, ils craignaient ces obus. Ils guettaient les explosions pour les détecter. Ils étaient toujours sur le qui-vive. »

Les ouvriers de Bayer aussi craignent cette artillerie, l'insertion de composés chimiques dans les obus étant particulièrement délicate. Bayer fabrique ainsi du gaz moutarde, mais refuse d'en remplir les obus en raison du nombre d'accidents.

Pour y remédier, Carl Duisberg encourage le commandement militaire allemand à faire appel à des travailleurs forcés de Belgique, alors occupée. En 1916, environ 60 000 Belges sont déportés vers l'Allemagne pour y travailler. L'opération provoque des protestations internationales et tourne court. Les travailleurs belges rentrent finalement chez eux. Mais, selon beaucoup d'historiens, cette tentative de Duisberg est perçue comme un essai au programme de travail forcé de la chimie allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Une sorte de lugubre répétition générale.

Duisberg, en tout cas, se félicite de la tournure des événements. Il écrit au comité de direction de Bayer : « Si vous voyiez à quel point nos usines se sont transformées et réorganisées. Nous ne faisons quasiment plus que de l'armement. Si vous pouviez voir ça, vous seriez enchantés. » Il poursuit : « Les adversaires ne peuvent absolument pas savoir quel danger ils courent sur un terrain arrosé de produit, et restent tranquillement à plat ventre jusqu'à ce que les symptômes apparaissent. »

À la fin de la Première Guerre mondiale, Carl Duisberg fera partie de la liste des personnes que les Alliés veulent extraditer. Il n'en sera rien.

Le plus grand succès de Duisberg est encore à venir. À l'issue de la guerre, il œuvre pour créer le plus grand conglomérat chimique d'Europe en fusionnant Bayer, BASF et Agfa. « IG Farben » voit le jour le 1^{er} janvier

1925. C'est une multinationale avant l'heure, qui va surtout se destiner à soutenir l'effort de guerre nazi. Carl Duisberg en sera l'un des dirigeants et, grâce à lui, IG Farben va rapidement devenir la plus grande entreprise d'Europe, la quatrième du monde.

Pour ne pas perdre ce leadership, Duisberg organise des collectes parmi les industriels en faveur des partis conservateurs et nationalistes, dont le NSDAP, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands que dirige Adolf Hitler.

En 1931, Duisberg déclare : « Le peuple allemand appelle sans relâche le guide qui le tirera de son insupportable situation. S'il nous arrive un homme qui se montre capable de toutes les audaces, il faudra absolument le suivre. » La même année, Duisberg réclame, dans un discours à la Chambre de commerce et d'industrie, la création d'un bloc économique européen dominé par l'Allemagne.

En échange de ses millions de subventions, IG Farben obtient des nazis des garanties de débouchés pour ses carburants et son caoutchouc synthétique. Le 27 février 1933 – le jour de l'incendie du Reichstag, étrange hasard –, IG Farben dépose 400 000 Reichsmarks dans les coffres du parti nazi, le don le plus important jamais effectué par une entreprise.

Par la suite, aucune autre compagnie ne devait collaborer aussi étroitement avec les nazis. Carl Duisberg se félicite, à l'occasion de son départ en retraite, « de finir sa vie sous notre Führer, Hitler ». Pour défendre son dirigeant historique, Bayer a toujours affirmé que Duisberg était en fait opposé à Adolf Hitler, mais qu'il était bien obligé de composer avec lui.

De son côté, lorsque Duisberg meurt en 1935, Hitler présente ses condoléances en ces termes : « La chimie allemande perd aujourd'hui l'un de ses pionniers, un chef qui l'a menée au succès, et l'économie allemande perd l'un de ses grands managers. Sa mémoire sera toujours honorée en Allemagne. »

Aujourd'hui encore, Carl Duisberg jouit d'une grande reconnaissance en Allemagne. Des écoles portent son nom, comme le lycée et le lycée Carl-Duisberg à Wuppertal, les rues Duisberg à Bonn, Krefeld, Dortmund et Leverkusen. Sans oublier les centres caritatifs ou les jardins Carl-Duisberg. Il est même citoyen d'honneur de la ville de Leverkusen.

On l'a dit, l'association allemande Coalition contre les méfaits de Bayer

demande depuis plusieurs années qu'on rebaptise tous les établissements portant son nom et ne récolte en écho qu'un silence assourdissant.

Pourtant, selon Jan Pehrke, l'un des dirigeants de l'organisation : « Pour faire des profits, Carl Duisberg était prêt à passer sur des cadavres, au sens littéral. Sa responsabilité dans l'emploi des gaz toxiques et l'exploitation de travailleurs forcés ainsi que son étroite collaboration avec le régime nazi font de l'ex-P-DG de Bayer un mauvais exemple pour les générations futures. »

Sur son site, Bayer continue de rendre hommage à Duisberg. « C'est l'une des figures historiques de notre entreprise et même du système de santé allemand et de l'industrie chimique dans son ensemble. Nous nous souviendrons de lui aussi pour son engagement sociétal. Il a largement amélioré les conditions de vie des employés de Bayer. »

L'histoire, telle que Bayer la perçoit, semble parfois ressembler à une immense opération de communication. Que ce soit sur le rôle de la firme durant la Grande Guerre, mais surtout lorsqu'il s'agit des atrocités commises durant la Seconde Guerre mondiale.

1. Le trinitrotoluène (TNT) est un explosif, utilisé dans plusieurs mélanges.

4

Les horreurs nazies

En Allemagne, la montée en puissance d'IG Farben – le conglomérat chimique conduit par Bayer – accompagne celle d'Adolf Hitler et du nazisme. Carl Bosch, l'un des fondateurs du groupe, se rapproche du chancelier sans pour autant tolérer ses agissements, du moins d'après la version officielle de l'histoire selon Bayer. Car la marque a commandé un livre à l'historien Erik Verg, pour rétablir sa vérité. L'ouvrage s'appelle *Milestones : The Bayer Story* et a une furieuse tendance à faire passer les dirigeants de Bayer pour des résistants avant l'heure.

À la page 291, on peut lire : « La plupart des dirigeants d'IG Farben condamnaient la terreur croissante à l'égard des juifs et l'ingérence grandissante du gouvernement fédéral dans l'économie. Cependant, il ne leur est pas venu à l'esprit qu'ils pourraient se sentir politiquement responsables, voire qu'ils pourraient agir en termes politiques. Ils savaient que le président, Carl Bosch, était l'un des rares à se plaindre à Hitler de l'expulsion de scientifiques juifs, mais ils se sont également rendu compte que Bosch avait parlé en vain¹. » D'après ce livre, Carl Bosch ira même jusqu'à s'opposer à Hitler en mai 1933 : « Lors d'une conversation personnelle avec Hitler, Bosch a fait allusion à son opinion négative sur la législation antisémite, et cette divergence d'opinions devait entraver de façon permanente la relation entre les deux hommes². »

Étrange vision de l'histoire quand on sait qu'IG Farben est l'un des plus gros donateurs du parti de Hitler. C'est ce qu'a révélé l'association du Mémorial de Wollheim, du nom de Norbert Wollheim (1913-1998), un survivant du camp Buna-Monowitz, où il a dû travailler de force pour IG Farben pendant la guerre. À propos des financements d'IG Farben, l'association écrit : « Rien qu'en 1933, IG Farben signe un chèque de 4,5 millions de Reichsmarks au parti nazi. Puis, au fil des années, les montants augmentent : 12,7 millions de Reichsmarks au Fonds Adolf-Hitler pour l'économie allemande, puis 16 millions de Reichsmarks à la Campagne de charité hivernale, une campagne annuelle du parti nazi pour aider à financer des activités de bienfaisance. À la fin de la guerre, les versements inscrits officiellement dans les comptes d'IG Farben s'élèvent à 39,6 millions de Reichsmarks. » Les historiens experts de cette période estiment qu'il y aurait eu en réalité bien plus de versements, notamment en liquide.

Là encore, d'après Bayer, cette aide était forcée. Toujours selon le livre officiel de la firme : « Le conglomérat IG Farben a été contraint de donner d'énormes sommes d'argent au gouvernement, qui ont ensuite été utilisées pour promouvoir les exportations d'autres entreprises. »

IG Farben aurait donc été « contraint » de soutenir le parti nazi, et ses dirigeants auraient été parmi les premiers opposants de Hitler. Mais les témoignages des survivants d'Auschwitz ainsi que les procès d'après-guerre racontent une tout autre version des faits.

Pour y voir plus clair, il faut revenir un peu en arrière. Depuis 1910, Bayer produit du caoutchouc synthétique pour répondre à la demande grandissante, à destination principalement de l'industrie automobile, de l'aéronautique et de la marine. À l'époque, 13 millions de tonnes de caoutchouc sont utilisées chaque année, dont 9 millions de tonnes de caoutchouc synthétique. Rapidement, ce matériau devient un instrument indispensable au régime nazi.

Après la naissance d'IG Farben, la production de caoutchouc synthétique reste un enjeu majeur et le conglomérat dépose donc, le 5 juillet 1929, la marque Buna. Retenez bien ce nom. Il provient de la contraction de « butadiène » (un hydrocarbure) et « natrium » (du sodium). Il va surtout devenir synonyme de l'horreur nazie.

On a tendance à l'oublier, mais la série de camps construits à Auschwitz ne comprenait pas seulement Auschwitz I et II-Birkenau (les camps de

concentration et d'extermination), mais aussi Auschwitz III-Buna, un complexe massif d'usines d'IG Farben qui éclipsait les deux autres camps en taille, tant il était immense.

Les industries allemandes connaissent alors une pénurie de main-d'œuvre. Après s'être tourné vers les travailleurs étrangers volontaires, IG Farben profite des prisonniers des pays occupés.

Le camp de travail Auschwitz III-Buna, d'abord destiné à la production de caoutchouc, devient un lieu d'esclavagisme où des milliers de déportés seront exterminés. Selon la Conférence juive sur les revendications matérielles contre l'Allemagne, l'organisation qui s'occupe des demandes d'indemnisation au nom des juifs ayant souffert sous le joug nazi, quelque 38 000 prisonniers, principalement juifs, ont été contraints de travailler sur le site entre 1941 et le 27 janvier 1945.

L'un des témoignages les plus marquants sur ce camp de travail forcé est celui de l'Italien Primo Levi, dans son ouvrage *Si c'est un homme*³ : « Nous sommes à Monowitz⁴, près d'Auschwitz, en Haute-Silésie : une région habitée à la fois par les Allemands et les Polonais. Ce camp est un camp de travail, en allemand *Arbeitslager*. Tous les prisonniers (qui sont environ dix mille) travaillent dans une usine de caoutchouc qui s'appelle la Buna, et qui a donné son nom au camp. » Plus loin : « En moins de dix minutes, je me trouvais faire partie du groupe des hommes valides. Ce qu'il advint des autres, femmes, enfants, vieillards, il nous fut impossible alors de le savoir : la nuit les engloutit, purement et simplement. Aujourd'hui pourtant, nous savons que ce tri rapide et sommaire avait servi à juger si nous étions capables ou non de travailler utilement pour le Reich ; nous savons que les camps de Buna-Monowitz et de Birkenau n'accueillirent respectivement que quatre-vingt-seize hommes et vingt-neuf femmes de notre convoi et que deux jours plus tard il ne restait de tous les autres – plus de cinq cents – aucun survivant. »

Des historiens, parmi lesquels Peter Hayes, Raul Hilberg et Bernd Wagner, ont recueilli les déclarations des « fonctionnaires prisonniers » survivants qui étaient chargés de tenir l'index du personnel au camp d'Auschwitz III-Buna. Ils estiment qu'entre 23 000 et 25 000 prisonniers ont soit été tués par les autorités, soit sont morts de faim, de maladie ou d'épuisement, uniquement à Auschwitz III-Buna.

Non seulement, IG Farben a bénéficié de l'énorme contingent de main-

d'œuvre esclave des camps, mais les scientifiques du conglomérat – dont Bayer faisait partie – ont régulièrement utilisé les détenus des camps dans une série d'expériences médicales et chimiques macabres. Plusieurs historiens mettent en cause directement Bayer dans « l'achat » de déportés polonais pour expérimenter des produits. À l'appui, des lettres retrouvées par l'armée Rouge lors de la libération des camps, qui auraient été échangées entre l'entreprise et le parti nazi.

En voici des extraits : « En vue d'expérimenter un soporifique, vous serait-il possible de mettre à notre disposition quelques femmes et à quelles conditions ? Toutes les formalités concernant le transfert de ces femmes seront faites par nous. [...] Considérant le prix de 200 Reichsmarks exagéré, nous offrons 170 Reichsmarks par sujet. Nous aurions besoin de 150 femmes. »

Puis les deux parties tombent sur un accord : « D'accord pour le prix convenu. Veuillez donc faire préparer un lot de 150 femmes saines que nous enverrons chercher très prochainement. »

À la réception du « lot » de femmes : « Nous sommes en possession du lot de 150 femmes. Votre choix est satisfaisant, quoique les sujets soient très amaigris et affaiblis. Nous vous tiendrons au courant du résultat des expériences. »

Et enfin, dans la cinquième lettre : « Les expériences n'ont pas été concluantes. Les sujets sont morts. Nous vous écrivons prochainement pour vous demander de préparer un autre lot. »

Ces lettres donnent la nausée. Au procès de Nuremberg, le Dr Hoven, l'un des médecins SS, confirme : « Les SS n'avaient pas de scientifiques notables à leur disposition. Il est clair que les expériences dans les camps de concentration avec des préparations d'IG Farben n'ont eu lieu que dans l'intérêt d'IG Farben, qui s'est efforcé par tous les moyens de déterminer l'efficacité de ces préparations. Ils ont laissé les SS s'occuper – dirais-je – du sale travail dans les camps de concentration. IG Farben n'avait pas l'intention de dévoiler tout cela au grand jour, mais, plutôt, d'installer un écran de fumée autour des expériences afin [...] qu'ils puissent garder leurs profits pour eux-mêmes. Ce ne sont pas les SS, mais IG Farben qui a pris l'initiative des expériences en camp de concentration. »

Une survivante américaine de l'Holocauste a d'ailleurs poursuivi Bayer

en justice devant un tribunal fédéral des États-Unis. En 1999, Eva Mozes Kor accuse la multinationale d'avoir collaboré aux « expériences » qu'elle a subies pendant la guerre, perpétrées par des médecins nazis. Eva Mozes Kor faisait partie des 1 500 paires de jumeaux « choisis » par le terrible et tristement célèbre médecin Josef Mengele. Ce dernier, surnommé « l'ange de la mort » (*Todesengel*) pour les expériences terrifiantes qu'il menait sur les déportés, avait pour réputation de décider, d'un geste de la main, du destin des prisonniers dès leur arrivée au camp de concentration d'Auschwitz, où il officiait. Un seul signe de sa part indiquait si un nouvel arrivant devait être immédiatement gazé ou s'il pouvait disposer d'un sursis.

Eva a dix ans lorsqu'elle est déportée depuis la Roumanie, en mai 1944, avec ses parents et ses trois sœurs. Les deux premières ont douze et quatorze ans, la troisième est sa sœur jumelle, Miriam. À peine descendus du wagon à bestiaux qui les a emmenés au camp, son père, sa mère et ses deux sœurs aînées sont conduits à la chambre à gaz. Les jumelles Eva et Miriam ont « bénéficié » d'un régime d'« exception ».

Pour Eva, la part active prise par Bayer dans les pratiques menées à Auschwitz ne fait aucun doute. Elle affirme que Bayer a fourni des produits chimiques, a surveillé et a supervisé des expérimentations médicales à Auschwitz.

À plusieurs reprises, Eva Mozes Kor a raconté que des prisonniers recevaient des injections de germes réputés provoquer des maladies, « pour tester l'efficacité de divers médicaments » fabriqués par Bayer.

Un jour, les assistants du Dr Mengele font venir Eva et sa jumelle Miriam dans le laboratoire du médecin de la mort. L'obsession du docteur : explorer les limites du lien physique et psychique de la gémellité. Eva explique la façon dont elles ont été utilisées pour différentes expériences, dénudées, comme beaucoup d'autres jumeaux, jusqu'à huit heures par jour. Toutes les parties de son corps étaient mesurées et confrontées à celles de sa sœur. Les résultats servaient à établir des tableaux comparatifs.

Ils l'ont attachée à une table d'examen et lui ont inoculé des souches inconnues de bactéries ou de virus afin d'observer les réactions de son corps par rapport à celles de sa sœur « en bonne santé ». Parfois, ils attachaient ses deux bras pour restreindre le flux sanguin, prenaient beaucoup de sang de son bras gauche et lui faisaient au moins cinq injections dans le bras droit. Jamais elle n'a su de quelle nature étaient ces injections. Ce dont elle se souvient, en revanche, c'est qu'après cela, elle a été très malade. Elle a contracté une

énorme fièvre. Ses jambes et ses bras étaient enflés et douloureux. Elle tremblait, alors que le soleil du mois d'août lui brûlait la peau. Et d'énormes points rouges couvraient tout son corps.

Considérablement affaiblie, affamée, elle est parvenue à s'en sortir grâce à sa volonté hors du commun. Et, avec l'aide d'autres prisonnières qui avaient trouvé des pommes de terre pour la nourrir, elle a survécu. Après neuf jours de bombardements intensifs, le 27 janvier 1945, le silence se fait dans le camp. Eva Mozes Kor se rappelle cette femme ouvrant son baraquement en hurlant : « Nous sommes libres ! »

Eva Mozes Kor et sa sœur auront passé huit mois en camp de concentration, soumises aux pires exactions. En 1999, lorsqu'elle dépose plainte contre Bayer, la jeune fille devenue grand-mère déclare devant la presse : « J'espère qu'après cinquante-quatre ans, Bayer reconnaîtra sa responsabilité d'avoir utilisé des enfants, en particulier des jumeaux, pour mener des expériences conduites par Josef Mengele. » L'action de groupe en justice d'Eva Mozes Kor et celles de centaines d'autres victimes se solderont par la création d'un fonds d'indemnisation de 1,53 milliard d'euros, auquel Bayer consentira à participer. Incroyable destin que celui de cette survivante qui, quelques années avant de s'éteindre en juillet 2019, fait de nouveau la une des journaux du monde entier. C'était en 2015. Sur la photo, en guise d'absolution, on la voit prendre dans ses bras un criminel de guerre nazi, Oskar Gröning, quatre-vingt-quatorze ans, lors de son procès. Elle cherchait surtout à ce que de grands groupes comme Bayer s'excusent officiellement. Ce qui, hélas, n'arrivera jamais.

Pourtant, en 1995, à Pittsburgh, Helge Wehmeier, le directeur de Bayer d'alors, semblait prendre cette direction. Lors de la remise du prix Nobel de la paix à Elie Wiesel, survivant de l'Holocauste, devant 1 800 personnes, il déclare, visiblement ému : « J'ai de la peine et des regrets et m'excuse pour l'inhumanité de mon pays et pour ce que IG Farben a fait à votre peuple. » C'est un moment historique : pour la première fois, un dirigeant de Bayer s'excuse pour le rôle de l'entreprise durant la Seconde Guerre mondiale.

Invité à son tour à s'exprimer sur sa récompense, Elie Wiesel rappelle les conditions qu'il a dû endurer : « Pas d'eau, pas de couvertures, de moins en moins de soupe et de pain. La nuit, nous devons dormir presque nus et la température était de moins 30 degrés. Nous ramassions des cadavres par centaines chaque jour. Le travail était très dur. Ceux qui dirigeaient les camps

avaient l'ordre de tuer un certain nombre de prisonniers chaque jour. » Puis il se tourne vers Helge Wehmeier et lui dit, avec le sourire des victimes désolées : « Ce n'est pas votre faute si IG Farben est coupable. »

Vingt-cinq ans après ce rare moment d'humanité, le discours de Bayer a radicalement changé. Sur son site, la multinationale réfute désormais descendre d'IG Farben : « Nous réaffirmons que le groupe Bayer d'aujourd'hui n'a absolument rien à voir avec le consortium IG Farben et que nous ne sommes en aucun cas les successeurs de l'IG Farbenindustrie AG. » Au regard des innombrables rapports et témoignages documentant le rôle précis de Bayer au sein du consortium IG Farben durant la Seconde Guerre mondiale, difficile de trouver convaincant ce soudain revirement de l'entreprise. La « lucidité » de Bayer serait-elle sélective ?

Contrairement à ce qu'affirme aujourd'hui le groupe, les destins d'IG Farben et de Bayer sont étroitement liés, à commencer par ceux de leurs dirigeants. Dans la période d'après-guerre, on aurait pu penser que Bayer allait rompre avec IG Farben et son effroyable histoire, mais la firme décide de nommer à sa tête un homme à peine sorti de prison, où il était incarcéré après avoir été condamné pour ses crimes pendant la Seconde Guerre mondiale : Fritz ter Meer.

Petit retour en arrière : en mai 1937, ter Meer, chimiste de profession, rejoint le parti nazi. Il siège au conseil d'IG Farben depuis sa création, en 1925. Il participe à la planification du camp de concentration d'Auschwitz III-Buna, ce qui lui vaut, en septembre 1943, de devenir agent général pour l'Italie, ministre du Reich pour l'Armement et la Production de guerre. En cette même année 1943, ter Meer reçoit même la croix du Mérite de guerre en tant que chevalier. Ce fervent nazi sera arrêté en 1945. Lorsque les Américains commencent à enquêter sur IG Farben au sujet d'éventuels crimes de guerre, Fritz ter Meer est le premier sur la liste.

Le 3 mai 1947, ter Meer ainsi que 23 autres membres du conseil d'administration et dirigeants d'IG Farben sont inculpés de cinq chefs d'accusation par les tribunaux militaires de Nuremberg. On les accuse de « planification, préparation, déclenchement et conduite de guerres ou d'agression et d'invasions d'autres pays ; pillage et spoliation ; esclavage et meurtre de masse ; appartenance aux SS et complot ».

Le 27 août 1947, le procès d'IG Farben débute. Il va durer cent

cinquante-deux jours, durant lesquels ter Meer fera cette déclaration glaçante : « Nous n'avons pas fait subir des mauvais traitements aux travailleurs esclaves, puisqu'ils auraient été tués de toute façon. »

Le 29 juillet 1948, le verdict est prononcé. Sur les chefs un et cinq, spécifiquement liés à la conduite en temps de guerre, les accusés sont reconnus non coupables. Alors que le tribunal a conclu que les accusés avaient travaillé pour aider le parti nazi, il n'y avait aucune preuve que les dirigeants conseillaient directement Hitler. Cependant, pour le reste des chefs d'accusation (meurtre, asservissement de masse, pillage, appartenance aux SS), ter Meer, ainsi que d'autres cadres, sont reconnus coupables. Le juge Hebert justifie sa décision : « Le dossier montre que IG Farben a volontairement coopéré et utilisé chaque nouvelle source de main-d'œuvre au fur et à mesure de son développement. Le mépris des droits humains fondamentaux n'a pas dissuadé ces accusés. La coopération volontaire avec l'utilisation de la main-d'œuvre esclave du Troisième Reich était une question de politique d'entreprise qui a imprégné l'ensemble de l'organisation IG Farben. Pour cette raison, la responsabilité pénale va au-delà des participants immédiats aux ignominies commises à Auschwitz. Elle implique d'autres directeurs d'usine d'IG Farben et embrasse tous ceux qui ont sciemment participé à l'élaboration de la politique de l'entreprise. »

Le tribunal condamne ter Meer à la plus longue peine : sept ans de prison. « Nous sommes convaincus hors de tout doute raisonnable que les responsables de la construction d'IG Farben sont allés au-delà de la nécessité créée par la pression du gouvernement et qu'ils peuvent être à juste titre accusés d'avoir pris l'initiative de planifier et de se prévaloir du recours à la main-d'œuvre des camps de concentration. Parmi ces fonctionnaires, ter Meer avait la plus grande autorité. »

Malgré cette conclusion accablante, ter Meer est libéré de la prison de Landsberg au début de l'été 1950 pour « bonne conduite ». Sa réinsertion sera d'une réussite insolente : en 1956, il devient président du conseil d'administration de Bayer AG. Il y occupera le poste de président du conseil de surveillance jusqu'en 1964. Il meurt le 21 octobre 1967.

Poussant le cynisme à son paroxysme, Bayer va créer, en sa mémoire, la Fondation Fritz-ter-Meer, qui alloue des bourses aux étudiants en chimie. Le 1^{er} novembre 2006, à la Toussaint, Bayer dépose même, comme chaque année, une couronne de fleurs devant la tombe de son ancien dirigeant. Un

hommage de la part du Bayer Board of Trustees and Supervisory Board, qui fera grincer des dents jusqu'en Amérique.

David Rosenberg a un profil assez inhabituel dans le monde des lanceurs d'alerte : il est archiviste à l'université de Pittsburgh aux États-Unis. En 1998, alors que la Fondation Bayer apporte son soutien à des organisations juives locales, dont le Centre de l'Holocauste de la Fédération juive unie, il décide de vérifier quel est vraiment le passé de Bayer pendant la Seconde Guerre mondiale. Il passe son temps libre à rechercher et à documenter la culpabilité de Bayer dans l'Holocauste. Son travail porte ses fruits : la Greater Pittsburgh Rabbinical Association, l'organisation des rabbins de la ville, demande à ce que, dorénavant, le rôle de Bayer dans l'Holocauste soit obligatoirement mentionné si l'entreprise fait des donations à la communauté juive.

Alors, quand Rosenberg apprend que Bayer continue de fleurir la sépulture de ter Meer, il n'en revient pas : « Pourquoi déposer une couronne sur la tombe d'un criminel de guerre de Nuremberg reconnu coupable ? se demande-t-il. En honorant expressément un homme que le tribunal de Nuremberg a reconnu coupable de crimes de guerre, la société Bayer démontre qu'elle n'a rien appris du passé. En tant que juifs, nous devons faire savoir à Bayer que nous sommes consternés par son hommage à Fritz ter Meer. » Il envoie même une lettre à Bayer, qui lui répond : « Il est important de comprendre qu'entre 1925 et 1951, aucune société dénommée Bayer n'existait, que ce soit en tant que filiale d'IG Farben, ou comme toute autre entité juridique. Bayer en tant que société n'a été rétablie par le Haut-Commissariat des Alliés qu'en 1952. Même les membres les plus haut placés de la direction actuelle de Bayer étaient de jeunes enfants, voire n'étaient pas nés lorsque la terreur du régime nazi a pris fin et que la paix a été rétablie. Comme tout le monde, nous sommes profondément conscients du fardeau historique que l'Allemagne porte en tant que nation. »

Rosenberg n'en démord pas : « Bayer prétend que ses employés actuels n'ont eu aucun rôle dans ces actes sombres. Je suis d'accord. Mais, en honorant avec une couronne de fleurs un criminel de guerre de Nuremberg décédé, c'est le conseil d'administration de Bayer, pas moi, qui trahit et dénature les valeurs et la sensibilité de ses employés. »

Il y a quelques années, devant la pression de certains militants, Bayer a décidé de renommer sa bourse ter Meer : elle s'appelle désormais Bayer

Science & Education Foundation. Une victoire symbolique pour David Rosenberg, mais surtout une nouvelle manœuvre de communication du groupe Bayer pour tenter de rompre définitivement avec son sombre passé.

-
1. Erik Verg, *Milestones : The Bayer Story, 1863-1988*, Bayer AG, 1988.
 2. *Ibid.*
 3. Cet ouvrage, écrit entre 1945 et 1947, est paru en français aux éditions Julliard en 1987.
 4. L'autre nom du camp Auschwitz III-Buna. (Note de l'auteur.)

5

La camisole chimique

Dans l'Allemagne d'après-guerre, suite au démantèlement d'IG Farben, la situation est catastrophique pour Bayer. Privée de ses filiales étrangères, l'entreprise est en difficulté, les dirigeants doivent innover, et vite. L'irrésistible envie de redevenir le premier groupe pharmaceutique du monde aurait conduit la multinationale à réaliser des expérimentations hasardeuses sur des enfants.

C'est l'histoire effroyable que j'ai découverte en Allemagne. Une histoire d'enfants qui vivaient dans des asiles psychiatriques à la fin des années 1950. Des enfants forcés de prendre pendant des années des antipsychotiques de Bayer. La multinationale aurait-elle fermé les yeux sur ces pratiques ? A-t-elle eu simplement conscience de ce qui se pratiquait dans ces asiles ?

Günter Wulf et Franz Wagle ont bien grandi. C'est la première fois qu'ils parlent à un journaliste étranger. Ils cherchent encore leurs mots, la douleur semble ressurgir à chaque silence. La soixantaine passée, Günter parle si vite que ma traductrice a du mal à suivre. Franz, lui, fume cigarette sur cigarette. « Nous n'étions à l'époque que des petits garçons », me racontent-ils.

Pour Günter Wulf, tout débute en 1968 quand, après un épisode violent avec l'un de ses camarades du foyer pour mineurs, il est adressé au service psychiatrique de l'hôpital du Schleswig-Holstein, à la frontière avec le Danemark. « Quand les enfants de mon âge jouaient, allaient à l'école, pour

moi c'était la violence au quotidien », explique-t-il, les larmes aux yeux. À l'époque, l'établissement est connu comme « l'asile pour les enfants fous ». Il y est totalement privé de repères familiaux, amicaux, et vit sans intimité ni éducation. « J'avais l'impression d'être maudit. » À son arrivée, il est classé comme « enfant inapte à la vie en communauté, hyperactif et incapable d'apprendre ».

Franz Wagle connaît un destin similaire. Arraché à l'affection de sa mère et de ses frères et sœurs, il passe soixante-huit semaines, par intermittence, dans cet institut psychiatrique. Entre deux cigarettes, Franz tient pourtant à me rappeler qu'il n'était « ni malade ni handicapé », mais un peu plus « impulsif » que les autres enfants. À cette époque, certains troubles du comportement comme « l'irritabilité modérée » ou « l'anxiété » nécessitaient, d'après les médecins, une administration massive de produits chimiques. Une thérapeutique impensable de nos jours.

Comme Günter et Franz, à « l'asile des enfants fous », des centaines de mineurs sont allongés sur des lits. Ils subissent des châtements corporels et finissent souvent sous camisole. Dans ce sinistre endroit qu'est l'hôpital du Schleswig-Holstein, ils vont croiser la route des laboratoires Bayer. Günter Wulf et Franz Wagle font partie des centaines d'enfants placés sous la sédation forcée de deux médicaments de la multinationale : le Megaphen et l'Aolept.

Dans ses publicités des années 1960, Bayer présente le Megaphen comme un modérateur d'humeur pour les enfants, afin de s'assurer que les salles de classe soient calmes et de faciliter l'enseignement scolaire. Sur ses illustrations à destination des médecins, l'entreprise met en scène des enfants en train d'apprendre le violon calmement, très concentrés sur leur tâche. La réalité est tout autre : les effets secondaires du Megaphen sont terribles.

« Nausées, vomissements, désorientation, perte de repères, impossibilité de prendre des décisions. J'avais la sensation d'être enfermé dans une camisole chimique, de subir une sorte de lobotomie à base de médicaments », raconte Günter Wulf. Pire, les risques en cas de mauvais dosage sont très graves : crises d'épilepsie, évanouissements, essoufflements, jaunisse, Parkinson, etc.

Günter Wulf se souvient de ce jour d'hiver où il a aperçu un paquet Megaphen de Bayer sur lequel était écrit « Lot pour l'asile ». « Pourtant, assure-t-il, ni les enfants ni leurs tuteurs n'avaient donné leur consentement

aux tests, à l'époque. »

Pour vous donner une idée de la puissance du Megaphen, lisez le livre *Shutter Island* de Dennis Lehane, ou regardez son adaptation au cinéma par Martin Scorsese avec Leonardo DiCaprio. L'histoire se déroule en 1954 dans un centre de détention psychiatrique isolé sur une île. Et les patients y sont traités avec... de la chlorpromazine, la substance active du Megaphen.

Combien d'enfants ont été forcés de prendre ces médicaments vendus par Bayer ? Cent quarante et un au minimum à l'institut psychiatrique du Schleswig-Holstein pour le seul Aolept, l'un des deux calmants. Pour le Megaphen, le « blockbuster », ce serait beaucoup plus, mais les registres officiels ont disparu.

Jamais ces enfants n'ont eu affaire à des représentants de la multinationale lorsqu'ils étaient à l'asile. Jamais aucun employé de la firme n'est venu vérifier si les médicaments étaient aux normes ni si les conditions de sédation étaient bonnes et les personnes testées consentantes.

Bayer se contentait de donner des médicaments aux médecins de l'hôpital sans prescription, sans formation et sans conditions d'utilisation. « C'est ainsi que Bayer s'est dédouané d'avoir brisé les vies de centaines d'enfants », lance Franz Wagle, en colère.

Dans leur malheur, les deux hommes ont la chance de croiser en 2015 la route de Renate et Klaus Schepker, un couple de professeurs de médecine de l'université d'Ulm, en Allemagne, spécialistes des questions psychiatriques liées à l'enfance. De leur histoire, ils vont produire un article scientifique dans le magazine *Psychosoziale Umschau* : « La vie volée – Abus dans la psychiatrie allemande de l'après-guerre ». Sous leur plume, on peut lire : « L'administration, à des enfants, durant des mois, voire des années, dans des foyers ou des établissements, de médicaments psychothérapeutiques, dont certains n'auraient pas été testés au préalable, soulève la possibilité de dommages réels pour la santé. »

En octobre 2017, fort de cette caution scientifique, Franz Wagle adresse une lettre aux différents groupes pharmaceutiques dont les produits ont été testés dans l'hôpital du Schleswig-Holstein : Novartis, Janssen, Roche et Bayer.

« Je vous invite instamment à assumer enfin votre responsabilité et à effectuer un pas en notre direction, écrit-il. Prenez contact avec nous, nous

n'attendons pas de miracles, mais nous vous demandons tout simplement que vous assumiez enfin votre propre passé. »

Franz Wagle m'a depuis transmis les réponses qu'il a reçues, dont voici quelques extraits. Novartis : « Nous soutiendrons activement et de manière transparente une étude sur ce sujet. » Roche : « Nous ne pouvons pas évaluer dans quelle mesure les cliniques et les médecins ont mené des études avec des substances Roche approuvées à notre insu ni si les substances Roche ont été utilisées correctement ou incorrectement, entre les années 1950 et le milieu des années 1970. Si vous avez des faits ou des indices concrets indiquant que Roche a commis une infraction coupable, nous vous promettons de coopérer et de vous aider à clarifier la situation. » Janssen : « Nous regrettons profondément les circonstances dans lesquelles vous et les autres personnes concernées avez grandi. C'est d'autant plus vrai si l'on considère les essais cliniques qui ont apparemment aussi été menés avec les médicaments de notre société. »

Seul Bayer n'a pas répondu.

Franz Wagle et Günter Wulf n'en reviennent pas : l'entreprise pharmaceutique qu'ils jugent être la plus directement responsable des horreurs qu'ils ont vécues étant enfants se mure dans le silence.

C'en est trop : en 2019, ils rédigent un tract et se rendent à l'assemblée générale de Bayer à Bonn pour le distribuer aux actionnaires. On y voit la publicité de l'époque de Bayer pour le Megaphen et l'Aolept, assortie de ce texte, juste en dessous : « Bayer est conjointement responsable de la sédation massive des enfants dans les institutions psychiatriques des années 1950 à 1970. Le groupe Bayer doit assumer cette responsabilité ! Ils doivent présenter des excuses aux personnes touchées et les indemniser à la mesure de l'injustice qu'elles ont subie ! »

Cette fois encore, silence. Aucun représentant de l'entreprise ne viendra les rencontrer.

En septembre 2019, pourtant, retournement de situation, la firme accepte que les deux hommes aient accès à ses archives. Les 25 et 26 septembre 2019 à Leverkusen et les 29 et 30 octobre à Berlin, le Dr Klaus Schepker, Franz Wagle et Günter Wulf ont finalement pu fouiller le sombre passé de Bayer.

L'objectif est de trouver des preuves de cet acharnement thérapeutique et d'obtenir plus de détails sur le passé et l'identité des enfants. Malheureusement, il n'y a aucun nom de victimes : seulement ceux des

médecins et des médicaments.

En revanche, Günter Wulf met la main sur un document qui prouve bel et bien que Bayer a utilisé l'hôpital du Schleswig-Holstein comme un centre d'essai médicamenteux, avant même la mise sur le marché de ses produits. C'est à peine croyable.

Des enfants, passés par l'institut psychiatrique avant lui, ont carrément servi de cobayes. Deux études internes mentionnent en effet des tests sur des enfants, à l'hôpital du Schleswig-Holstein, de la « préparation 4560 », futur Megaphen, datées de 1956 et 1958. Puis Bayer lance la production et la commercialisation de ses médicaments en écrivant aux médecins : « Notre Megaphen peut être un assistant idéal pour les enfants particulièrement nerveux, irritables et querelleurs. » L'un des médecins de l'hôpital, le Dr Rolf Jacobs, va même jusqu'à s'enthousiasmer : « Les cures Megaphen ont fait leurs preuves. Cela a immédiatement le même effet sédatif sur tous les enfants. Le travail scolaire serait considérablement facilité par le calme. Je tiens à remercier sincèrement les usines Bayer [...] pour avoir généreusement fourni des quantités d'essai. »

Günter Wulf en veut aussi à l'État allemand, responsable de l'institut psychiatrique de l'hôpital du Schleswig-Holstein, de ne pas l'avoir protégé face aux tests et sévices que ses camarades et lui ont subis. En colère, il a adressé cette lettre au gouvernement allemand : « Que ceux qui ont été les premiers responsables de ces terribles institutions et ceux qui en étaient comptables à l'époque paient enfin les conséquences de leur échec et démontrent leur culpabilité. Car ils ont ruiné toute notre vie en négligeant leur devoir de vigilance et de surveillance. »

L'État allemand a fini par reconnaître ses fautes dans le mauvais traitement des enfants passés par l'institut psychiatrique de l'hôpital du Schleswig-Holstein. Il a récemment versé un total de 6,9 millions d'euros par le biais de la Fondation Reconnaissance et celle de l'Aide aux enfants victimes du Schleswig-Holstein.

Pour l'heure, Bayer n'a pas prévu de participer à ce fonds d'indemnisation.

Mais, récemment, d'autres scandales ont obligé la multinationale à payer des centaines de millions d'euros de dédommagement.

6

Les scandales et la révolte

Au tournant des années 1990, Bayer se retrouve au cœur de deux scandales retentissants qui vont lui coûter très cher. Et qui vont dégrader son image, jusqu'à ce que se structure une association, la Coalition contre les méfaits de Bayer.

« C'est David contre Goliath. » Cette phrase, maintes fois entendue pendant mon enquête, résonne ce jour avec l'accent d'un Avignonnais de cinquante-trois ans, Jean-Luc Freel.

Dans les années 2000, ce juriste de formation essaie de faire baisser son taux de cholestérol, un lipide, du gras, donc, fabriqué au niveau du foie et qui se diffuse dans la circulation sanguine. S'il est en excès à cause d'une mauvaise alimentation ou d'une maladie, le danger guette, car des plaques de gras se forment à l'intérieur des vaisseaux : on appelle ça l'athérosclérose, et cela provoque des accidents vasculaires. En France, 9 millions de personnes ont un taux de cholestérol trop élevé.

Jean-Luc Freel en fait partie et se retrouve à prendre du Cholstat de Bayer, le « blockbuster » anticholestérol du moment. Sur la planète, 6 millions de personnes – 500 000 en France – se soignent avec ce médicament dont le principe actif, la cérivastatine, permet de diminuer le taux de cholestérol et de prévenir les maladies cardiovasculaires. À elles seules, les ventes mondiales de Cholstat, Lipobay et Staltor, trois

médicaments anticholestérol vendus par Bayer, génèrent 600 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Quelques semaines après le début de son traitement, Jean-Luc Freel ressent des douleurs musculaires. La notice jointe fait bien état d'effets secondaires, mais les médecins consultés lui conseillent de poursuivre le traitement. « Personne n'a fait le lien entre la prise de Cholstat et mes douleurs, raconte-t-il. Résultat, aujourd'hui, j'ai du mal à porter le sac de courses, je ne peux plus conduire sur de longs trajets et j'ai dû réduire mon activité physique. »

Il ne le sait pas encore, mais il est atteint de rhabdomyolyse : ses cellules musculaires sont détruites et se libèrent dans le sang, ce qui déclenche des douleurs très vives, généralement dans les mollets et le bas du dos. Dans les cas extrêmes, les malades sont atteints de défaillance rénale ou d'autres organes, susceptibles d'être mortelles.

Les agences de santé reçoivent des alertes sur les effets indésirables du Cholstat et de la cérvastatine depuis plusieurs années. La molécule n'a été autorisée qu'en 1997, mais déjà, à la fin octobre 2000, 31 décès sont recensés aux États-Unis. Tandis que 17 cas de rhabdomyolyse sont signalés début 2001 à l'organisme australien de pharmacovigilance, survenus le plus souvent durant le premier mois de traitement.

Bayer est au courant, mais quand les dirigeants de la multinationale sont interrogés par les journalistes, ils continuent de nier : « Il n'y a actuellement aucune preuve que le médicament soit à l'origine de ces graves complications. » D'ailleurs, c'est tellement sans danger qu'au même moment Bayer distribue gratuitement des traitements anticholestérol à base de cérvastatine en Bavière. Quelque 110 boîtes de Lipobay – l'équivalent allemand du Cholstat – sont ainsi données à des patients allemands. Bayer s'apprête pourtant à retirer ce médicament de la vente. Car, à l'été 2001, cette fois, la firme ne peut plus l'ignorer : trop de patients meurent de rhabdomyolyse aiguë.

La multinationale allemande est au pied du mur et doit reconnaître que 52 personnes sont mortes à cause de ses traitements à la cérvastatine. Le 9 août 2001, Bayer met en place un numéro vert et retire tous ses produits à base de cette molécule. Épisode inouï : les investisseurs de Bayer sont prévenus du retrait avant même les autorités sanitaires. En France, l'Agence

française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) est même obligée de réclamer à Bayer l'étude sur laquelle le laboratoire s'est fondé pour décider d'arrêter de vendre le médicament. En Allemagne, le ministre de la Santé accuse Bayer d'avoir effectué des recherches sur les effets secondaires meurtriers de Baycol, une autre déclinaison du Lipobay, du Cholstat ou du Staltor, pendant près de deux mois avant que le gouvernement n'en soit informé. Dans une lettre ouverte publiée dans la presse allemande, le groupe rejette « catégoriquement » les allégations de rétention d'informations. « Bayer a agi en tout temps de façon responsabilisée et dans l'intérêt des patients », indique alors la firme.

D'après les comptes officiels de Bayer, il y aura au final plus d'une centaine de morts dues aux effets secondaires de la cérvastatine, en à peine quatre ans. Il y en aurait plusieurs milliers d'après les familles de patients sous traitement.

De son côté, à Avignon, Jean-Luc Freel n'en démord pas : « J'ai appelé le numéro vert mis en place par Bayer. On nous a simplement dit : "Si vous avez des faiblesses musculaires, arrêtez la prise des médicaments et consultez." Je trouve ça un peu léger. Quelles explications nous apporte-t-on sur l'évolution des symptômes ? Aucune ! » Il finit par porter plainte contre Bayer pour « coups et blessures involontaires ». « Ma motivation n'est pas d'obtenir réparation, précise-t-il. Je veux savoir. J'ai une petite-fille de deux ans et je veux la voir grandir. »

Face aux 700 plaintes déposées en France, la justice commande un rapport sur les dangers de la molécule anticholestérol cérvastatine. Ses conclusions sont impitoyables. L'auteur du rapport, le Dr Marc Girard, qualifie l'affaire de « bombe atomique », Bayer ayant eu « la volonté de tromper » et de « dissimuler ». La firme aurait minimisé les dangers, « se limitant à considérer comme rares ou exceptionnelles des complications observées chez quelques centaines de patients traités, sans la moindre considération pour le fait que ces fréquences faibles auront un potentiel dramatique lorsque l'exposition concernera des dizaines de millions de patients traités ».

Plus grave encore, selon le Dr Girard, l'entreprise était au courant des graves effets secondaires dès 1991... dix ans avant le retrait de la cérvastatine. Encore une fois, Bayer rejette ces accusations et « s'étonne » de la campagne de diffamation dont elle s'estime être la cible.

Comment expliquer l'engouement autour de ce médicament ? Dès 1998, la très sérieuse revue *Prescrire* avait repéré que certains visiteurs médicaux de Bayer présentaient la cérvastatine comme une molécule « cent fois plus efficace que les autres ». L'argument massue aurait largement convaincu les médecins.

Le Canard enchaîné du 29 août 2001 révèle que Bayer avait été épinglé en 1998 par le Conseil national de l'ordre des médecins pour avoir offert des cadeaux – dont un logiciel d'une valeur de près de 10 000 francs (un peu plus de 1 500 euros) – aux médecins prescrivant le Staltor, l'autre produit Bayer à base de cérvastatine. « Cette interprétation est fautive, opposait Sophie Bottai, alors avocate de Bayer. Il s'agissait d'un service rendu aux médecins souhaitant informatiser la gestion de leur cabinet, et ce, sans contrepartie. C'était de la part de Bayer une démarche d'image et non une incitation à prescrire du Staltor. » En outre, et toujours selon, *Le Canard enchaîné*, le logiciel en question contenait des données médicales et des posologies incomplètes, voire « potentiellement dangereuses » pour les patients. « Il a été retiré, corrigé, et la nouvelle version a ensuite été proposée aux médecins », assurait à cette époque Bayer.

Plutôt que de risquer des condamnations au pénal ou au civil, Bayer préfère régler l'affaire de la cérvastatine à l'amiable. La multinationale dépense 3,7 milliards d'euros pour se sortir de ce nouveau scandale. L'épisode a au moins eu un avantage : mis en cause, le système de sécurité des médicaments, en particulier aux États-Unis, a revu tout son processus d'homologation.

Insubmersible, le groupe Bayer dévise en 2001 de près de 25 % à la Bourse de New York, avant de revenir petit à petit à son niveau d'avant-scandale. Cette année-là, le groupe avait quand même averti ses actionnaires qu'ils verraient leurs dividendes se réduire un petit peu. Le prix du scandale, certainement.

Le 22 mai 2003, alors qu'il se remet à peine de l'affaire de la cérvastatine, le groupe Bayer doit faire face aux États-Unis à de nouvelles accusations gravissimes. Le *New York Times* accuse Cutter Biological, la filiale de Bayer en Amérique, d'avoir vendu en connaissance de cause, entre février 1984 et juillet 1985 en Asie et en Amérique du Sud, du sang risquant

d'être contaminé par le virus du sida.

« Je suis médecin. Cela fait trente-deux ans que je travaille aux États-Unis à la surveillance de l'industrie pharmaceutique, et il s'agit de l'affaire la plus grave et la plus révoltante que j'aie jamais vue », confie, document à l'appui, Sidney M. Wolfe, directeur à Washington du Public Citizen Health Research Group, le Centre de recherche des citoyens sur la santé publique. « Une centaine de personnes minimum sont mortes à Hong Kong et à Taïwan, sachant qu'ils ont vendu également le produit contaminé en Malaisie, à Singapour, en Indonésie, au Japon et en Argentine. »

M. Wolfe a réussi à avoir accès aux documents internes, de l'entreprise. Fax, rapports de réunions, Télex, directives commerciales, tout y est. J'ai moi aussi pu consulter ces échanges confidentiels, et voici ce que j'y ai trouvé.

Petit retour en arrière. Acquis par Bayer en 1975, l'entreprise Cutter Biological fabrique un médicament à destination des hémophiles. Les personnes atteintes d'hémophilie ne parviennent pas à former un caillot solide au cours du processus de la coagulation : en cas de saignement, l'écoulement ne s'arrête pas ou très difficilement. Elles ne saignent pas plus qu'une personne non hémophile, mais plus longtemps, car le caillot ne tient pas. Les conséquences sont majeures, avec des hémorragies sévères en cas de blessure, et parfois des saignements spontanés, notamment au niveau des articulations.

À la fin des années 1970, le laboratoire Cutter met au point un procédé révolutionnaire pour les hémophiles : le Koate. Avec quelques injections, il permet aux patients de coaguler, donc de ne plus saigner et de mener une vie presque normale. Ce produit miracle est réalisé à partir du plasma collecté auprès de milliers de donateurs de sang. Malheureusement, au début des années 1980, ce sang est parfois contaminé par le virus du sida.

La filiale de Bayer sous-estime le problème et écrit en juin 1983 dans une lettre adressée à ses distributeurs en France : « Le sida est devenu l'objet d'une réponse irrationnelle dans de nombreux pays. [...] Cela nous préoccupe particulièrement en raison de spéculations non fondées sur le fait que ce syndrome pourrait être transmis par certains produits sanguins. »

Face aux alertes des pouvoirs publics, Cutter et les laboratoires pharmaceutiques sont tout de même contraints de revoir leur procédé de fabrication. Miracle, il existe un moyen très simple de se débarrasser du virus

du VIH dans le sang : le chauffer, tout simplement. Cutter sera le dernier, parmi les quatre grands groupes pharmaceutiques américains commercialisant des dérivés sanguins, à faire homologuer son nouveau produit de sang chauffé, le 29 février 1984. En attendant, la filiale de Bayer va prendre une décision scandaleuse : elle continue à fabriquer l'ancien traitement potentiellement contaminé au VIH jusqu'en août 1984 et à l'exporter jusqu'en juillet 1985.

La raison ? La société veut écouler son stock. Dans son « Marketing Plan » de 1984, un document interne confidentiel, Cutter justifie cette décision avec un cynisme désarmant : « L'hystérie autour du sida pourrait faire baisser nos ventes de Koate de 400 000 dollars et notre marge de 110 000 dollars. En Asie, le sida n'est pas encore un problème majeur [...], la région a des urgences de santé plus importantes à régler. »

Le laboratoire identifie l'Inde, les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, Hong Kong, Taïwan, Singapour, la Malaisie, Brunei, le Pakistan, le Sri Lanka, la Birmanie et le Népal comme autant de marchés potentiels pour le sang non chauffé. En Amérique du Sud, c'est l'Argentine, le Venezuela, la Colombie et le Costa Rica qui sont « choisis ».

En interne, des salariés se posent des questions sur cette politique. Parmi les documents que j'ai consultés, dans un échange de courrier, une équipe de la filiale de Cutter demande à sa direction en février 1985 : « Pouvons-nous de bonne foi continuer à envoyer des produits coagulants non chauffés au Japon ? » Pas de réponse.

Lorsqu'un distributeur de Hong Kong, à la fin de 1984, manifeste son intérêt pour le nouveau produit – le sang chauffé –, la filiale de Bayer demande au distributeur « d'épuiser les stocks » de l'ancien médicament avant de passer à son produit « plus sûr, meilleur ». Le laboratoire l'assure au distributeur : le produit non chauffé ne pose « aucun risque grave ». À ce moment-là, cela fait déjà six mois que l'ancien produit est interdit en Occident.

Pire, dans un autre document confidentiel de l'entreprise, j'apprends que le sang contaminé vendu par la filiale de Bayer est administré à des enfants. En mai 1985, alors que la peur du sida atteint les hémophiles de Hong Kong, le distributeur local de Cutter passe un appel urgent au siège de l'entreprise. Apparemment bouleversé, il parle d'une urgence médicale imminente. Il

raconte que, à Hong Kong, 40 % des hémophiles pédiatriques sont testés positifs au VIH. Il demande si Cutter peut envoyer de nouveaux produits plus sûrs. L'entreprise lui répond que la plupart des nouveaux médicaments sont destinés aux États-Unis et à l'Europe, et qu'il n'en reste pas assez pour Hong Kong, bien qu'une petite quantité soit disponible pour les « patients les plus bruyants », comprenez les potentiels lanceurs d'alerte.

Certains médecins hongkongais critiquent ouvertement la stratégie de Cutter, accusant le laboratoire de livrer des médicaments « contaminés par le sida » dans des pays moins développés. Un comportement qui ne surprend pas Michael Baum, un avocat de Los Angeles qui a représenté des dizaines d'hémophiles américains dans des poursuites contre des sociétés de produits sanguins. « Ils devaient obtenir le rendement de ce qu'ils avaient investi, explique-t-il. Ils avaient payé les donateurs de sang, traité le plasma, l'avaient mis dans des flacons, l'avaient conservé dans des entrepôts – et toutes ces dépenses avaient déjà été engagées. »

« Ils ne se souciaient pas de la vie en Asie, se souvient de son côté Li Wei-Chun, dont le fils hémophile est décédé en 1996 à l'âge de vingt-trois ans après avoir contracté le VIH lors de l'utilisation des produits Cutter. C'était de la discrimination raciale, tout simplement. » Une chose est sûre : la filiale de Bayer a écoulé ses anciens stocks en Asie et en Amérique latine tout en vendant un nouveau produit plus sûr en Occident.

Le militant américain Sidney M. Wolfe – qui a eu accès au dossier du sang contaminé dans son intégralité – en est persuadé : « Le produit réalisé à partir du sang chauffé était parfaitement sûr, ils le savaient, mais ils ont continué à vendre l'ancien pour des raisons purement financières. »

Encore aujourd'hui, on observe le même type d'agissements de la part de Bayer, qui continue par exemple de vendre dans des pays pauvres des pesticides interdits en Europe à cause de leur dangerosité. Nous y reviendrons.

Au final, la filiale de la firme allemande aurait exporté plus de 100 000 flacons de concentré non chauffé, d'une valeur de plus de 4 millions de dollars.

Au moment où le scandale éclate, le groupe Bayer défend sa filiale dans un communiqué : « Cutter s'est comporté de manière responsable, éthique et humaine pour fournir des produits vitaux à la communauté hémophile dans le monde. Les décisions prises [...] étaient basées sur les meilleures

informations scientifiques de l'époque et étaient conformes aux réglementations en vigueur. »

Rien qu'à Hong Kong et à Taïwan, des centaines d'hémophiles auraient contracté le VIH à cause du sang contaminé de Cutter. Beaucoup sont morts depuis. Le bilan humain précis est difficile, voire impossible, à documenter. De nombreux dossiers de patients ne sont désormais plus disponibles, et comme le test de dépistage du sida n'a été développé que plus tard au cours de l'épidémie, il est difficile de déterminer quand les hémophiles ont été infectés par le virus du VIH.

Aux États-Unis, cette affaire demeure l'une des pires catastrophes médicales de l'histoire. Tout en n'admettant aucun acte répréhensible, Bayer et trois autres sociétés ayant fabriqué le concentré sanguin ont payé environ 600 millions de dollars aux hémophiles pour régler plus de quinze ans de poursuites. Cynisme absolu, une partie des accords à l'amiable sera présentée comme de l'« aide humanitaire », le terme choisi par la multinationale pour parler du fonds mis en place pour les victimes taïwanaises.

Le communiqué de Bayer au sujet de cette « aide humanitaire » est lapidaire : « Avec d'autres fournisseurs de thérapies à base de dérivés de plasma qui faisaient partie de la défense dans cette affaire, Bayer a accepté un accord pour dépasser les regrettables événements qui se sont produits il y a plus de vingt ans. L'entreprise ne reconnaît aucune responsabilité [...] et continue d'affirmer qu'elle a toujours agi de façon responsable et éthique. »

Depuis que j'enquête sur Bayer, je me rends compte que l'entreprise ne s'excuse jamais. À croire que faire preuve d'humanité et reconnaître une faute évidente sont des faiblesses sanctionnées par les actionnaires.

Des années plus tard, un ancien employé de Cutter, qui était en charge du marketing à destination de l'Asie, reconnaîtra son erreur. John Hink se rappelle : « Lorsque nous avons changé pour le nouveau produit chauffé, nous nous sommes demandé ce que nous devons faire avec le stock de l'ancien produit. Il a été décidé, au lieu de le jeter à la poubelle, de le vendre à d'autres pays. Et cela a entraîné des morts et de graves dommages sur la santé. Je pense que j'ai fait des erreurs et que j'aurais pu mieux faire les choses. »

En 2006, des militants de la Coalition contre les méfaits de Bayer protestent contre la présence et le soutien financier de Bayer à la Journée

mondiale de l'hémophilie. « Nous ne pouvons pas comprendre que l'Association française des hémophiles accepte de laisser Bayer participer au financement de la Journée mondiale de l'hémophilie. L'entreprise compte en profiter pour détourner l'attention du rôle qu'elle a joué sciemment dans la contamination de milliers d'hémophiles. L'AFH n'a pas le droit de se prêter à de telles manœuvres. Nous vous demandons de renoncer à toute coopération avec Bayer. »

Après le greenwashing, un procédé de marketing utilisé dans le but de se donner une image de responsabilité écologique trompeuse, Bayer invente l'ethicwashing.

La Coalition contre les méfaits de Bayer (CBG, pour « Coordination gegen BayerGefahren »), déjà plusieurs fois évoquée, s'est illustrée sur le plan mondial peu ou prou au moment de l'affaire du sang contaminé. La spécialité de la douzaine de bénévoles qui la constituent : l'observation critique de Bayer.

C'est à une dizaine de kilomètres à vol d'oiseau de la maison mère du groupe, à l'ouest de Cologne, que se trouve le quartier général de la CBG. Depuis plus de trente ans et avec le soutien de 1 000 membres et bienfaiteurs, le groupe surveille les activités de la multinationale allemande, dénonce ses agissements et déploie tous ses efforts pour mobiliser l'opinion publique.

Surveiller Bayer est une occupation à plein temps à laquelle Philipp Mimkes, l'un des cinq membres du conseil d'administration de la CBG, s'adonne depuis quinze ans. C'est lui qui a permis de faire entrer Élise Lucet et notre équipe à l'assemblée générale de Bayer en 2015, lorsque j'enquêtai sur l'impact des pesticides pour « Cash Investigation »¹.

Le travail de ce physicien de quarante-deux ans consiste à recenser, rassembler et publier tout ce qui concerne la multinationale de l'agrochimie. Il a développé un réseau assez incroyable d'« insiders », des salariés de Bayer qui le contactent. « Quand il y a un problème quelque part, il arrive que des collaborateurs de Bayer se mettent en rapport avec nous anonymement. Quand, quelque part dans le monde, il se passe quelque chose de grave, nous sommes à peu près sûrs d'en être informés. »

D'après Mimkes, Bayer ne recule devant rien pour défendre ses intérêts. Il énumère les menaces de procès à l'encontre des personnes qui critiquent le groupe, l'intervention d'avocats grassement payés et les invitations

généreuses adressées à des journalistes qui se voient proposer des voyages. « Nous avons aussi recensé les cas d'entente illicite pour lesquels Bayer a été condamné à payer plusieurs centaines de millions d'euros », dénonce-t-il en présentant la liste, qui remonte jusqu'en 1975. « Ces agissements concernaient surtout des médicaments mais aussi des paiements illégaux de primes pour des appareils de mesure de la glycémie, des ententes illicites sur les prix du caoutchouc ou sur l'acide citrique. Et ce sont uniquement les cas où Bayer s'est fait prendre. »

Philipp Mimkes et son association, ce sont les cailloux dans la chaussure de Bayer. Le genre d'organisation qui neutralise des « plans com' ». Par exemple, lorsque Bayer a déclaré que le groupe avait réduit ses émissions de CO₂ de 60 % au niveau mondial depuis les années 1990. Mimkes, qui ne parvenait pas y croire, a refait les calculs et a découvert que cette baisse était due à la vente d'une filiale ainsi qu'à l'achat d'énergie plutôt qu'à sa production. « Si l'on considère l'ensemble de la chaîne de production en y incluant les fournisseurs, on constate que les émissions de gaz carbonique n'ont pratiquement pas baissé. » Sa mise au point affirmant que Bayer embellissait son bilan climat ne fut que peu relayée par la presse, mais, étrangement, elle fit sortir les responsables de la multinationale de leur habituelle réserve.

« La prétendue Coalition contre les méfaits de Bayer est un groupe contestataire agissant contre l'industrie et le capitalisme, avec lequel il n'est pas possible de mener un dialogue constructif », affirme alors le porte-parole de Bayer, Dirk Frenzel.

Depuis, Mimkes et son association se savent surveillés par la multinationale. « Chaque jour, plusieurs centaines de connexions à la page d'accueil de notre site proviennent de la maison Bayer. Ils savent parfaitement ce que nous faisons. Mais ils n'en tirent pas de leçons. »

Sa coalition est aussi la cible de procès en diffamation. Il le regrette, mais cette constatation ne le décourage nullement, bien au contraire : « Nous considérons que notre travail donne l'exemple. Chaque multinationale devrait avoir une sentinelle. » Cette coalition m'a alerté sur le rôle des produits Bayer dans un autre scandale : les graves effets secondaires des pilules contraceptives.

[1.](#) Voir chapitre 10, « Bayer dans notre air ».

La pilule rouge

Juin 2006. Par une chaude soirée d'été à Bordeaux, Marion Larat, une étudiante de dix-huit ans, se prépare pour rejoindre son petit ami. Un an d'avance, 15,5 de moyenne au bac, classée troisième en classe préparatoire en lettres et sciences sociales, cette brillante élève de khâgne est promise à un bel avenir.

Elle se maquille dans la salle de bains. Soudain, elle s'effondre. Ses parents, alertés par le bruit, se précipitent et appellent les secours. La jeune femme vient d'être foudroyée par un accident vasculaire cérébral.

Après un long coma, neuf opérations et d'innombrables séances de rééducation, elle parvient à remarcher, mais reste handicapée à 65 %. Au prix d'une patience infinie, elle retrouve l'usage de la parole. Et elle compte bien s'en servir. Elle veut savoir : pourquoi, alors que rien ne l'y prédisposait, a-t-elle été victime d'un AVC ?

En 2010, une gynécologue lui apprend qu'elle est porteuse d'une thrombophilie héréditaire, une anomalie génétique qui favorise les caillots de sang. Marion se repasse le film des événements. Elle se souvient que, trois mois avant son AVC, elle avait commencé à prendre la pilule Méliane, vendue par Bayer. L'un des effets indésirables de cette pilule dite de troisième génération serait de multiplier les risques d'AVC quand on souffre d'hypercoagulation du sang. Marion veut en avoir le cœur net et saisit la

commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux.

Deux ans plus tard, en 2012, victoire : la commission reconnaît de façon formelle le lien entre la pilule contraceptive Méliane de Bayer et l'AVC dont a été victime Marion. Cette commission lui propose de l'indemniser, mais ne se prononce pas sur la responsabilité de la multinationale.

Aux yeux de Marion, « c'est révoltant ! ». La jeune femme se métamorphose en lanceuse d'alerte. Elle dépose plainte le 14 décembre 2012 contre Bayer et l'ANSM, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé. C'est la première fois qu'une Française dépose un tel recours en justice pour un accident imputé à une pilule contraceptive.

Le procès a lieu dans la douleur. « C'était horrible, confie Marion. J'étais considérée comme une coupable. Le juge d'instruction m'a traitée de tous les noms. Il m'a accusée d'être une menteuse. » La jeune femme tient bon, et l'écho médiatique est sans précédent : 128 plaintes s'ajoutent à la sienne, visant 29 marques de pilules et 8 laboratoires pharmaceutiques.

En 2017, le parquet de Paris décide finalement de les classer sans suite. Même s'ils soulignent l'existence de « risques connus », les magistrats affirment qu'il n'est pas possible de prouver « avec certitude » que l'accident médical est dû à la prise des pilules.

Marion Larat fait appel de cette décision. Depuis, elle a obtenu, en février 2018, une revanche au goût amer : la responsabilité de la pilule de Bayer est reconnue par la justice civile. Le tribunal de grande instance de Bordeaux juge que l'AVC de Marion est effectivement imputable à la prise de la pilule Méliane, mais aucune « faute » de la part de Bayer n'est établie. « Responsable, mais pas coupable », résume Marion. Près de quinze ans après son AVC, la jeune femme, désormais maman, peine toujours à se servir de sa main droite, qui reste résolument recroquevillée.

« Je suis encore très en colère, reconnaît-elle. Ça va quand même être dur de pardonner à des gens qui s'en foutent. » Pour elle, il ne reste rien à espérer du laboratoire pharmaceutique, dont elle essaie de ne plus acheter aucun médicament. Elle souhaiterait que quelqu'un d'autre, avec un dossier encore plus solide que le sien, attaque Bayer et finisse par l'emporter. « J'espère vraiment qu'à un moment, Bayer va couler. »

En France, 5 millions de Françaises utilisent une contraception orale.

Parmi elles, la moitié prend des pilules dites de troisième et quatrième génération, c'est-à-dire les dernières mises sur le marché, supposées réduire les effets secondaires liés à la dose d'œstrogène. La promesse fait vendre : réduction de l'acné et prise de poids limitée, autant de symptômes qui figuraient parmi les effets indésirables des pilules de première et deuxième génération.

Devant l'ampleur de la polémique liée aux cas de Marion Larat et d'autres victimes de thrombose, l'ANSM a recommandé en 2012 que les pilules de troisième et quatrième génération ne soient plus prescrites en première intention. En clair, ces pilules ne doivent être administrées que si les patientes sont allergiques ou intolérantes aux pilules de première et deuxième génération. L'ANSM demande aussi le déremboursement par l'assurance maladie des pilules de troisième et quatrième génération. Un immense camouflet pour Bayer, qui voit les ventes de sa pilule Méliane chuter. Une bien maigre victoire pour les victimes, qui espéraient un retrait pur et simple du marché.

Il n'y a pas qu'en France que les pilules commercialisées par Bayer sont sous le feu des critiques. Les alertes viennent du monde entier.

En 2015, Bayer se retrouve même sur le banc des accusés sur son propre territoire, en Allemagne, assigné en justice par Felicitas Rohrer. La jeune femme a été victime d'une double embolie pulmonaire à vingt-cinq ans, qui a provoqué un arrêt cardiaque, huit mois après qu'elle avait commencé à prendre la pilule Yasminelle de Bayer, une autre pilule de quatrième génération vendue par le groupe. Sa gynécologue lui avait pourtant garanti qu'elle était « particulièrement bien tolérée, bonne pour la peau, pour les cheveux et pour la ligne ». Après son coma et malgré des séquelles durables, elle a déposé plainte contre Bayer. Elle a aussi rassemblé les témoignages de 250 femmes qui, comme elle, ont été victimes de graves effets secondaires après la prise des pilules Yaz, Yasmin (Jasmine), Yasminelle, différentes versions vendues par Bayer. Elle a fondé le collectif Risiko Pille (« Pilule risquée », en français), qui se fait régulièrement entendre aux assemblées générales de Bayer. Son but : sensibiliser les femmes aux risques que présentent ces pilules, obtenir leur retrait du marché et exiger que des tests génétiques soient effectués en amont de la prescription pour écarter toute contre-indication.

Cette dernière revendication est particulièrement importante. De

nombreuses femmes racontent la même histoire : au moment de leur arrêt cardiaque, on leur a également diagnostiqué une particularité génétique qui conduit à un trouble de la coagulation du sang. Lisez plutôt : une femme porteuse de ce genre de gène et qui prendrait une pilule comme celle vendue par Bayer aurait trente fois plus de risque de développer un caillot qu'une femme ne prenant pas de contraception orale et qui ne présenterait pas de particularité génétique.

Comme Marion Larat, Felicitas Rohrer perd son procès contre Bayer en 2018. Les experts ne parviennent pas à exclure « sans le moindre doute » les autres causes, même improbables, qui auraient pu causer l'embolie pulmonaire et l'arrêt cardiaque de la jeune femme. Détail admirable : Felicitas Rohrer a refusé tout arrangement à l'amiable. « L'argent ne peut pas réparer ce que moi et d'autres femmes avons vécu. Ce que je souhaite vraiment, c'est la justice », clame-t-elle.

Elle fait figure d'exception. Aux États-Unis, Bayer a dû déboursier plus de 2 milliards de dollars pour régler près de 15 000 plaintes liées aux effets secondaires de ses pilules Yasmin et Yaz. Cette fois, les cabinets d'avocats attaquent pour « négligence, dissimulation d'informations et publicité mensongère ». Les spots TV pour la pilule Yaz de Bayer la présentaient comme un médicament capable de faire disparaître l'acné et les effets désagréables du syndrome prémenstruel. Problème : ces arguments commerciaux ne figuraient pas dans l'autorisation de mise sur le marché.

Bayer, dans la droite lignée de ses précédents accords à l'amiable, nie toute responsabilité dans ces dossiers et se veut rassurant dans sa communication de crise : « Nos médicaments sont aussi sûrs que les autres contraceptifs oraux lorsqu'ils sont utilisés correctement. »

Payer 2 milliards de dollars pour nier, curieuse stratégie. Cette somme astronomique est à la mesure de l'enjeu pour le laboratoire. Avant l'éclatement du scandale en 2011, les ventes des pilules à base de drospirénone (Yaz, Yasmin, Yasminelle, entre autres) rapportaient à Bayer plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Aujourd'hui, si les ventes ont baissé, ces trois pilules représentent encore 639 millions d'euros en 2018, soit 3,8 % du chiffre d'affaires de la branche pharmaceutique du groupe.

Le laboratoire Bayer était-il au courant que ses pilules pouvaient augmenter le risque de caillot sanguin dans les veines ?

Un scientifique en est persuadé. C'est le Dr David A. Kessler. Et il est assez convaincant. Diplômé des universités de Harvard et Chicago, il a notamment été commissaire entre 1990 et 1997 à la FDA, la Food and Drug Administration, l'autorité américaine en charge des médicaments. C'est un homme coriace, le genre de fonctionnaire à lire les petites lignes des grands contrats.

Il croise la route des laboratoires Bayer en 2011. Alors qu'il enquête en tant que consultant pour le compte d'une firme d'avocats qui poursuit la multinationale allemande en justice, il met la main sur des documents internes de Bayer. Ce qu'il y trouve est explosif. Selon lui, le laboratoire avait connaissance d'un risque plus élevé de caillot sanguin, mais l'a dissimulé à la FDA. « Bayer n'a pas informé la FDA et a donc violé ses obligations en présentant de manière sélective des données sur les événements [de coagulation du sang] », explique-t-il lors de la présentation de ses résultats.

Ses affirmations, Kessler les fonde sur des échanges effectués au sein du laboratoire. En 2004, avance-t-il, les scientifiques de Bayer concluent, dans une ébauche d'analyse interne, que la pilule Yasmin présente, par rapport à trois autres pilules, une « augmentation substantielle » des déclarations de caillot sanguin. Et plus globalement, l'analyse conclut que les déclarations d'effets indésirables graves sont dix fois plus élevées pour cette pilule. Mais Bayer ne mentionne pas ces trouvailles à la FDA.

Au-delà de cette absence de signalement, Kessler dénonce aussi les 450 000 dollars versés par la multinationale allemande à une gynécologue de renom, Judith Reichman, pour qu'elle promeuve les produits Bayer. Dans son livre, *Slow Your Clock Down* (littéralement : « Ralentissez votre horloge »), elle explique à quel point les pilules du groupe sont utiles et formidables.

Bayer refuse de commenter ces allégations et s'en remet au jugement de la FDA. La plus haute instance sanitaire des États-Unis conclura quelques mois plus tard que les bénéfices des pilules Bayer sont plus importants que les risques encourus.

Surprise, le rapport de Kessler n'a pas été pris en compte par le comité de la FDA en charge de la décision. Peut-être parce que, parmi les membres de ce comité d'experts, quatre d'entre eux, au moins, ont eu des liens financiers avec Bayer, dont la présidente par intérim du panel, la Dr Julia Johnson, qui enseigne l'obstétrique et la gynécologie à l'université du Massachusetts. Elle a reconnu qu'elle avait été rémunérée par Bayer pour un travail antérieur à 2009 et a mené quatre essais cliniques pour une filiale de Bayer. Aucun

problème selon la FDA pour qui les conflits d'intérêts qui datent d'un an ou plus ne sont pas « disqualifiants » pour siéger au comité.

Ces lacunes des agences chargées de réglementer les produits chimiques des industriels ouvraient une autre piste. Elles allaient éclairer la façon dont Bayer avait tout tenté auprès des gouvernements européens pour minimiser son rôle dans la surmortalité des abeilles. Ainsi, et comme rarement dans l'histoire, nous allons obtenir les preuves scientifiques qu'une multinationale avait participé à ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui un « écocide ».

8

La mort est dans le pré

1994, France.

Un silence inhabituel se répand dans la campagne. Le bourdonnement des abeilles disparaît peu à peu et les apiculteurs lancent les premières alertes. Ils commencent à déclarer des phénomènes anormaux dans leur rucher : mortalité en hausse, abeilles désorientées, colonies qui se vident. Les apiculteurs font remonter des chiffres inquiétants : ils parlent de la disparition de 40 à 70 % des abeilles.

Au même moment, Bayer se félicite des ventes de son nouvel insecticide, le Gaucho, le premier de la famille des néonicotinoïdes, un terme un peu barbare qui va devenir synonyme d'écocide.

Le Gaucho est autorisé pour la première fois en 1991 sur la betterave à sucre, puis en 1992 sur le maïs et en 1993 sur le tournesol. Bayer le promet : c'est un produit miracle. Dans ses publicités, la firme met en scène des mains vertes qui protègent la plante traitée au Gaucho. Le spot TV se termine avec ce slogan : « Pas de stress pour les fermiers ».

Un cadre de chez Bayer France se souvient bien de cette campagne de communication. Je le rencontre à la gare de Rennes, dans une de ces brasseries de passage, qui abritent, parmi des voyageurs ordinaires, des conversations confidentielles. Au préalable, il a exigé de rester anonyme. Attablé en face de moi, il tourne frénétiquement la cuillère dans son café et

regarde dans toutes les directions, de peur de croiser quelqu'un qu'il connaît. Il travaille toujours « dans le milieu ». Et si « le milieu » savait qu'il parle avec un journaliste, il serait considéré comme un traître.

Pendant des années, il a vendu des « néonics », le petit nom donné en interne aux néonicotinoïdes. Il fournissait principalement du Gaucho à ses clients, les coopératives agricoles et les agriculteurs. Il s'occupait d'un secteur qui réalisait 12 millions d'euros de chiffre d'affaires. Tout en sachant que ce produit était une bombe écologique à retardement. « Le Gaucho reste pour moi un traumatisme », commence-t-il. Il me raconte les tiraillements qui l'ont habité pendant des années. Notre échange prend peu à peu des allures de confession.

« Le problème a débuté quand on m'a montré la mortalité des ruches. Un client m'appelle un jour et me dit : "Viens, il faut que je te montre quelque chose." Je me rends donc sur son exploitation agricole, et, passé les salutations d'usage, je devine en lui un abîme de perplexité. Il me fait signe de le suivre sur le chemin qui mène à ses ruches. Tout le long du sentier, le sol est jonché d'abeilles mortes. C'est une véritable hécatombe. Je suis sidéré. C'est à croire qu'une épidémie mystérieuse a frappé ces insectes. Évidemment, je ne sais quoi penser et je lui demande, tout bêtement : "Mais qu'est-ce qui se passe ?" Il me rétorque : "Justement, je t'ai fait venir parce que je n'en sais strictement rien." Je n'avais jamais vu ça, c'était très impressionnant. À ce moment, le Gaucho était déjà commercialisé sur le tournesol.

— Est-ce que vous avez alerté votre direction ?

— J'en ai parlé à l'un des toxicologues de Bayer. Je lui ai dit : "Je ne sais pas s'il y a une relation de cause à effet, mais voilà ce que j'ai vu, je t'assure, c'est dingue." La maison mère Bayer m'a répondu avec insistance : "Y a pas de problème, y a pas de problème, y a pas de problème." »

Bayer assure en effet que les résidus de son produit dans le pollen et le nectar sont si faibles qu'on ne les retrouve qu'à des taux indétectables, donc sans danger. « Notre produit Gaucho, lorsqu'il est utilisé dans le respect des bonnes pratiques agricoles, est hors de cause dans la mortalité des colonies d'abeilles », se défend la marque. L'ancien cadre de Bayer se rappelle que l'impact environnemental n'était pas du tout la priorité du groupe.

« Est-ce que Bayer vous alertait sur les risques en matière

environnementale et sanitaire ?

— Non, très peu, on était surtout formés sur les techniques de vente et de marketing. La règle d'or, c'était : "Plus vous en achetez, moins c'est cher." On parlait surtout efficacité et rendement. Il a fallu qu'on attende que le débat éclate dans la presse pour que ça bouge enfin. »

Sous la pression des apiculteurs, le ministère de l'Agriculture lance en 1997 un appel à projets pour que la recherche tire au clair une question majeure : quelle quantité d'insecticide reste-t-il vraiment dans le pollen et le nectar ? En d'autres termes, les abeilles sont-elles réellement exposées aux produits chimiques de Bayer pulvérisés sur les plantes ?

L'un des experts, Jean-Marc Bonmatin, chercheur au CNRS en chimie et toxicologie, est invité à siéger au comité de pilotage. La suite, il la raconte à Stéphane Foucart, journaliste au *Monde* et auteur du livre de référence sur la mortalité des abeilles *Et le monde devint silencieux*¹.

« J'ai rencontré de fortes résistances au cours des réunions du comité de pilotage. Au début, j'étais parfaitement naïf et j'avoue ne pas avoir bien saisi pourquoi je rencontrais une telle réticence. J'ai bien compris en revanche qu'on se ferait flinguer si on faisait le moindre faux pas. Du coup, nous n'avons pas commis l'erreur de faire une manip' rapide. On a développé la méthodologie de la plus haute qualité possible. »

Ses résultats sont hallucinants : la plupart des échantillons de nectar et de pollen traités comportent des concentrations d'imidaclopride – la molécule active du Gaucho – bien supérieures à ce qu'on pouvait penser. « Dès que j'ai obtenu ces résultats, j'ai prévenu oralement les responsables du ministère. Presque aussitôt, j'ai reçu un coup de téléphone de Bayer me prévenant qu'ils viendraient visiter le laboratoire pour s'informer sur les résultats. Au début, je pensais que l'on parlerait entre scientifiques : j'ai tout dévoilé de notre méthodologie, je leur ai tout montré. Et puis j'ai assez rapidement eu la forte impression qu'ils n'étaient pas vraiment là pour voir comment nous avons procédé mais plutôt pour chercher une faille au cours de nos expérimentations dans le but de démontrer que nous nous trompons. »

Excédé par l'influence de Bayer, Jean-Marc Bonmatin finira par lancer l'alerte dans le journal *Libération*. À propos des méthodes de la firme pour analyser les résidus de son insecticide, il dit sans détour : « Si vous mettez des lunettes noires, c'est sûr que vous n'allez pas voir grand-chose. »

Pour Bayer, c'en est trop. La direction de la multinationale écrit au

responsable du département de chimie au CNRS. Elle demande au patron de Bonmatin « d’user de son influence pour lui rappeler qu’il doit s’abstenir de tels propos en sa qualité de membre du CNRS ». Le scientifique reçoit même une lettre d’avocats lui signifiant que ses déclarations sont gravement diffamatoires et le mettent formellement en garde contre le renouvellement d’un tel comportement « qui pourrait donner lieu à des dommages et intérêts sans parler de l’éventualité d’une condamnation pénale ».

Le scientifique n’est pas le seul à récolter la foudre de Bayer : trois responsables de syndicats apicoles sont poursuivis pour dénigrement, car ils ont osé dire que l’insecticide de Bayer tuait leurs insectes. Dans tous les cas, la firme sera déboutée.

Pour la multinationale allemande, l’enjeu est de taille. En quelques années, les néonicotinoïdes sont devenus les insecticides les plus vendus au monde, un formidable nouveau marché à ne surtout pas compromettre. Pour sauver son juteux business, les communicants de l’entreprise passent à l’offensive. Ils vont tout faire pour promouvoir l’idée de « causalités alternatives » : les néonicotinoïdes ne seraient pas les seuls responsables de la mortalité des abeilles. Il existerait d’autres facteurs comme le varroa, un parasite acarien de l’abeille adulte.

Pour cela, Bayer installe dans l’état de Caroline du Nord son Bayer Bee Care Center, une structure censée donner des conseils de bonnes pratiques aux apiculteurs, prévenir contre la mauvaise utilisation des pesticides ou encore promouvoir les collaborations avec les syndicats agricoles.

Bayer lance même un concours de dessin baptisé « Color me Beeautifully » – que nous pourrions traduire par « Colorie-moi abeillement » – à destination des enfants de moins de douze ans. Les élèves sont invités à dessiner des ruches tout en écrivant des informations sur les abeilles². L’entreprise organise des visites scolaires, où elle insiste sur le rôle capital des pollinisateurs et sur le fait qu’il faut protéger les abeilles. Tous les enfants qui passent par leurs locaux reçoivent même un pin’s « *I care for bees* » (« Je tiens aux abeilles »). Mais Bayer se garde bien de mentionner le rôle des pesticides dans le déclin des abeilles.

Ironie de l’histoire, il faudra attendre 2003, dix ans après l’introduction du premier néonicotinoïde en France, pour que Bayer reconnaisse – involontairement – que la plus grande partie du Gauchon n’est pas absorbée

par la plante mais reste dans les sols et s'y accumule. C'est une histoire « abracadabrantique ». Deux des scientifiques maison de Bayer, Robin Sur et Andreas Stork, publient cette année-là une étude montrant que la quantité d'imidaclopride – la molécule active du Gaucho, pour rappel – réellement absorbée par la plante varie entre 1,6 % et 20 % de la dose appliquée. En d'autres termes, entre 80 % et 98,4 % de l'insecticide resteraient dans les sols. L'exact opposé de ce que prétend la marque.

Il est étonnant que ces deux scientifiques aient eu l'autorisation de Bayer pour publier de tels articles. Un défaut de surveillance en interne ? Stéphane Foucart, le journaliste du *Monde* spécialiste de la question, penche plutôt pour une autre théorie : « Dans des grandes entreprises agrochimiques comme Bayer, il arrive que des chercheurs ne soient pas en ligne avec la politique menée par leurs supérieurs. Par exemple, dès 1977, des biophysiciens du géant pétrolier Exxon alertaient leur hiérarchie à propos de l'impact de l'or noir sur le réchauffement climatique. Bayer est LE grand responsable de la commercialisation de l'imidaclopride, l'une des pires molécules jamais vendues. Et je ne crois pas une seconde qu'en interne, tous les scientifiques de Bayer aient fermé les yeux. Certains le savaient et ils ont certainement tenté d'alerter leur hiérarchie. »

En 2013, l'Europe finit par voter un moratoire interdisant les pesticides néonicotinoïdes. Puis, le 19 décembre 2018, après que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) eut confirmé le risque élevé de ces produits sur les abeilles, les néonicotinoïdes sont finalement interdits.

La fin du cauchemar, me direz-vous ? Ce n'est malheureusement pas aussi simple. L'effet délétère de ces insecticides « tueurs d'abeilles » ne cesse pas avec leur retrait du marché : les « néonics » persistent dans l'environnement plusieurs années après leur interdiction. Ce sont les conclusions récentes de deux auteurs, Dimitry Wintermantel et Vincent Bretagnolle, chercheurs au Centre d'études biologiques de Chizé (CNRS), dont l'étude a été publiée dans la prestigieuse revue *Science of the Total Environment*. Ils ont analysé du nectar et du pollen prélevés sur quelque 300 parcelles de colza, entre 2014 et 2018, c'est-à-dire après la mise en place du moratoire de 2013.

Résultats : malgré les interdictions, les chercheurs retrouvent des traces de néonicotinoïdes dans 43 % des échantillons de colza analysés, l'imidaclopride étant de loin la substance la plus fréquente. Plus étonnant,

aucune tendance à la baisse n'est observée.

Pire, on commence à peine à découvrir l'impact de l'imidaclopride de Bayer sur l'ensemble de la faune et de la flore. Les poissons sont eux aussi contaminés. En novembre 2019, une équipe de scientifiques japonais a montré comment les populations de crustacés et le zooplancton (autrement dit, le plancton animal) ont commencé à chuter après l'introduction de l'imidaclopride en 1993.

Les oiseaux seraient également victimes de la molécule de Bayer. En trente ans, l'Europe a perdu plus de 421 millions d'oiseaux. Une situation alarmante due en grande partie au dérèglement climatique et à la destruction de leur habitat, mais également aux pesticides, notamment les néonicotinoïdes. Pour une fois, on a des preuves. Et devinez qui est le principal suspect ? L'imidaclopride, la molécule commercialisée par Bayer.

Tout le monde se souvient de ce célèbre film d'Alfred Hitchcock, *Les Oiseaux*, avec Tippi Hedren, dans lequel une petite ville de Californie était soudain la proie de volatiles rendus particulièrement agressifs sans que les personnages du film puissent en déterminer la raison. Des goélands, des moineaux, des corbeaux, tous les types d'oiseaux étaient saisis d'une folie meurtrière et s'attaquaient aux humains, les uns après les autres. La fin du film mettait en scène des milliers de prédateurs ailés ayant pris la ville en otage. Dans ce récit horrifique qui a hanté les spectateurs de l'époque et continue d'être très impressionnant, certains oiseaux, déchaînés par leur propre violence, venaient mourir sur le seuil des maisons. C'est un peu ce à quoi l'Office national de la chasse et de la faune sauvage a assisté un jour d'octobre 2010 dans la Marne. Une vision apocalyptique d'amas de plumes inertes jalonnant des fossés, comme si le ciel s'était soudainement délesté de volatiles surnuméraires. Comme dans ce département, l'ONCFS a été alerté de la présence de nombreux cadavres d'oiseaux en bordure de champ dans plusieurs régions françaises. La perdrix grise, l'oiseau emblématique des paysages agricoles, fait partie des espèces les plus touchées. Dans le nord de la France, des agriculteurs observent aussi des pigeons bisets et des ramiers chuter brusquement en plein vol.

Le rapport alarmant de l'Office national précise : « Sur la période de 1995 à 2014, le réseau a enregistré 101 foyers (totalisant au moins 734 animaux morts) pour lesquels une exposition à l'imidaclopride a été avérée dans un contexte agricole. Perdrix grise, pigeon biset et ramier sont les

principales espèces retrouvées. Pour 70 % de ces foyers, un lien de causalité fort a pu être établi entre l'exposition à cette substance en tant que traitement de semences et la mortalité des animaux. » Face à ces conclusions, le Muséum national d'histoire naturelle vient de demander au nouvel Office français de la biodiversité de comparer la carte des achats de pesticides en France avec celle des observations d'oiseaux morts dans les départements pour voir quels produits chimiques peuvent être incriminés dans la disparition progressive des oiseaux.

L'imidaclopride est particulièrement facile à repérer et à picorer, car elle enrobe la semence d'une couleur rose. Les graines ainsi traitées ne sont pas toutes enfouies lors du processus d'ensemencement. Entre 10 et 70 graines par mètre carré restent en surface, ce qui en fait une nourriture abondante pour les oiseaux. Quelques dizaines de ces graines suffisent à déclencher chez eux des effets neurologiques ayant des conséquences sur leur vigilance et leur motricité. Le risque, à terme, selon les ornithologues, serait donc la fin de la biodiversité telle qu'on l'a connue jusqu'à présent. Il y aurait un petit nombre d'espèces qui prendraient la place de toutes les autres, avec d'un côté certains oiseaux adaptés à la pollution et au changement climatique, et de l'autre des oiseaux d'élevage – poules et autres canards – qui seraient, eux, destinés à la consommation.

En ce qui concerne l'impact de pesticides, c'est, malheureusement, toujours la même rengaine.

D'abord, on observe des troubles sur l'environnement immédiat. Puis, alors que les résidus se propagent, c'est au tour d'une faune et d'une flore plus éloignées d'être touchées. Enfin, en bout de chaîne, ce sont les êtres humains qui trinquent. Dorénavant, on retrouve par exemple les néonicotinoïdes dans les urines des bébés. C'est la grande découverte d'une équipe de scientifiques japonais. Ils ont analysé en 2019 les toutes premières urines des nouveau-nés et y ont découvert la présence de néonicotinoïdes. Aussi incroyable que cela puisse paraître, jusqu'à présent, il n'y avait pas de méthode efficace pour retrouver les néonicotinoïdes dans le corps. Il ne fait aucun doute que leur travail sera bientôt répliqué dans le monde entier et que nous découvrirons l'étendue de la contamination.

Bayer est-il responsable de cette situation ? Les apiculteurs, les premiers touchés, en sont persuadés. Poursuivi en justice par l'Union nationale de

l'apiculture française (UNAF) dès 2001, Bayer a finalement bénéficié d'un non-lieu confirmé en appel en janvier 2017.

« La procédure pénale de plus de quinze ans concernant le Gaucho illustre parfaitement l'impuissance de la justice pénale face à des infractions environnementales complexes, regrette Gilles Lanio, président de l'UNAF, à l'origine de la plainte. Cette impuissance de la justice pénale est la garantie d'une impunité totale pour les acteurs de l'agrochimie. » On aimerait qu'il ait tort.

Fort de cette décision juridique, Bayer continue de se présenter comme un défenseur des abeilles. En novembre 2019, la firme sortait un nouveau spot publicitaire à destination du monde entier. On peut y voir une jeune fille courir dans un champ, avec le slogan suivant : « À Bayer, nous construisons le futur de l'agriculture, où toutes les formes de vie pourront cohabiter. » Sur son site, la marque va même plus loin et promet, la main sur le cœur : « Dans le débat sur la “mort des abeilles” dans certaines régions du monde, les néonicotinoïdes sont cités comme l'un des facteurs responsables de l'augmentation régionale des taux d'effondrement des colonies d'abeilles. [...] Lorsqu'ils sont utilisés correctement, nos agents de protection des cultures ne sont pas nocifs pour les abeilles. »

Rappelons ici les dernières études sur la mortalité des abeilles. Dans les années 1990, on considère en général que le taux de mortalité normal dans les ruchers était de 5 %. En Belgique, aujourd'hui, il atteint 42,5 %, au Royaume-Uni 38,5 %, en Suède 31,1 % et en France 27,7 %. Le silence gagne la campagne. La fusion de Bayer avec Monsanto n'a rien arrangé à la situation.

1. Éditions du Seuil, 2019.

2. Certains de ces dessins sont en annexe : ils valent le coup d'œil.

9

Les noces du diable

14 septembre 2016, Leverkusen, Allemagne.

Werner Baumann a un sourire victorieux aux lèvres. Après des mois de négociations, le tout nouveau P-DG de Bayer vient de remplir son objectif : s'offrir Monsanto.

Il termine de signer un chèque à neuf zéros : 59 000 000 000 d'euros, 59 milliards d'euros ! Une paille ! C'est l'acquisition la plus chère jamais payée par un groupe allemand, autant que le PIB de la Croatie ou de l'Uruguay.

Sur le papier, le mariage fait sens. Bayer, surtout présent en Europe et en Asie, est déjà un géant des pesticides. Monsanto, lui, est le roi des semences, il distribue le très controversé Roundup, l'herbicide le plus vendu au monde, et domine le marché nord- et sud-américain.

À eux deux, Bayer et Monsanto pèsent désormais 39 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et regroupent pas loin de 140 000 employés.

Le géant « Baysanto » se donne pour ambition de contrôler toute la chaîne agricole, des semences à l'assiette du consommateur.

C'est précisément ce qui inquiète. Rarement l'annonce d'une fusion aura suscité autant d'émoi. Le parti Vert allemand dénonce d'abord l'émergence « d'une entreprise toute-puissante, qui ne va pas lutter contre la famine dans le monde mais l'aggraver ». Puis la Confédération paysanne s'inquiète pour

« la souveraineté alimentaire que cette transaction à 59 milliards d'euros met en danger. Sous prétexte de soigner des plantes sélectionnées pour être dépendantes de leurs pesticides, ce groupe aura le champ libre pour la commercialisation de quantité de produits ». Sur le même ton, l'Union des producteurs agricoles du Québec alerte : « Une telle concentration ne fait jamais baisser les prix, bien au contraire. C'est préoccupant pour les agriculteurs, mais aussi pour les consommateurs. »

Les ONG environnementales du monde entier leur emboîtent le pas. Les Amis de la Terre parlent de « mariage infernal » et de « noces du diable ».

À l'époque, devant la Commission européenne à Bruxelles, je me souviens de ce happening d'un couple de militants de l'ONG, déguisés en mariés ; elle en robe blanche tachée de faux sang, tenant un balai de sorcière orné de maïs, avec autour du cou une pancarte « Monsanto » ; lui en costume noir de croque-mort avec des pustules plein le visage et arborant logo Bayer.

Forts d'une pétition d'un million de signatures, Les Amis de la Terre venaient demander à l'autorité de concurrence européenne de refuser la fusion. L'image de cette fausse cérémonie de mariage fera le tour du monde¹. C'est l'une des plus grandes erreurs de Bayer : avoir privilégié l'aspect économique de Monsanto en sous-estimant totalement l'image négative de l'entreprise américaine dans le monde. Hormis Monsanto, je ne connaissais – jusqu'à Bayer – aucune autre entreprise qui fasse l'objet d'une journée mondiale à son encontre. Chaque 18 mai, des milliers de personnes dans les plus grandes villes du monde manifestent contre « Baysanto ».

C'est que le CV de Monsanto est particulièrement chargé :

– L'entreprise a fait fortune avec « l'agent Orange », un herbicide toxique épandu en masse par les avions de l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam, pour éviter que les combattants ne se cachent dans la forêt. Jusqu'à 4,8 millions de Vietnamiens et 270 000 vétérans américains ont été exposés à cet herbicide gorgé de dioxines. Des milliers d'entre eux ont contracté des cancers, des maladies de la peau, du cerveau et des systèmes nerveux, et ont donné naissance à des enfants malformés.

– Monsanto, c'est aussi la contamination aux PCB, un polluant industriel, de la ville d'Aniston, en Alabama, aux États-Unis. L'entreprise a déversé pendant près de quarante ans des milliers de tonnes de déchets contaminés dans un ruisseau et une décharge à ciel ouvert, au cœur du quartier noir

d'Aniston. La firme sera condamnée à payer 700 millions de dollars de dommages et intérêts et à assurer le nettoyage de la ville.

– Monsanto, c'est surtout, d'après certaines estimations, 90 % des OGM de la planète, par ses ventes directes ou *via* des licences. Un quasi-monopole que la firme défend chèrement. Au cours des années 2000, elle assigne devant les tribunaux des centaines de paysans accusés d'avoir utilisé « frauduleusement » ses semences transgéniques brevetées, c'est-à-dire de les avoir replantées.

La liste est encore longue et déchaîne la colère de Nicolas Hulot. En 2019, il qualifie Monsanto de « pire firme du monde ».

Pour se défaire de cette mauvaise réputation, Werner Baumann, le P-DG de Bayer, prend une mesure radicale. Quelques mois après l'annonce de la fusion, il décide de la suppression pure et simple de la marque Monsanto. Désormais, tous les produits du groupe n'affichent qu'un seul logo vert : celui de Bayer.

Changer le nom de l'entreprise pour redorer son blason. C'est une stratégie marketing bien connue des communicants de crise. C'est ainsi qu'Areva s'est transformée en Orano pour tenter d'enterrer ses secrets liés à l'uranium. Après le scandale de la viande de cheval, Spanghero est devenu La Lauragaise. En 2012, France Télécom est renommé Orange pour tenter notamment de faire oublier la vague de suicides qui a endeuillé l'entreprise.

Est-ce que cette manœuvre a convaincu les salariés de Bayer ? Pour le savoir, j'ai tenté d'approcher l'un des hauts cadres de la multinationale. Ma patience a fini par payer. Il a accepté de me parler de manière anonyme et en off de la stratégie de l'entreprise. Nous l'appellerons « Monsieur X ».

Je l'ai contacté *via* LinkedIn – c'est parfois aussi simple que ça – et nous avons échangé pendant des semaines avant que je gagne sa confiance. Si Monsieur X me parle, c'est qu'il cherche à quitter Bayer, « en total désaccord avec la politique du groupe ». La suite, il me l'explique par écrit sur une boîte mail dont lui et moi sommes les seuls à avoir les identifiant et mot de passe. Nous nous écrivons chacun notre tour dans les « brouillons ». Aucun envoi de mail, pas de données échangées : nos correspondances seraient difficilement traçables en cas d'enquête interne de Bayer ou d'investigations policières.

Il raconte : « Je me souviens de cette journée où Baumann, le “patron” de

la boîte, paradait dans les couloirs. C'était ridicule. Honnêtement, on faisait tous semblant de sourire mais on sentait bien que cette fusion, c'était une immense connerie. Quand Baumann a dit dans la presse que le personnel soutenait la fusion, ça m'a rendu dingue. Le président avait beau répéter, je cite, que "le progrès ne doit pas être stoppé en raison d'un renforcement des fronts idéologiques", nous n'étions pas dupes. Quand vous avez l'ensemble des ONG face à vous, que Bayer remplace Monsanto dans l'esprit des gens, c'est perdu d'avance. À ce moment-là, on a tous compris pourquoi notre ancien P-DG avait préféré partir plus vite que prévu. »

Monsieur X fait allusion à Marijn Dekkers, directeur de Bayer de 2010 à 2016. Pendant six ans, le Néerlandais a consolidé le groupe et rassuré ses investisseurs. Un bilan plutôt positif, terni par une étrange sortie. Alors qu'il devait quitter ses fonctions à la fin de l'année 2016, il fera ses cartons dès avril, dans la précipitation. Aujourd'hui, je crois en connaître la raison : même si cela n'a jamais été officiel, Marijn Dekkers était opposé au rachat de Monsanto.

Dekkers et moi, c'est une longue histoire d'amour. Enfin... façon de parler. Je lui cours après depuis cinq ans, mais il a une furieuse tendance à m'éviter. Alors que j'enquêtais sur les pesticides toxiques de Bayer en 2014, j'ai tenté de le joindre à de multiples reprises et l'ai attendu à la fin d'événements publics pour lui poser quelques questions. Sans succès. Il y a plusieurs mois, j'ai de nouveau essayé, sans grand espoir. Cette fois, je lui ai envoyé un e-mail sur l'adresse que m'a donnée Monsieur X. Quelques heures plus tard, miracle, il m'a répondu. Voici son message, en intégralité et traduit par mes soins.

Cher Monsieur Boudot,

Merci pour votre e-mail.

Je voudrais vous informer que je ne suis pas disponible pour une interview à propos de Bayer. Je n'ai pas donné d'interview à propos de Bayer depuis que j'ai quitté mon poste de P-DG en avril 2016.

Tout ce que je peux vous dire, c'est que la décision et l'annonce de l'acquisition de Monsanto ont été prises après mon départ.

120 000 employés de Bayer m'ont vu comme leur leader pendant près de sept ans. Je pense et j'espère que mon travail au sein de l'entreprise parle de lui-même.

Je vous souhaite du succès dans l'écriture de votre livre.

Marijn Dekkers

J'ai beau insister, Dekkers ne m'en dira pas davantage. D'après Monsieur X, il décline toute responsabilité dans le rachat de Monsanto, car, mieux qui quiconque, il avait anticipé ce qui allait arriver.

Vendredi 10 août 2018, chambre 504 de la Cour supérieure de Californie, San Francisco.

Dewayne Johnson est ému aux larmes. Il se lève doucement de son banc, fait quelques mètres en titubant et embrasse sa femme Araceli. Il n'en revient toujours pas : il vient de gagner son procès contre Monsanto. Le jury condamne l'entreprise américaine à lui verser près de 290 millions de dollars de dommages pour ne pas avoir communiqué autour de la dangerosité de son herbicide Roundup. Les jurés ont déterminé que Monsanto avait agi avec « malveillance » et que le Roundup, ainsi que sa version professionnelle Ranger Pro, avaient « considérablement » contribué à la maladie de Dewayne Johnson. Âgé de quarante-six ans et père de deux enfants, Johnson est en phase terminale d'un cancer du système lymphatique. Entre 2012 et 2014, ce jardinier a vaporisé du Roundup sur des terrains scolaires d'une petite ville de Californie. Le principe actif du Roundup est le glyphosate, classé cancérigène probable pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer.

Dewayne Johnson n'a plus que quelques mois à vivre. Il porte sur son corps les stigmates de sa maladie : des lésions violettes sur les bras, des plaques rouges sur le ventre, des marques le long du cou. Les millions qu'il ne touchera sans doute pas de son vivant lui importent moins que d'avoir des excuses officielles de la part de Bayer. Pour lui, c'est une question d'honneur : « Ils doivent payer le prix pour leur malhonnêteté et pour mettre la santé des personnes en danger afin de réaliser des bénéfices. Cela fait des années qu'ils se cachent et s'en tirent sans conséquence. Je me battraï jusqu'à mon dernier souffle », promet-il, ostensiblement affaibli.

C'est une histoire tragique comme l'Amérique les aime – le petit terrassant le géant –, mais c'est surtout un jugement historique aux conséquences catastrophiques pour Bayer.

Immédiatement, dans un communiqué, la firme annonce faire appel du jugement. « Nous continuerons à défendre vigoureusement ce produit qui bénéficie de quarante ans d'utilisation sans danger et qui continue d'être un

outil essentiel, efficace et sans danger pour les agriculteurs et autres usagers. »

Mais les arguments de la multinationale ne convainquent pas les jurés américains. Quelques mois plus tard, nouveau procès, nouveau plaignant, nouveau jury, même verdict. Monsanto est condamné à payer 80 millions de dollars de dommages et intérêts à un homme de soixante-dix ans, atteint d'un cancer. Puis, en mai 2019, à Oakland cette fois, un jury bat tous les records : la firme doit verser 2 milliards de dollars à un couple d'Américains atteints d'un cancer qu'ils attribuent au Roundup.

Les procès liés au glyphosate aux États-Unis se multiplient. De 4 000 plaignants après la victoire de Dewayne Johnson en 2018, la firme doit maintenant faire face à des actions collectives regroupant 95 000 malades.

Chez Bayer, c'est la panique. À l'été 2018, le cours de l'action dégringole et vaut désormais 55 euros, près de la moitié de ce qu'elle représentait avant la fusion avec le semencier américain. En juin 2019, Bayer, qui pesait 136 milliards d'euros en 2015, ne vaut plus que 52 milliards. C'est moins que ce que le groupe a déboursé pour racheter Monsanto. L'aventure tourne au cauchemar.

En Allemagne, les experts financiers affublent déjà Werner Baumann, le P-DG de Bayer, d'un surnom peu flatteur : « Le plus grand et plus rapide destructeur de valeur de toute l'histoire du DAX », du nom de l'indice boursier de Francfort, pour rappel. Certains réclament sa tête. « Monsieur Baumann, qu'avez-vous fait de notre Bayer ? », écrit ainsi Joachim Kregel, à la tête de l'Association de protection des actionnaires. « Le management de Bayer a infecté une entreprise parfaitement saine avec le virus Monsanto », accuse quant à lui Ingo Speich, gestionnaire d'actifs du fonds des caisses d'épargne, Deka Investment, très influent en Allemagne.

Mais Baumann n'en démord pas. Lors de l'assemblée générale du groupe à Bonn en avril 2019, face à 3 600 actionnaires en colère, il tient bon. Les actionnaires ne sont pas contrariés que le groupe vende des produits classés cancérigènes probables – ce n'est pas si grave si les dividendes sont importants et que les pains au chocolat offerts à l'AG sont à bonne température. Non, ce qui les embête vraiment, c'est le prix de leurs actions.

Dès le début de la séance, Baumann s'avance vers le pupitre pour les rassurer. Si son sourire a disparu, sa détermination semble intacte. Une dernière gorgée d'eau, il ajuste ses fines lunettes rondes et se lance.

« Le rachat de Monsanto est et reste une décision justifiée pour Bayer, martèle-t-il. Nous sommes plus rentables que nos concurrents. L'achat de Monsanto est une bonne étape pour l'avenir, nous en sommes sûrs. » Puis, à propos de la toxicité du glyphosate, il glisse : « Pour l'évaluation des produits – et donc pour la santé des humains –, ce sont les autorités indépendantes qui doivent être compétentes. Elles décident sur la base d'analyses scientifiques, et non sur la base d'émotions. » Il y aurait donc, d'un côté, les condamnations dictées par l'émotion, et, de l'autre, la science, qui conclurait à l'absence de toxicité des produits Bayer. Évidemment, ce n'est en réalité pas aussi simple que cela².

Baumann m'apparaît comme une quasi-caricature de P-DG, le genre de méchant industriel des mauvais films américains, incapable d'empathie, prêt à tout pour quelques points de croissance supplémentaire. L'homme cultive la discrétion. Il a la réputation d'être imperméable au stress et semble aimer le gris, la couleur de la plupart de ses costumes.

Jan Pehrke, de l'organisation Coalition contre les méfaits de Bayer, connaît bien le personnage. Il a observé ce fils de boulanger gravir un à un les échelons de la multinationale. « Avant de devenir directeur du groupe, Werner Baumann en était le directeur financier, notamment responsable des achats et des ventes, se rappelle-t-il. Avec Monsanto, il n'a regardé que les chiffres et n'a calculé que les effets de synergie. Puis il a patiemment observé le cours de l'action Monsanto. Quand celui-ci a baissé, il s'est dit : "C'est le moment !" Sans penser un instant à l'émotion que cela pourrait susciter. »

Monsieur X, le haut cadre de Bayer, me confirme le chamboulement vécu en interne par le rachat de Monsanto : « Avant "l'épisode Monsanto", malgré les controverses, honnêtement, on avait l'impression de bosser pour une boîte qui faisait le bien. C'était peut-être un peu naïf, mais pour nous, Bayer c'était l'inventeur de l'aspirine, ce n'est pas rien ! Et je ne sais pas comment vous dire mais le rachat de Monsanto a comme réveillé tous les démons de Bayer, les dossiers noirs [...]. Sur les abeilles, on est limite à deux doigts de se prendre un procès pour écocide, on se rend compte qu'on est devenus les plus gros vendeurs de pesticides au monde, qu'on vend des anticancéreux et des produits qui pourraient favoriser les cancers. Bref, à part l'armement, on est devenus la World Company décrite par "Les Guignols" dans les années 1990. »

Ce cadre de Bayer me le promet : il prendra un jour la parole publiquement et ne se cachera plus derrière l'anonymat. En attendant, il reste une source précieuse pour comprendre ce qui se trame réellement en interne.

« Je le vois bien dans les discussions avec mes collègues : la fierté de bosser ici s'effrite chaque jour un peu plus. On nous abreuve de communiqués, d'éléments de langage pour nous dire que le glyphosate n'est pas dangereux, que c'est un procès politique porté par de mauvais scientifiques et des ONG alarmistes, que le rachat de Monsanto était la bonne décision, que les OGM c'est l'avenir, etc. La direction monopolise la parole publique comme les coupables qui veulent prouver leur innocence et en font trop. La peur de l'accident industriel est palpable. »

Au-delà de la fusion avec Monsanto, comment ne pas craindre de sombres lendemains pour Bayer, quand les preuves de la contamination de ses produits sur notre environnement s'accumulent chaque jour un peu plus ?

[1.](#) Une photo se trouve en annexe.

[2.](#) Voir chapitre 12, « Bayer dans notre eau ».

Bayer dans notre air

Pour mesurer l'impact des produits chimiques nocifs de Bayer sur notre quotidien, il faut s'armer de patience. Pendant des mois, j'ai croisé des dizaines de bases de données, recoupé les classements officiels et interrogé les experts sanitaires pour tenter de cartographier l'empreinte toxique de la marque allemande sur notre environnement.

Ma question était simple : retrouve-t-on des traces des produits Bayer dans notre air ? Mais aussi dans notre eau et dans notre nourriture ?

La réponse, vous vous en doutez, est oui. Mais le niveau de pollution dépasse amplement ce que j'avais imaginé. Parlons, d'abord, de l'air que nous respirons.

Prenons le cas de Marie-Lys Bibeyran, viticultrice dans le Bordelais. Le cauchemar de sa vie porte un nom : le folpel. C'est la molécule phare vendue par Bayer et que l'on retrouve partout sur le territoire. Chaque année, il se vend en moyenne 4 714 tonnes de cette substance en France. En volume, c'est l'équivalent de près de 5 milliards de cachets d'aspirine. Et ce, même si le folpel est classé cancérigène probable aux États-Unis et cancérigène suspecté en Europe. Entre 2002 et 2017, les stations de surveillance de l'air l'ont détecté 1 470 fois dans leurs capteurs placés un peu partout en France. En Gironde surtout, les concentrations de folpel en 2018 sont quatre fois supérieures à celles enregistrées en 2017.

« C'est le fongicide phare de la viticulture bordelaise. Le folpel, j'en ai bouffé comme travailleuse des vignes saisonnière pendant plus de vingt ans ! », peste Marie-Lys Bibeyran. Salariée agricole dans les domaines viticoles du Bordelais depuis l'âge de seize ans, Marie-Lys est une militante acharnée de la lutte antipesticides. Récemment, épuisée par les pressions du milieu et les conditions de travail dans les vignes des grands domaines, elle a fini par trouver une place dans une petite exploitation bio. Cette femme incarne à mes yeux la définition même du courage.

En ce froid mois de mars 2015, je la rencontre chez elle à Listrac-Médoc. La commune compte 2 520 habitants pour 700 hectares de vignes. C'est une appellation d'origine contrôlée riche en crus bourgeois, à l'image du château-la-lagune ou du fourcas-dupré. Les vins de Bordeaux rapportent chaque année 2,09 milliards d'euros, rien qu'en exportation. Avec l'aéronautique, le vin est, sur notre territoire, le secteur le plus exportateur. Autant dire que la viticulture française, c'est sacré. Presque intouchable. Pourtant, les vins bordelais cachent une réalité bien plus sombre : avec plus de 2,7 millions de kilos de pesticides achetés chaque année, la Gironde est l'un des plus gros consommateurs français.

Marie-Lys Bibeyran est persuadée que la puberté précoce de sa fille trouve son origine dans le travail qu'elle-même a effectué dans les vignes alors qu'elle était enceinte. C'était entre juillet et août 2003. Elle est alors employée agricole dans un château, au moment où les pulvérisations de produits chimiques sont les plus intenses. Elle est enceinte d'à peine trois mois. Le fœtus est encore peu développé, mais fragile et sensible aux facteurs extérieurs. Elle s'occupe des vignes et les taille, tandis que des collègues pulvérisent. Parmi les produits, certains sont tératogènes, nocifs pour le fœtus.

Dix ans plus tard, sa fille est déjà pubère. Au-delà du fait qu'un tel cas de figure provoque un certain mal-être chez l'enfant qui souffre d'être en avance sur ses camarades, la puberté précoce prédispose à plus long terme à des cancers hormonaux. L'OMS classe d'ailleurs la puberté précoce dans les causes les plus sérieuses pouvant conduire à de futurs cancers du sein.

Et puis il y a le frère de Marie-Lys, Denis Bibeyran, un ouvrier agricole comme elle. En 2009, sa mort sonne comme un déclic. Il est victime d'un cancer du foie à seulement quarante-sept ans alors que, selon sa sœur, il menait une vie saine, sans tabac ni alcool.

Depuis, avec son association Info Médoc Pesticides, la militante continue le combat pour défendre les ouvriers spécialisés des vignes. « Certains pesticides nous prennent à la gorge, décrit-elle. J'avais souvent du mal à respirer, je souffrais d'allergies et d'éruptions cutanées, et tout ça pour seulement un peu plus de 1 000 euros nets par mois. » Marie-Lys Bibeyran a calculé que, en moyenne, elle était exposée une cinquantaine de fois aux pesticides par saison, les épandages se déroulant d'avril à septembre.

Lorsque je prononce le nom « Bayer », le visage de la militante se ferme, ses mains se rétractent l'une sur l'autre pour ne former qu'un poing. Elle se lance : « Bayer, pour moi, c'est la colère, la douleur, les larmes. Mais le pire, ce n'est même pas le crime en lui-même, c'est le laisser-faire. C'est l'impunité. C'est comme si j'étais condamnée à vivre avec une douleur à vif, une plaie ouverte parce que les coupables ne seront jamais jugés. »

En 2016, à la suite de mon travail pour « Cash Investigation » sur les pesticides, Marie-Lys avait organisé une marche blanche dans les rues de Bordeaux. Des centaines de personnes avaient fait le déplacement pour protester contre l'utilisation massive de produits chimiques dans la région. Et durant ce jour de colère dans la capitale girondine, malgré la pluie battante qui efface les mots, on apercevait sur les pancartes les noms des coupables désignés : Bayer et Monsanto. Une pétition pour interdire le folpel avait même été lancée et signée par 190 000 personnes. Pour l'heure, la molécule est toujours autorisée.

Marie-Lys Bibeyran poursuit : « Que ce soit en saison de traitement, d'avril à septembre, ou en plein hiver, les vendeurs de pesticides rôdent dans la région comme des charognards. Je les appelle les “marchands de mort”, ils font le tour des propriétés pour entretenir le lien avec les professionnels viticoles, pour apporter un cadeau de fin d'année, des entrées gratuites à des matchs ou à des salons, mais aussi pour présenter le dernier produit révolutionnaire. Et, surtout, ils viennent entretenir l'angoisse de la perte de récolte, de l'invasion parasitaire qui va justifier le déploiement de pesticides toujours plus dangereux. »

Afin de constater par moi-même le niveau d'information que transmettait Bayer aux viticulteurs concernant le folpel, j'ai composé le 0 800 25 35 45, le numéro de Bayer Service Infos. Au bout du fil, je tente d'avoir des précisions sur la toxicité du folpel. « Tout va très bien », me dit-on. Ce produit se

retrouve-t-il dans l'air ? – Non, pas si vous l'utilisez comme il faut », répond le technicien chargé de rassurer les curieux. Je demande si cela veut dire que l'on peut continuer à en répandre à côté des écoles. « Oui », rétorque Bayer Service Infos, sans même hésiter.

Ma question n'est pas innocente. En 2011, l'Airaq, l'observatoire de la qualité de l'air en Aquitaine, a retrouvé du folpel autour de quatre écoles situées en zone rurale, à Saint-Émilion, Saint-Estèphe, Saint-Gervais et Saint-Sulpice-de-Faleyrens, proches de zones viticoles. Les conclusions faisaient état de « la prédominance des fongicides dans l'air ambiant, notamment le folpel », et d'une « forte saisonnalité, avec des niveaux très faibles relevés au printemps », et plus importants durant l'été. Depuis, en Gironde, 170 établissements scolaires ont été classés sensibles par la préfecture, à cause de leur proximité avec les vignes et les épandages.

Je voulais confronter les dirigeants de Bayer sur la question du folpel, omniprésent dans l'air en France. Avec l'équipe de « Cash Investigation », nous nous sommes invités à l'assemblée générale de Bayer en 2015, je l'ai évoqué. En montant à la tribune, Élise Lucet demande si elle peut poser sa question en anglais ou en français. « Madame, je suis désolé de vous interrompre, dit le patron de Bayer de l'époque Marijn Dekkers, mais nous ne parlons qu'en allemand. » Nous l'avions anticipé et avions prévu un enregistrement, une traduction de notre question en allemand.

J'avais aussi pris soin d'apporter un sac de Mikal Flash, l'un des produits vendus par Bayer à base de folpel. Élise lance l'enregistreur en tenant le sac de pesticides dans l'autre main : « Monsieur Dekkers, voici l'une des clés du succès de Bayer, le Mikal Flash. Vous devez le connaître, c'est un pesticide qui contient du folpel. Comme vous le savez, le folpel est cancérigène. [...] On retrouve du folpel dans l'air de presque toutes les régions de France, près des champs, mais aussi dans les villes et villages, et même près des écoles. Aimerez-vous que, comme nos enfants, les vôtres respirent ce produit cancérigène quand ils jouent à l'école ? » Marijn Dekkers répond alors poliment, avec cette novlangue dont je connais chaque terme par cœur : « Vous posez une question concernant la protection de la nature et le folpel. En tant qu'entreprise de recherche mondiale, nous prenons notre travail très au sérieux. Oui, en effet, nos produits améliorent la vie des hommes. Et sans avoir vu la liste complète des produits dont vous parlez, je peux cependant dire que nous vendons dans le monde entier des produits qui ont été testés, en France et ailleurs, et qui sont sûrs pour l'homme et l'environnement. »

Cinq ans plus tard, la réponse de Bayer est toujours la même : malgré les classements officiels et les résultats d'analyse d'air sur toute la France, ses produits à base de folpel sont « sûrs pour l'homme et l'environnement ».

Au-delà de l'exemple du Bordelais, en France, il existe un groupe d'associations unique au monde : les AASQA, Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air. Il y en a dans chaque région de France. Grâce à des capteurs installés sur tout le territoire, elles surveillent et évaluent la qualité de l'air ambiant pour mieux informer le public. Quand j'ai commencé ma carrière, ces associations avaient surtout comme ambition de mesurer les particules fines, les oxydes d'azote et de soufre, l'ozone, etc.

En 2014, alors que je m'intéressais à la présence de pesticides dans l'air, seule une poignée d'entre elles mesurait ce type de pollution. Six ans plus tard, face aux exigences du public, les AASQA de toutes les régions mesurent les taux de pesticides dans l'air. J'ai épluché les rapports de chacune d'entre elles, des Pays de la Loire au Grand Est, en passant par la région PACA, la Bretagne et Air Paris en Île-de-France, à la recherche des molécules commercialisées par Bayer.

Premières conclusions : des traces de produits chimiques de la multinationale allemande sont détectables sur tout le territoire. Au-delà du folpel dont on aura compris la nocivité redoutable, d'autres pesticides empoisonnent l'air que l'on respire. À commencer par le chlorothalonil, un fongicide vendu par Bayer. On le retrouve dans l'air des Hauts-de-France, à Paris, à Tours, à Orléans ou encore en Eure-et-Loir. Chez Bayer, les produits à base de chlorothalonil se vendent sous les jolis noms de Diva, Fonginil Super ou Tattoo C. Sur les sites Internet à destination des agriculteurs, le Tattoo C est par exemple présenté comme un produit « doté d'une persistance d'action et d'une efficacité remarquables, même en présence de fortes pluies ou en cas d'irrigation, une heure après le traitement », pour lutter contre le mildiou de la pomme de terre.

La molécule a eu du succès au fil des années, si bien que les stations de surveillance de l'air disséminées en France l'ont détecté 2 300 fois entre 2002 et 2017. Un nombre vertigineux quand on sait que le chlorothalonil est suspecté d'être cancérigène pour l'homme, d'après les autorités européennes. Cette substance a des effets sur le foie et les reins, à tel point que l'Agence américaine de protection de l'environnement l'a classée, dès 1999, dans la

catégorie B2 des « probables cancérigènes ». La molécule a finalement été interdite en Europe en 2019.

Tout comme le fenpropimorphe, classé « toxique pour la reproduction ». Ce fongicide utilisé sur le blé et l'orge a été détecté à Bois-Herpin dans l'Essonne et, de manière plus surprenante, dans le 18^e arrondissement de Paris.

Ces deux molécules, interdites depuis peu, vont-elles disparaître de notre air ambiant ? Pas si sûr. De nombreux produits chimiques vendus par Bayer sont toujours détectés dans l'air que nous respirons, des années après leur retrait du marché. C'est le cas du carbaryl. Interdit depuis 2007 en France à cause de son caractère cancérigène, cet insecticide est retrouvé fréquemment dans les capteurs d'air d'Écouflant, dans les Pays de la Loire, de Reims, de Lyon ou d'Angers.

Même constat pour l'iprodione, interdit en 2017, suspecté d'être cancérigène, et dont une très haute concentration a été retrouvée à Aléria, en Corse. « Les molécules des pesticides sont très difficilement dégradables, elles sont très résistantes et peuvent rester longtemps dans le sol », explique dans un rapport la fédération des associations de surveillance et de qualité de l'air.

Aujourd'hui, outre le fameux folpel, d'après mes calculs, Bayer vend chaque année en France 5 600 tonnes de pesticides cancérigènes, perturbateurs hormonaux ou toxiques pour le fœtus. Et certains d'entre eux se retrouvent dans notre nourriture.

Bayer dans notre assiette

« Dans les supermarchés, on fait nos provisions/On court dans les allées, comme de vrais papillons... », chantait le groupe mythique Odeurs dans un vieux tube sarcastique des années 1980 qui moquait l'aveuglement des consommateurs naviguant de tête de gondole en tête de gondole en quête du meilleur produit au meilleur tarif.

Surveiller les prix en faisant ses courses, c'est une chose. Se préoccuper de ce que l'on va manger réellement est souvent secondaire. Entre les fruits et légumes trop beaux pour être honnêtes, les marques qui vendent du rêve, les emballages qui nous font de l'œil et les promotions qui cachent bien leur jeu, on a parfois le tournis en parcourant les allées de nos magasins. Imaginez si je vous dis que, là aussi, dans nos aliments, on retrouve la trace de Bayer...

Prêtons un peu l'oreille à cette mise en garde : « La fusion entre Bayer et Monsanto crée un nouveau mastodonte des semences et des pesticides qui n'a qu'une ambition : contrôler toute la chaîne alimentaire, de la terre où pousse la semence jusqu'à l'assiette du consommateur. Une telle entreprise ne veut qu'accroître ses activités, donc ses bénéfices, sur tous les continents, au mépris de la biodiversité et de la santé des populations. Ce rapprochement agrochimique constitue un danger pour nos assiettes. Non, la nature, la diversité et la qualité de notre alimentation ne doivent pas passer sous le rouleau compresseur liberticide du groupe Bayer-Monsanto. »

Cet appel n'émane pas d'associations environnementales ou d'un quelconque parti politique écologiste. C'est le cri d'alerte lancé par quelques-uns des plus grands chefs étoilés de France. Olivier Roellinger, Cyril Lignac, Yannick Alléno, Yves Camdeborde, Christophe Michalak ou encore Thierry Marx. Tous ont signé cette « Lettre ouverte contre l'invasion de l'agrochimie dans nos assiettes ». Lorsqu'elle est publiée en 2016 sur Internet, la tribune n'a qu'un objectif : « Que la Commission européenne fasse barrage à la fusion de Monsanto et Bayer. » Il n'en sera rien.

Ces grands chefs ont-ils raison de s'inquiéter ? Retrouve-t-on, par exemple, des pesticides vendus par Bayer dans nos assiettes ? La réponse est oui.

Chaque année, l'EFSA (European Food Safety Authority : Autorité européenne de sécurité des aliments, déjà évoquée), publie un rapport sur les résidus de pesticides dans la nourriture en Europe. L'EFSA compile les résultats des tests réalisés par les services sanitaires et agricoles de chaque pays ; 152 pages pour parvenir à une conclusion, comme en 2017 : 45,9 % des aliments analysés présentent des traces de pesticides. Parmi ceux-là, plusieurs molécules notamment vendues par le groupe Bayer.

D'abord, le folpel, le fameux fongicide classé cancérigène qui pollue l'air de la Gironde : il est détecté dans 74 échantillons analysés par les services sanitaires européens. C'est peu comparé au tébuconazole, toxique pour le fœtus. La molécule, vendue dans des mélanges chez Bayer sous les noms de Prosaro, Skyway, Horizon Arbo ou Luna Experience, est l'une de celles que l'on dépiste le plus dans les carottes, les kiwis, les oignons, les pêches et les pois. Plus inquiétant, les traces de tébuconazole dépassent carrément les limites maximales autorisées dans 8,6 % des échantillons de riz analysés, un chiffre en augmentation par rapport à 2014.

Au total, ce fongicide susceptible de nuire au fœtus est repéré dans 2 951 échantillons de nourriture analysés par les services sanitaires européens. Si l'EFSA se veut rassurante sur l'impact de ces résidus sur notre santé, rappelons que ces contrôles ne portent que sur une infime partie de la nourriture que nous consommons : imaginez alors l'étendue de la contamination des pesticides toxiques sur notre alimentation quotidienne.

Qu'en est-il des néonicotinoïdes, les pesticides tueurs d'abeilles dont Bayer a été l'un des plus importants vendeurs ? Dans quel aliment les

retrouve-t-on le plus ? Le miel, évidemment. Détecté 1 747 fois, le thiaclopride, une des molécules appartenant à la famille des néonicotinoïdes, n'est pas uniquement toxique pour les abeilles : il est classé cancérigène suspecté pour l'homme en France, et cancérigène probable aux États-Unis. Dans son rapport sur les résidus de pesticides, l'EFSA s'étonne même d'en retrouver des traces dans de la nourriture pour bébé.

Le glyphosate, quant à lui, n'est détecté « que » 212 fois dans les aliments contrôlés en Europe. Un chiffre assez faible, qui s'explique notamment par une difficulté pratique : le glyphosate exige une technique toute particulière pour être analysé. Quand certains pesticides sont recherchés dans près de 80 000 échantillons de nourriture, le glyphosate ne l'est que dans 8 672 cas.

Lorsque je présente mes résultats à François Veillerette, militant de la défense de l'environnement et homme politique français, il n'en revient pas : « Votre méthode qui consiste à relier les molécules retrouvées dans les aliments aux entreprises qui les vendent est très originale, débute-t-il. Cela montre la puissance de Bayer, l'empreinte concrète du groupe sur l'environnement. » Ancien président de Greenpeace France, François Veillerette a fondé Générations Futures, une organisation de référence sur la question des pesticides. En France, c'est l'un des opposants les plus féroces de Bayer. « L'héritage toxique de cette multinationale se compte en dizaines voire en centaines d'années. L'impact sur les générations futures est gigantesque. Honnêtement, c'est très flippant de se dire que nous allons payer pendant très longtemps les erreurs qu'on peut faire aujourd'hui. C'est pour cela qu'on essaie de protéger à tout prix le principe de précaution : on a trop à perdre s'il y a le moindre doute sur les conséquences à long terme. »

Quand je le rencontre pour la première fois en 2014, son association tente de sensibiliser le grand public sur un dossier qui lui est alors inconnu : le glyphosate. Son combat a porté ses fruits : en décembre 2019, l'Agence nationale de sécurité sanitaire française a annoncé le retrait de 36 produits à base de glyphosate.

Générations Futures publie aussi régulièrement des enquêtes sur la présence des pesticides dans les fruits et légumes. Ses chiffres sont très différents de ceux de l'EFSA. François Veillerette et son équipe de bénévoles s'appuient uniquement sur des données franco-françaises : celles de la

DGCCRF, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Résultats : 89 % des échantillons de cerises contiennent des résidus de pesticides, 88,1 % pour les clémentines, 87,3 % pour les raisins, 86,3 % pour les pamplemousses, 82,9 % pour les fraises, 81,2 % pour les oranges et 80,3 % pour les pommes. Au rayon des légumes, 82,5 % des céleris-raves contrôlés par la DGCCRF présentent des traces de pesticides, au même titre que 67 % des endives et 66,5 % des laitues.

« Et encore, ajoute François Veillerette, on peut considérer que ces résultats ignorent une partie des résidus réellement présents. Car les chiffres de la DGCCRF ne prennent pas en compte ceux qui sont détectés mais non quantifiables. » En d'autres termes, les machines qui réalisent les contrôles peuvent détecter des pesticides, mais en dessous d'une certaine valeur, elles n'arrivent pas à savoir de quel pesticide exactement il s'agit.

Petit aparté pratique : si le fait de laver au vinaigre blanc ou au bicarbonate de soude les fruits et légumes, voire de les faire cuire, peut réduire les niveaux de résidus, de nombreux pesticides utilisés à l'heure actuelle sont systémiques, c'est-à-dire qu'ils sont absorbés par la racine et distribués à toute la plante. Le lavage n'aura donc aucun effet.

Quels sont les impacts pour la santé de ces résidus toxiques dans notre nourriture ? En 2017, la rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation alertait sur « l'effet cocktail » de ces expositions : « Les études montrent que les aliments contiennent souvent de multiples résidus, ce qui fait que l'on ingère souvent un amalgame de pesticides. Bien qu'on ne connaisse pas encore exactement les effets nuisibles de ces mélanges, on sait que, dans certains cas, des interactions synergiques peuvent avoir lieu et aboutir à des niveaux de toxicité plus élevés. Une exposition cumulative élevée des consommateurs est particulièrement préoccupante, en particulier s'agissant des pesticides lipophiles qui se lient aux graisses et s'accumulent dans le corps. »

En conclusion du rapport de l'ONU, cette prise de position inhabituelle pour l'institution : « Il arrive très fréquemment que des pesticides extrêmement dangereux, dont l'utilisation n'est pas ou n'est plus permise dans les pays industrialisés, soient exportés vers les pays en développement. Certains fabricants de pesticides [...] accroissent les exportations de produits dont l'utilisation a été interdite ou restreinte afin d'écouler leurs stocks. Le fait d'exposer la population d'autres pays à des toxines dont il est avéré

qu'elles provoquent de graves problèmes de santé et peuvent même entraîner la mort constitue de toute évidence une violation des droits de l'homme. »

Une « violation des droits de l'homme ». Cette sentence oriente mon enquête vers une facette de l'industrie agrochimique qui m'avait échappé : la vente de pesticides interdits en Occident vers des pays du tiers-monde.

C'est ainsi que je découvre le travail de Christian Russau. Ce militant est membre de l'Association des actionnaires critiques (Dachverband der Kritischen Aktionärinnen und Aktionäre), un groupe d'activistes allemands qui tente d'alerter sur l'impact environnemental et sociétal des entreprises allemandes. L'association a une spécialité : acheter des actions des grands groupes pour les interpeller lors d'événements officiels. On retrouve ainsi Christian Russau à la tribune de l'assemblée générale de Siemens, d'Allianz, de BASF et évidemment de Bayer.

La quarantaine, les yeux chaussés de lunettes rondes et le cou orné d'un collier indigène, Russau est aussi un passionné de culture brésilienne. Récemment, il a mené une formidable investigation sur les ventes de produits Bayer interdits en Europe au Brésil. Il explique : « Entre 2016 et 2019, ces ventes ont augmenté de 50 %. Désormais, au moins 12 molécules non autorisées dans l'Union européenne sont commercialisées par Bayer au Brésil. Parmi elles, la carbendazime, l'ethiprole, l'ethoxysulfuron, l'oxadiazon, le thirame, etc. Pourtant, en 1988, Hermann J. Strenger, le P-DG de Bayer de l'époque, disait : “Même si nous n'avons pas les mêmes lois au Brésil qu'en République fédérale d'Allemagne, nous y appliquons les mêmes codes de conduite.” Trente et un ans plus tard, Bayer au Brésil vend toujours des herbicides, des insecticides et des fongicides interdits en Europe. » Pour Russau, la raison est simple : « Après l'acquisition de Monsanto, c'est une question de survie pour Bayer. »

Sur son site, la marque se défend : « Nous développons des produits qui répondent à la fois à des normes de sécurité élevées et aux besoins spécifiques des agriculteurs selon les pays [...]. C'est pourquoi il n'est pas possible d'adopter une approche unique pour l'homologation et la vente de nos produits de protection des cultures [...]. Si des risques potentiels sont identifiés, nous mettons en œuvre des mesures d'atténuation telles que le développement de nouvelles formulations, la révision des étiquettes et l'augmentation de la formation. »

Seule la France n'a pas été convaincue par ces éléments de langage. En

2018, une nouvelle loi prévoit d'interdire la production, l'exportation et le stockage de pesticides interdits en Europe. Mais l'UIPP, l'Union des industries de la protection des plantes, le lobby des pesticides dont Bayer fait partie, saisit le Conseil constitutionnel, arguant d'une « distorsion de concurrence ». Peine perdue : en janvier 2020, malgré la pression, le Conseil constitutionnel valide l'interdiction.

Cette décision est historique. Pour la première fois, le Conseil constitutionnel privilégie la protection de l'environnement et de la santé sur la liberté d'entreprendre. Chez nos voisins européens, comme en Allemagne, en revanche, les exportations de pesticides interdits en Europe vers les pays du tiers-monde ne faiblissent pas. Et ce n'est pas sans conséquence.

D'après les estimations de la rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation, 99 % des 200 000 décès par intoxication aiguë due aux pesticides surviennent dans des pays en voie de développement. Ce chiffre mériterait d'être actualisé et révisé, car l'étude sur laquelle il se repose date des années 1980. On peut tout de même citer, parmi les accidents tragiques liés à des empoisonnements aux pesticides, celui survenu en 1999 au Pérou, où 24 écoliers ont trouvé la mort après avoir ingéré un pesticide dont l'emballage rappelait celui du lait en poudre. On peut aussi mentionner le décès en Inde, en 2013, de 23 enfants qui avaient consommé un repas contaminé par un pesticide toxique ; ou encore l'intoxication en Chine, en 2014, de 39 enfants qui avaient ingéré de la nourriture contenant des résidus d'un pesticide très dangereux ; et enfin, mais la liste est loin d'être exhaustive, le décès au Bangladesh, en 2015, de 11 enfants ayant mangé des fruits aspergés d'insecticides.

Ces drames peuvent paraître lointains, mais, en bout de chaîne, nous sommes aussi affectés par ces produits dangereux, interdits sur notre continent. Il n'y a qu'à rouvrir le rapport de l'EFSA sur les résidus de pesticides dans la nourriture en Europe pour s'en rendre compte.

Exemple avec l'antraquinone, une substance qui a été notamment commercialisée par Bayer en Europe jusqu'à son retrait en 2010. L'antraquinone servait à repousser les corbeaux des champs, mais les autorités de santé l'ont interdite après s'être aperçues de son caractère cancérigène. Comment expliquer alors que, en 2018, l'EFSA détecte cette substance 241 fois dans notre nourriture ? La raison est simple : la majorité des traces de ce répulsif ont été découvertes dans le thé, en provenance, je

cite, « de pays du tiers-monde » qui utilisent encore l'antraquinone.

Retour à l'expéditeur.

Bayer dans notre eau

En vous servant un grand verre en rentrant chez vous, vous êtes-vous déjà posé cette question : est-ce que l'eau de mon robinet est polluée aux pesticides ? Pour la majorité d'entre nous, la réponse est non, heureusement. En 2018, 90,6 % de la population française a été alimentée par de l'eau en permanence conforme aux limites de qualité. Mais faites-vous partie des 6,15 millions d'habitants dont l'eau du robinet a au moins une fois été polluée aux pesticides au cours de l'année 2018 ?

Pour le savoir, rien de plus simple, vous pouvez vérifier la potabilité de votre eau courante sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé¹. Pour une fois que l'information est facile d'accès, ce serait dommage de s'en priver.

En revanche, pour relier les pesticides présents dans notre eau potable aux entreprises qui les commercialisent, il faut s'armer de patience. Et devinez quoi ? Les produits notamment vendus par Bayer sont très bien représentés parmi les pesticides responsables de la non-conformité des eaux du robinet en France.

Jetons d'abord un œil sur un rapport passé un peu inaperçu. « Le bilan 2018 de la qualité de l'eau du robinet vis-à-vis des pesticides » du ministère de la Santé. Lorsque j'en prends connaissance, j'ai déjà beaucoup travaillé sur l'atrazine, un herbicide vendu par Syngenta, la multinationale suisse. Je

m'attendais à retrouver sa molécule, interdite depuis 2003, en tête de ce triste classement : ce fut le cas. Mais Bayer n'est pas en reste avec un autre herbicide – l'alachlore –, dont le groupe a été l'un des plus importants vendeurs. La molécule arrive en septième position des pesticides à l'origine des dépassements de qualité dans l'eau des Français.

L'alachlore, surtout utilisé sur le maïs, ne vous dit rien ? C'est normal. Classé cancérigène pour les animaux et probablement aussi pour les humains, il a été interdit en 2007. L'alachlore n'est pas une molécule anodine. Un homme la connaît bien, et pour cause : il affirme qu'un produit à base d'alachlore l'a rendu malade. Il s'appelle Paul François, est agriculteur, et il est devenu lanceur d'alerte malgré lui. Gravement intoxiqué en 2004 par les vapeurs du Lasso, un pesticide de Monsanto-Bayer alors autorisé en France contenant notamment de l'alachlore, le céréalier passe plusieurs jours dans le coma et près d'un an à l'hôpital. Depuis, il vit un calvaire : amnésies, vertiges, bégaiements, comas à répétition²...

L'alachlore est une substance chimique très persistante et se dégrade très, très lentement. Bien qu'interdite depuis plus de dix ans, elle est toujours détectée dans l'eau du robinet que boivent les Français. Le sujet est suffisamment grave pour que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, pour Food and Agriculture Organization of the United Nations) rédigent un rapport conjoint sur l'alachlore en 2011 : « La présence de métabolites de l'alachlore dans les eaux souterraines est préoccupante, car les concentrations mesurées sont supérieures à 1 microgramme/litre et certains scénarios prédisent des valeurs supérieures à 10 microgrammes/litre. »

Dans le monde entier, la molécule a contaminé les eaux potables. Aux États-Unis, l'alachlore a été détecté dans les eaux de surface ainsi que les eaux souterraines de 10 États entre 1979 et 1987. L'herbicide a aussi été détecté en Italie à un niveau maximal de 1,6 microgramme/litre. Au Canada, malgré son interdiction dès 1985, il est fréquemment détecté dans les puits.

Depuis peu, grâce aux améliorations des techniques d'analyses en laboratoire, l'alachlore est systématiquement testé dans les eaux françaises. Parfois, la contamination d'un produit notamment vendu par Bayer apparaît sous nos yeux pour une raison simple : la science réussit désormais à le détecter. En France, en 2017, 108 569 ont bu au moins une fois une eau non

conforme en qualité, trop chargée en alachlore.

Parlons du chlortoluron, un des herbicides vendus par Bayer sous la marque Laureat. La molécule, suspectée d'être cancérigène, est aussi en bonne position dans le classement des pesticides responsables des eaux du robinet non conformes en France. L'imidaclopride, l'insecticide « tueur d'abeilles » commercialisé par Bayer jusqu'à sa récente interdiction, arrive aussi jusque dans nos robinets. Le glufosinate, vendu par Bayer, une substance classée toxique pour la reproduction, récemment interdite, est également présente dans l'eau du robinet de certains Français en quantité trop importante.

La liste est encore longue.

Face à ce constat, si certaines communes comme la ville d'Ossun, dans les Hautes-Pyrénées, demandent une dérogation pour utiliser l'eau dépassant les seuils sanitaires, la plupart des maires sont obligés de réaliser de faramineux travaux de rénovation pour raccorder leur eau à d'autres réseaux non contaminés en pesticides.

Martin Guespereau connaît bien ce problème. Il a été le directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse pendant quatre ans. Guespereau, c'est une espèce rare chez les hauts fonctionnaires : un discours franc, honnête et sans concessions. Il fait partie de ces sources journalistiques que vous ne rencontrez jamais, mais qui sont toujours disponibles au téléphone pour vous éclairer et vous éviter de dire des bêtises. Il s'est battu pour que la base de données de ventes des pesticides en France soit rendue publique.

Sans détour, il explique : « En France, très majoritairement – bien que pas à 100 % –, on a une eau sanitaire de bonne qualité. L'eau est en effet dépolluée avec du charbon actif. Reste que ces modes de traitement sont très chers. La Cour des comptes a fait le calcul : ne pas polluer reviendrait deux fois et demie moins cher que de laisser polluer et de traiter l'eau ensuite pour qu'elle devienne potable au robinet. Une commune moyenne ayant une usine de potabilisation, si elle doit, en plus, traiter les pesticides, c'est 1 million d'euros pièce l'unité de traitement. »

Des communes s'endettent donc pour distribuer de l'eau sans pesticides à

leurs administrés. Cette situation ubuesque est une réalité dans de nombreuses villes de France, par exemple en Eure-et-Loir, à Moriers, un petit village de 200 habitants. Lorsque j'arrive dans sa commune, le maire, Alain Roullée, vient de recevoir les derniers résultats d'analyse d'eau. Il me les commente à voix haute : « Il est écrit que la qualité de l'eau est non conforme en raison du dépassement des limites réglementaires pour les paramètres nitrates et pesticides. Donc on informe les femmes enceintes et les parents qui ont des enfants en bas âge de ne pas consommer l'eau qui est distribuée sur la commune. »

À Moriers, rares sont les habitants qui boivent l'eau du robinet. Les mamans ont organisé leur vie autour de l'eau minérale en bouteille, qui sert quasiment à tout, même pour le café dans les cafetières. Quant aux enfants, ils sont invités à ne pas avaler l'eau du bain.

Après des années à chercher des nappes phréatiques de bonne qualité, le maire de Moriers a dû se résigner à accepter un projet de raccordement au réseau d'eau de la région. Quatre-vingt-dix kilomètres de tuyaux pour faire venir de l'eau sans pesticides. Au prix fort. « Avec la construction d'une usine, plus l'ensemble des raccordements, ça nous coûte environ 18 millions d'euros. En sachant que notre budget annuel, ici à Moriers, c'est environ 150 000 euros. On va recevoir à peu près 50 % de subventions pour l'opération, et puis le reste c'est un emprunt sur quarante ans. » Le maire de Moriers évalue la facture supplémentaire pour chaque foyer à 120 euros annuels.

Les multinationales des pesticides comme Bayer paient pourtant une « redevance pour pollution diffuse », une taxe qui varie actuellement de 0,90 euro à 5,10 euros par kilo de pesticides vendu. Mais cette taxe ne rapporte que 140 millions d'euros à l'État, quand le ministère de l'Écologie estime entre 400 et 700 millions d'euros par an le coût que paient les Français pour dépolluer l'eau des pesticides et des nitrates.

L'impact économique est donc considérable. Mais n'oublions pas l'essentiel, l'impact environnemental.

Martin Guespereau ne mâche pas ses mots : « Ce qu'ils tuent sur la terre ferme, les pesticides le tuent également dans l'eau. Les produits passent quelque temps sur la terre, puis sont emportés par la pluie, s'infiltrant dans

les nappes, et on les retrouve dans les cours d'eau. Là, ils détruisent en particulier toute la microflore, qui fait le travail d'assainissement. Un cours d'eau s'autoépure. Or, c'est cette microflore qui est attaquée. Les pesticides sont donc dévastateurs pour les fonds de rivière qui ne peuvent plus remplir leur rôle de filtre vis-à-vis de la pollution. Les pesticides, même autorisés, restent des pesticides, des substances qui sont faites pour tuer. On oublie qu'ils restent très peu de temps aux champs et beaucoup de temps dans la nature. »

Le pesticide que vise en particulier Guespereau, c'est le glyphosate, et son métabolite – produit de dégradation –, l'AMPA. Mais il peine à se faire entendre.

C'est un point extrêmement important : en tant que journaliste m'intéressant à l'environnement, j'ai constaté que le public était sensibilisé aux problématiques touchant la santé humaine ou l'habitat de l'homme, mais qu'il était très compliqué d'attirer son attention sur les problématiques liées à l'environnement en tant que tel – la biodiversité, la faune, la flore.

Pourtant, s'il existe encore des incertitudes sur l'impact précis du glyphosate sur les hommes, ce n'est plus le cas sur la nature. Guespereau le sait, il ne cesse de le rappeler. En 2014, son agence régionale est la première à lancer l'alerte : leurs analyses montrent qu'il y a du glyphosate dans quasiment tous les cours d'eau. On en trouve dans les trois quarts des rivières du Sud-Est. Rien d'étonnant, puisqu'il s'agit du principe actif du Roundup, le produit phare en tête des ventes de pesticides dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse, où il s'en vend plus de 4 000 tonnes par an.

En France, on retrouve du glyphosate dans 37 départements, et même à Paris, dans la Seine. Sur les 6 prélèvements effectués en 2015 au point de mesure du pont de Tolbiac, dans le 12^e arrondissement, il a été quantifié chaque fois.

L'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) fait le même constat : « Les analyses réalisées en 2017 montrent la présence fréquente du glyphosate et de l'AMPA dans les eaux de surface telles que les rivières et les lacs (50 % des prélèvements pour le glyphosate et 74 % pour l'AMPA), induisant une exposition des organismes aquatiques. »

Ce terme d'« exposition des organismes aquatiques », venant de l'agence

réputée comme la plus frileuse de France, est loin d'être anodin. Depuis une dizaine d'années en effet, le déclin mondial du nombre et de la diversité des espèces d'amphibiens suscite une vive inquiétude dans le monde scientifique.

Les amphibiens sont particulièrement vulnérables à l'exposition aux pesticides, car ils peuvent absorber les produits chimiques véhiculés par l'eau à travers leur peau, sans parler des ressources alimentaires contaminées qu'ils consomment. Le glyphosate fait partie des pistes privilégiées pour expliquer le déclin des amphibiens. Récemment, plusieurs études ont trouvé des résultats inquiétants quant à l'impact des herbicides contenant du glyphosate sur la croissance et le développement des amphibiens.

En Argentine, par exemple, une équipe de scientifiques a montré en 2010 que des embryons de grenouilles exposés à des dilutions d'herbicides contenant du glyphosate avaient des malformations faciales et crâniennes, ainsi qu'un corps et des têtes plus petites et des yeux « défectueux ».

Aux États-Unis, cette fois, un biologiste de l'université de Pittsburgh s'est intéressé en 2012 à l'exposition des têtards au Roundup. Il a noté d'importants changements dans la forme des têtards.

Des études ont également été menées sur les effets du glyphosate sur les micro-organismes, essentiels aux écosystèmes marins et d'eau douce, car ils constituent la base des chaînes alimentaires. En Bretagne, une équipe s'est intéressée à la croissance et la composition des populations microbiennes marines d'une eau polluée à des niveaux typiques de glyphosate. Résultat : le glyphosate bouleverse tout.

À l'autre bout de la chaîne, les poissons sont aussi contaminés. En Pologne, on observe chez la carpe d'eau douce, pourtant exposée à des niveaux de Roundup vingt à quarante fois inférieurs à ceux attendus d'une pratique agricole normale, des changements dans les cellules du foie.

Vincent Bretagnolle, directeur de recherches au CNRS, estime qu'« une centaine d'études ont évalué l'effet du glyphosate (ou plus précisément, de ses dérivés, comme l'AMPA) sur la biodiversité, en particulier en milieu aquatique. Des effets clairs ont été détectés, même si une grande variabilité est évidemment observée ».

Pour limiter la contamination des cours d'eau et des nappes phréatiques par le glyphosate et des pesticides en général, un sénateur français s'est battu contre les lobbies de l'industrie chimique et de Bayer en particulier. Pour une fois, c'est lui qui a remporté la bataille.

Lorsque je rencontre Joël Labbé au Sénat en 2014, je suis assez surpris. Cheveux longs, boucle d'oreille, chemise à pois et veste en cuir, pas vraiment le look du sénateur classique. Cet élu divers gauche est en train de mettre au point une loi unique en Europe : interdire l'utilisation des pesticides par les particuliers et les services de l'État. Ça n'a l'air de rien comme ça, mais on estime que ce serait déjà 10 % de l'utilisation des pesticides en France. Il rencontre une opposition féroce de la part des lobbies de l'agrochimie, dont les arguments sont relayés par les maires de France. « Bayer ne me contacte jamais en direct, pour eux je suis infréquentable. Mais ils me mettent des bâtons dans les roues *via* d'autres corps intermédiaires. Sur la question de l'interdiction des pesticides par les collectivités, les maires de France par exemple mettaient en avant les mêmes arguments que les fabricants : ça va coûter cher aux collectivités, et les employés communaux vont devoir revenir à la fourche. C'est faux. J'avais été maire de Saint-Nolff, l'une des premières communes en "zéro pesticide" de Bretagne. On n'était pas loin du coût constant avant et après l'arrêt des pesticides. Et puis je me suis beaucoup appuyé sur une ville dirigée par la droite : Versailles. Depuis 2005, la commune n'utilise plus de pesticides de synthèse, et ça marche. Les économies faites sur le budget des produits toxiques sont réinvesties pour employer de la main-d'œuvre, notamment du personnel en réinsertion pour des missions ponctuelles. »

Cet argument finit par convaincre les plus sceptiques : le 1^{er} janvier 2019, sa loi entre en application définitivement et commence à faire son chemin dans d'autres pays d'Europe. Il y a urgence à agir, selon le sénateur. « Le simple fait d'évoquer Bayer me donne des boutons. On est en immersion dans leurs molécules, s'alarme-t-il. C'est un monde chimique que tout le monde subit, *via* l'air, l'eau, la nourriture. Personne ne peut s'en préserver tellement c'est pollué. Nous, les politiques, on ne fait pas ce qu'on devrait faire. Comment rester silencieux par exemple face au business model de Bayer : certains de leurs produits pourraient contribuer à empoisonner, et d'autres soignent les maladies engendrées avec des médicaments. C'est d'un cynisme abominable. »

Ce constat, je l'ai souvent entendu au cours de mon enquête : Bayer serait à la fois le problème et la solution. Pour en avoir le cœur net, j'ai passé au crible tous les produits vendus par la firme allemande.

1. <https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau>

2. Nous reviendrons sur son destin hors du commun au chapitre 17, « La fin d'un monde ».

Le mal et le remède

Au fil des années, *Taz*, quotidien alternatif créé en 1979 à Berlin-Ouest, s'est imposé comme le journal de gauche des féministes, des écologistes et des pacifistes. Un mélange de *Charlie Hebdo*, du *Canard enchaîné* et de *Libération*.

Les unes du journal sont connues pour leur humour. Mais celle du 24 octobre 2018 n'a pas du tout fait rire Bayer. On y voit un pastiche de publicité de l'industrie pharmaceutique. À gauche, sur un fond rose vif, il y a un pulvérisateur de Roundup à côté de la mention « Super : provoque le cancer ». À droite, une boîte d'Aliqopa, un médicament contre le cancer vendu par Bayer, avec la mention « Super : guérit le cancer ». Au milieu de la une, le titre est sans équivoque : « Le pack complet du cancer ». Le magazine explique dans un article de ce numéro de *Taz* que le groupe Bayer vend du glyphosate, une molécule susceptible de provoquer des lymphomes non hodgkiniens – des cancers du système immunitaire –, et l'aliquote, une molécule censée traiter ces mêmes lymphomes non hodgkiniens.

Bayer commercialiserait donc l'origine du mal et le remède.

Le dire tout haut, publiquement, c'est risquer les foudres de l'entreprise. Jost Maurin, le journaliste à l'origine de cette une du *Taz*, est bien placé pour le savoir. À Berlin, dans un anglais hésitant, il me raconte comment Bayer a tenté de le faire taire. Vêtu d'un pull à capuche vert pâle, il arpente les

quelques bureaux de sa petite salle de rédaction.

Quelques jours après la publication de la une de *Taz*, Bayer mandate Gernot Lehr, le célèbre avocat spécialisé en droit de la presse. L'entreprise ne plaisante pas avec son image et menace le magazine de poursuites.

Le conseil de la firme écrit : « La mention “Super : provoque le cancer” n'est pas vue comme une satire mais comme une affirmation factuelle sérieuse selon laquelle le Roundup causerait le cancer. Cependant, ce n'est même pas prouvé par l'Agence de recherche sur le cancer, organe de l'OMS, souvent citée par les opposants aux pesticides, qui a classé le glyphosate comme probablement cancérigène. »

Par conséquent, l'avocat de Bayer exige que le journal s'engage, entre autres, à ne plus utiliser la mention « Super : provoque le cancer » à propos du Roundup. En d'autres termes, cela signifie que le magazine *Taz* ne peut plus distribuer son quotidien avec la une sur Bayer et doit supprimer l'exemplaire de ses archives. La multinationale menace le journal d'une sanction s'il viole cette obligation.

Jost Maurin, l'auteur de la première page et de l'article, n'en revient toujours pas. Il me raconte : « Des petites rédactions comme la mienne n'ont pas les moyens de payer les frais d'avocat et juridiques pour contrer ce genre de demande. C'est pour cela que certains journalistes préfèrent ne pas enquêter ou ne pas protester en cas de litige. Mais cette fois, pas question de céder, Bayer est le plus grand fabricant mondial de pesticides et contribue de manière significative à l'extinction des espèces végétales et animales, sans parler des controverses en termes de santé. »

Le journaliste décide de renverser la situation et de porter plainte à son tour contre Bayer afin qu'un juge détermine si, oui ou non, sa une est diffamatoire. « On voulait que la justice dise qu'on était autorisés à diffuser cette première page et que Bayer n'avait pas le droit de nous menacer ainsi », se souvient-il. Mais la cour n'aura pas le temps de juger l'affaire : Bayer retire ses menaces avant le procès. « Ils savaient qu'ils allaient perdre », affirme Jost Maurin. Le magazine décide de rendre toute l'affaire publique. Les grands quotidiens allemands apportent leur soutien à *Taz* et accusent Bayer de censure.

La multinationale est prise au jeu de l'« effet Streisand », du nom de l'actrice et chanteuse Barbra Streisand. En 2003, elle poursuit en justice un photographe amateur qui avait publié sur son site personnel un cliché du

domaine de la star. Mais la plainte de Streisand a produit l'effet inverse : interloqués, les internautes nord-américains se précipitèrent sur le modeste blog du photographe et la photo de la villa de Streisand fit le tour du monde. L'effet Streisand désigne depuis l'effet boomerang des tentatives de censure.

Quelques mois après les menaces de Bayer contre *Taz*, la multinationale tente de se racheter une conduite auprès des journalistes en finançant la Foreign Press Association aux États-Unis, qui lutte pour la liberté de la presse dans le monde. Mais là encore, le scénario vire au cauchemar¹.

La mésaventure vécue par Jost Maurin montre à quel point le sujet est sensible chez Bayer. Mon propre avocat m'a conseillé « d'être béton » sur ce chapitre. Pendant des mois, j'ai scruté toutes les étiquettes des produits chimiques vendus par Bayer. Leur dangerosité, leurs effets secondaires, leurs classements officiels par les agences de santé... Puis j'ai passé au crible tous les médicaments de Bayer : leurs molécules actives, le type de maladies qu'ils soignent, leurs bénéfices sur la santé...

J'ai ensuite croisé les tableaux pour arriver à une conclusion terrifiante : sur les six traitements contre le cancer vendus par Bayer, cinq soignent des types de cancers qui pourraient être causés par des produits chimiques vendus par le groupe, car classés cancérigènes suspectés ou probables.

Vous vous souvenez du folpel, ce fongicide vendu par Bayer sous les marques Mikal Flash ou Valiant Flash, largement épandus en Gironde dans les vignes et que l'on retrouve dans notre air ambiant et dans notre nourriture ? Les études de toxicité ont révélé que le folpel provoquait des tumeurs gastro-intestinales chez le rat. Chez l'homme, comme c'est très souvent le cas pour les pesticides, il n'y a pas suffisamment de données pour conclure à des effets cancérigènes ; il est en effet assez compliqué – et on comprend aisément pourquoi – de trouver des cobayes susceptibles d'accepter de se voir administrer du folpel sur le long terme. Il n'empêche, les résultats de toxicité chronique observés chez les animaux ont déjà convaincu les autorités sanitaires européennes de classer le folpel comme cancérigène possible, tandis que les États-Unis l'ont ajouté dans la catégorie cancérigène probable.

En France, les cancers digestifs sont responsables de plus de 40 000 décès par an, soit 30 % des décès par cancer. Selon les statistiques de l'Institut national du cancer, plus de 75 000 nouveaux cas sont diagnostiqués

chaque année.

Les symptômes sont souvent les mêmes : les patients ont d'abord des douleurs localisées dans la partie haute de l'abdomen, des nausées et vomissements à répétition, puis une perte d'appétit et une fatigue anormale. Une fois ces cancers diagnostiqués, la Société savante des maladies et cancers de l'appareil digestif recommande un médicament en particulier pour lutter contre les tumeurs gastro-intestinales : le Stivarga, vendu par Bayer. Il faut en prendre 160 microgrammes/jour, trois semaines sur quatre. La boîte de 84 comprimés coûte 2 376,59 euros.

Les cancers gastro-intestinaux ne sont pas les seuls cancers pour le traitement desquels la prise du STIVARGA de Bayer est conseillée. Il est aussi recommandé pour les cancers du foie : 8 200 nouveaux patients par an. Certains de ces cancers du foie pourraient être provoqués par le bromoxynil, un herbicide vendu par Bayer, classé cancérigène possible aux États-Unis. Les rats exposés à ce produit chimique sur le long terme ont des tumeurs dans le foie. Même chose pour l'iprodione de Bayer, un fongicide classé cancérigène probable par les autorités américaines en raison de son impact sur l'apparition de tumeurs du foie. L'iprodione était utilisé jusqu'en 2018 sur 80 cultures en France, comme les carottes, les fraises ou les laitues.

Je peux aussi citer la molécule d'iprovalicarbe, un fongicide utilisé dans la vigne, classé cancérigène possible en France à cause de son action sur le foie, vendu chez Bayer sous le joli nom de Cassiopée. Ou celle d'isoproturon, un herbicide utilisé massivement sur l'orge en France jusqu'en 2017, cancérigène possible qui peut provoquer des tumeurs hépatiques.

La multinationale continue de vendre certains de ces produits, très lucratifs, tout comme son médicament indiqué pour soigner les cancers gastro-intestinaux et du foie, le Stivarga. C'est l'un des plus gros succès actuels de la multinationale : 411 millions d'euros de vente en 2019, soit une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente, la plus forte progression de ventes des produits pharmaceutiques de la marque. Bayer en détient les droits exclusifs jusqu'en 2030. En d'autres termes : le cancer, ça paie.

Mais l'anticancéreux qui rapporte le plus à Bayer, c'est le Nexavar, un traitement contre le cancer de la thyroïde. Sans grande surprise, la firme commercialise aussi, au bas mot, sept pesticides suspectés de causer des cancers de la thyroïde, comme le Merlin Flexx, un herbicide utilisé pour le

maïs.

Le Nubeqa et le Xofigo, des traitements Bayer contre le cancer de la prostate, sont aussi très lucratifs. Devinez quelle profession est parmi les plus touchées par cette maladie ? Les agriculteurs. Une enquête lancée en 2005 auprès de 180 000 membres de la Mutualité sociale agricole démontre qu'il y a davantage de cancers de la prostate chez les agriculteurs (+ 7 %) que dans le reste de la population. Pour Pierre Lebailly, le coordinateur de l'étude, « cela semble lié à l'utilisation de pesticides [...] mais aussi d'insecticides sur les animaux, notamment dans les élevages bovins ».

Le potentiel économique d'Aliquote, le tout nouveau traitement de la multinationale contre les lymphomes folliculaires, un type de cancer du système lymphatique, est également considérable. C'est de ce type de cancer qu'est atteint le jardinier Dewayne Johnson, qui vient de gagner en justice contre Bayer après que le jury a reconnu le potentiel lien entre le Roundup et sa maladie. Comme lui, parmi les 95 000 plaignants américains qui attaquent le groupe en justice aux États-Unis, certains soignent leur maladie – qu'ils attribuent à Bayer – avec des médicaments Bayer. Absolu cynisme.

Le groupe refuse mes demandes d'interview à propos de son business model pour le moins surprenant. J'ai profité de l'offensive de communication de la firme dans les médias pour tenter d'obtenir une réponse. Peut-être avez-vous remarqué ces publicités de Bayer sur les sites Internet de *Libération* ou des principaux quotidiens français. Désormais, lorsque vous cliquez sur un article en lien avec les pesticides, il y a de fortes chances que vous y trouviez un encart de Bayer vous proposant de « se parler ». Si vous cliquez dessus, vous tomberez sur le site officiel de Bayer qui vous accueille avec cette phrase : « Nous avons conscience que nos secteurs d'activité, la santé ou l'agriculture, sont au cœur d'enjeux sociétaux cruciaux et peuvent générer des interrogations, parfois des craintes. C'est pourquoi, résolument engagés dans une démarche de transparence, nous répondrons par retour de mail aux questions que vous vous posez sur nos activités, nos valeurs et notre stratégie. La parole est à vous. »

J'ai sauté sur l'occasion. Ma question était toute simple : « N'est-ce pas un problème d'éthique de vendre des produits chimiques dont certains sont classés cancérigènes probables ou possibles par plusieurs autorités réglementaires, et dans le même temps des traitements contre le cancer ? »

Quelques jours plus tard, miracle : Bayer me répond enfin par mail. J'ai laissé la mise en forme d'origine :

Bonjour Monsieur Boudot,

Tout d'abord, nous sommes bien conscients que d'être engagés dans les domaines de la santé et de l'agriculture représente **une grande responsabilité** ; c'est aussi une grande fierté pour nous que de pouvoir nous investir sur des enjeux aussi essentiels, au cœur des préoccupations actuelles. **Ensuite, il est important de préciser que les produits phytosanitaires de Bayer ne présentent pas de risque pour la santé et l'environnement lorsqu'ils sont appliqués selon les recommandations d'usage.** [...]

Enfin, **nos activités sont complémentaires** car Bayer est une entreprise des sciences de la vie dont toutes les activités ont pour mission de **protéger la vie, qu'elle soit humaine ou végétale**. Les produits que nous développons, fruits de notre innovation scientifique, protègent les Hommes (cancers, maladies cardiaques, maladies de la rétine, etc.), les cultures (produits phytosanitaires lorsque les cultures sont attaquées par des nuisibles ou des maladies souvent dues à des champignons, semences robustes adaptées aux aléas climatiques...). Être un acteur majeur en santé et en agriculture nous permet d'une part de renforcer et d'accélérer notre recherche en mutualisant ressources et investissements. D'autre part de partager les connaissances et les savoir-faire de nos métiers scientifiques au sein de notre entreprise : biologistes, chimistes, toxicologues, experts en nouvelles technologies telles que la data science et l'intelligence artificielle, et bien d'autres métiers.

Le service Communication de Bayer France

////////////////////

Bayer S.A.S.

16 rue Jean-Marie-Leclair – CS 90106

69266 Lyon Cedex 09 – France

www.bayer.fr

Ne nous méprenons pas : loin de moi l'idée de critiquer les recherches et les succès du département oncologique de Bayer. Grâce à ses médicaments anticancéreux, le groupe sauve des vies et permet aux patients de mieux vivre leur maladie. Mais je m'interroge sur les discussions que peuvent avoir à la cantine les chercheurs du service « médicaments » de Bayer quand ils rencontrent leurs homologues du département « pesticides ».

« Ce que tu as découvert me paraît complètement fou et ça pose un problème éthique farouche », réagit Stéphane Foucart, journaliste au *Monde*. Écharpe au cou et lunettes rondes, il couvre l'actualité des sciences pour le quotidien depuis 2003. Il a révélé de nombreux scandales sur les pratiques des grands groupes agrochimiques et a remporté les prix journalistiques les plus prestigieux. C'est vers lui que je me suis tourné en premier quand j'ai commencé à m'intéresser à Bayer, en 2014. Il reprend : « Je pense qu'on a démantelé des entreprises pour moins que ça. Il faudrait

interroger les historiens, mais ce modèle a-t-il déjà existé ? Comment les autorités ont-elles pu laisser passer ça ? »

Cette question me préoccupait aussi. En fait, les raisons de cette incurie tiennent autant à une bonne dose de lobbying qu'à l'incompétence d'une administration dépassée par le gigantisme des multinationales comme Bayer.

Lorsque je contacte le ministère de l'Agriculture pour connaître sa position sur le sujet, la réponse est claire : « Nous ne pouvons que nous exprimer sur la partie pesticides. »

Quand j'écris au ministère de la Santé, même son de cloche : « Nous ne pouvons vous répondre que sur la partie médicament. »

Enfin, au téléphone, les services du ministère de la Transition écologique reconnaissent eux aussi leur impuissance.

Chacun dans son domaine d'expertise, chacun calfeutré dans sa tour d'ivoire.

Voilà comment des entreprises comme Bayer prospèrent dans tous les secteurs sans qu'aucune institution analyse la vue d'ensemble.

À force d'insister, j'ai quand même obtenu l'attention des plus hautes autorités de l'État.

Lorsque je rencontre le Pr Jean-François Delfraissy à la fin janvier 2020, il n'est pas encore connu du grand public. Ce n'est qu'un mois plus tard, quand il prend la tête du Conseil scientifique Covid-19, qu'il devient celui qui murmure à l'oreille d'Emmanuel Macron.

En cette inhabituelle chaude journée de janvier, quand je le retrouve dans le 7^e arrondissement de Paris, le Pr Delfraissy n'est « que » président du Comité national consultatif d'éthique. Le Comité a été créé en 2016 pour donner des avis sur les problèmes éthiques et les questions de société dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé. C'est par exemple le Comité qui a été saisi pour y voir plus clair sur l'aide médicale à la procréation pour les couples de femmes.

Le Pr Delfraissy, spécialiste en immunologie, connaît bien les médicaments du laboratoire Bayer. Il a tout de suite accepté de me rencontrer. Pour être honnête, quand je monte dans l'ascenseur pour rejoindre son petit bureau, je m'attends à un discours aussi terne que la tristesse de ce bâtiment administratif. Il n'en est rien. Delfraissy est un punk en blouse blanche. Mes

découvertes le scandalisent. À peine assis, il me lance : « Comment la même boîte peut-elle d'un côté faire du business sur des produits considérés comme ayant un potentiel cancérigène et de l'autre commercialiser des médicaments anticancéreux en général ? Bayer, c'est une entreprise de santé à l'origine, au service de l'homme et de l'humanité, c'est incompatible avec le reste. Ça me pose des questions éthiques et ça m'interpelle, il y a un vrai problème. Cela ne me surprend qu'à moitié, car on a confié ces grands laboratoires à des financiers. Ils ont fait le choix des actionnaires et de la Bourse en cherchant à maintenir les dividendes. Les niveaux de dividendes du secteur des grandes entreprises pharmaceutiques sont comparables à ceux de l'industrie du luxe, ça pose question, non ? »

Le Pr Delfraissy me promet qu'il va faire remonter un signalement sur le business model de Bayer au Comité éthique du Conseil de l'Europe. Il n'exclut pas non plus de s'autosaisir sur la question et veut directement interpeller le LEEM, Les entreprises du médicament, le lobby du secteur, pour leur demander des comptes. Avant de partir, alors que nous nous serrons la main, il lâche : « Je me demande quand même pourquoi c'est un jeune journaliste comme vous qui soulève tout ça, et pas les institutions. Comment la Commission européenne a-t-elle pu laisser passer ça ? Pourquoi nos ministères ne réagissent pas ? »

Et si la réponse à toutes ces questions tenait au fait que le lobbying qu'exerce Bayer à tous les niveaux de la chaîne était tout simplement d'une efficacité redoutable ?

[1.](#) Voir chapitre 15, « Désinformation organisée ».

Lobbytomie

C'était quelques mois avant sa démission.

Plongé dans les dossiers posés sur son bureau du 246, boulevard Saint-Germain à Paris, Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique et solidaire, est interrompu par la sonnerie de son téléphone. Il raconte : « Je reçois un coup de téléphone de quelqu'un qui travaille auprès du P-DG d'une des plus grosses entreprises françaises, investie dans le domaine de l'environnement. "Nous avons appris que Monsanto avait demandé à une officine belge de s'occuper de ta réputation", me dit-il. J'en parle au Premier ministre Édouard Philippe et lui demande : "Je fais quoi, Édouard, avec ça ?" Il répond : "Tu fais exactement ce que tu viens de faire : tu m'en parles et tu oublies." »

L'ancien animateur télé n'en revient toujours pas. « J'étais peut-être un peu naïf, déclare-t-il. Je pensais qu'un ministre était un minimum protégé et qu'il y aurait une enquête pour savoir ce qu'il y avait derrière. En fait, c'est resté lettre morte. »

Un ministre de la République, cible du groupe Bayer qui détient Monsanto depuis 2016 ? Le groupe dément et dénonce des « allégations très graves et diffamatoires ». Il n'empêche, pour Hulot, la multinationale représente « la pire firme du monde », je l'ai dit. « Toutes les portes lui sont ouvertes dans la plupart des institutions, affirme-t-il. Ce lobbying musclé est intense. »

Ce témoignage de l'éphémère ministre pique ma curiosité. Loin des fantasmes et des discours, je veux savoir : quelle influence a réellement le groupe Bayer sur nos institutions et les hommes qui les représentent ?

J'ai découvert le lobbying de Bayer en Europe dans les rues de Bruxelles, en 2013. Avec l'équipe de « Cash Investigation », nous prenons part au « Lobby Tour », une virée dans la capitale belge à la découverte des meilleures « adresses de lobbying ». L'événement est organisé par l'association Corporate Europe Observatory (CEO), un groupe de chercheurs qui militent pour mieux contrôler les pratiques des groupes d'influence. Au fil des années, le CEO s'est forgé une solide réputation, au point d'être craint par les plus grandes multinationales et les élus européens.

« La palette de ces lobbyistes est vaste », nous explique ce matin-là notre guide, Martin Pigeon. La trentaine, catogan et petite barbe, c'est l'un des membres historiques de l'association. « Leurs méthodes vont de la pression amicale au dénigrement, des campagnes de communication classique aux menaces de procès. »

Le militant nous amène devant le 40, square de Meeûs. C'est le cœur du lobbying européen. Dans cet imposant bâtiment vitré se croisent les représentants des banques Goldman Sachs ou HSBC, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock, ou encore Apple. C'est ici que Bayer a élu domicile.

Encore aujourd'hui, au cinquième étage, les 24 hauts cadres de la firme s'affairent pour tenter d'influencer les décisions européennes. La seule trace de leur présence se limite à quelques plaques discrètement apposées dans le hall.

Parmi ces silhouettes qui préfèrent rester dans l'ombre, celle de Raquel Resendes, en charge des lois sur la santé pour Bayer. Cette jeune Portugaise aux longs cheveux bruns connaît à merveille les rouages de l'Union européenne. Il faut dire qu'elle a été assistante parlementaire d'un eurodéputé de son pays natal, Luis Paulo Alves. Les assistants parlementaires sont les chevilles ouvrières du Parlement : ils organisent l'agenda de leur eurodéputé, leurs déplacements, rédigent même leurs amendements et rencontrent secrètement les différentes parties prenantes. C'est par eux que nous passons pour obtenir des interviews, ce sont même parfois d'excellentes sources d'information. Bref, pour les multinationales comme Bayer, recruter un

collaborateur parlementaire dans son équipe de lobbyistes, c'est le pesticide sur la cerise.

Ce n'est pas un hasard si le bureau bruxellois de Bayer était dirigé jusqu'en 2017 par Bernd Halling, ex-assistant parlementaire pendant cinq ans d'Axel Schäfer, eurodéputé allemand. Malgré mes mails et mes appels du pied, Halling n'a jamais voulu me rencontrer pour parler de son expérience. Le grand communicant est resté désespérément muet... C'est sous sa houlette que Bayer et l'industrie des pesticides ont mené un lobbying intense contre les projets européens d'interdiction des néonicotinoïdes, ces insecticides tueurs d'abeilles.

Bayer est allé jusqu'à poursuivre en justice l'Union européenne en demandant l'annulation de l'interdiction de ses pesticides tueurs d'abeilles. La firme est finalement déboutée en mai 2018, mais elle s'est depuis trouvé un nouveau combat : la réglementation sur les perturbateurs endocriniens. Ces molécules, que l'on retrouve dans beaucoup de produits de notre vie quotidienne – les plastiques, les cosmétiques, les lunettes, les semelles de chaussure, les chemises – et dans un large panel de pesticides, interagissent avec notre système hormonal. Elles sont soupçonnées d'être la cause de troubles graves de la santé et d'avoir un fort impact sur notre environnement.

« Bayer semble incapable de résister à la tentation de s'engager dans les dossiers politiques les plus brûlants, raconte Martin Pigeon depuis son minuscule bureau qui déborde de piles de papier. Parmi les méthodes de lobbying employées autour des perturbateurs endocriniens, on retrouve surtout "la fabrique du doute", une stratégie consistant à jeter le discrédit sur des études scientifiques. »

L'expression est bien connue dans le milieu du lobbying. C'est très simple : il s'agit de semer la confusion en niant les preuves scientifiques grâce à l'aide d'un petit groupe d'« experts indépendants » et de médias naïfs, voire complaisants. C'est une arme de persuasion massive très efficace. La méthode a été utilisée à merveille par les industriels du tabac dans les années 1950. Ils finançaient des études dont l'objectif était d'instiller le doute sur les travaux scientifiques indépendants, montrant que fumer augmentait les risques de cancer du poumon. Soixante-dix ans après, cela nous fait sourire, mais cette technique a permis de faire gagner beaucoup de temps, et donc de l'argent, aux cigarettiers.

Bayer jette toutes ses forces dans la bataille d'influence en Europe. Le groupe a plus que doublé ses dépenses annuelles de lobbying au sein de l'Union européenne depuis 2016, passant de 1,989 million d'euros à 4,295 millions d'euros. C'est le montant le plus élevé du club du « Big Pharma », les plus grands laboratoires pharmaceutiques au monde. Et encore, il ne prend pas en compte tous les contrats passés avec des cabinets de lobbying internationaux, dont celui à 14,5 millions d'euros signé avec l'agence FleishmanHillard jusqu'à la fin 2017, dans le cadre de la réautorisation du glyphosate.

En 2019, la multinationale attaque tous azimuts : elle s'oppose fermement au projet de réforme des niveaux de résidus de pesticides dans les denrées alimentaires importées ; soutient avec force l'adoption du « principe d'innovation » comme réponse au « principe de précaution » ; proteste jusque dans les bureaux de la Commission européenne contre l'interdiction de l'exportation de pesticides interdits en Europe.

Et Bayer se donne les moyens de son ambition. Depuis quelques années, la firme complète ses équipes d'ex-assistants parlementaires avec d'anciens fonctionnaires du Parlement européen. Le jeune Alex Gibbs, après un passage à la Direction générale de la santé de la Commission européenne, dirige aujourd'hui le département « pharma » du bureau bruxellois de Bayer. Mieux encore : Caroline O'Sullivan, après avoir passé cinq ans au Comité pour l'agriculture et le développement rural du Parlement, est aujourd'hui en charge des « affaires agricoles » chez Bayer.

Dans le milieu, on appelle ça le pantouflage. « *Revolving door* », en anglais. Ou l'art de jongler entre de hautes responsabilités dans le public et des postes dans le secteur privé, tout en continuant à traiter les mêmes sujets. L'exemple le plus frappant de ces dernières années n'est autre que Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne (2004-2014), recruté par la banque Goldman Sachs à la fin de son mandat. Aujourd'hui, selon l'ONG Transparency International, 30 % des anciens députés du Parlement européen travaillent pour des organisations inscrites au registre des lobbyistes de l'Union européenne. Et plus de 50 % des ex-commissaires européens sont devenus lobbyistes.

Plusieurs associations alertent depuis des années l'Union européenne sur cette pratique scandaleuse. Dont CEO, l'association pour laquelle travaille Martin Pigeon : « Actuellement, des règles sont supposées prévenir les

conflits d'intérêts, mais elles sont très limitées et mal mises en œuvre, déplore-t-il. En conséquence, les entreprises de lobbying bruxelloises débordent d'anciens responsables de la Commission et du Parlement bien au fait des rouages du système. »

Ces pratiques ne sont pas l'apanage de l'UE. Aux États-Unis, Bayer dépense chaque année près de 10 millions de dollars en lobbying. Au moins 14 lobbyistes de son cabinet de Washington sont d'anciens hauts responsables de l'administration américaine.

En Allemagne, la pieuvre Bayer déploie aussi ses tentacules sur la vie politique. Jan Pehrke, de l'association Coalition contre les méfaits de Bayer, note minutieusement les noms des hommes et femmes politiques passés par le groupe. Comme Cornelia Yzer, ancienne juriste de Bayer, devenue secrétaire d'État à la Recherche avant de terminer sa carrière politique comme sénatrice jusqu'en 2016. Comme Heribert Zitzelsberger, cet ancien chef du département fiscal de Bayer, nommé en 1999 au ministère des Finances pour piloter la réforme baissant le taux de l'impôt sur les sociétés. Ou comme Hans-Olaf Henkel, membre du Conseil de surveillance de Bayer pendant une dizaine d'années, aujourd'hui eurodéputé allemand du parti nationaliste et eurosceptique Alternative für Deutschland (« Alternative pour l'Allemagne »).

L'un des plus gros coups de la multinationale, c'est le récent recrutement de Matthias Berninger. Outre-Rhin, cet ancien professeur est une figure incontournable de l'écologie politique. Élu député en 1994, il entre au Bundestag à seulement vingt-trois ans, ce qui fait de lui le benjamin de l'Assemblée. Sous la bannière des Grünen – les Verts –, il incarne la nouvelle génération allemande qui veut replacer l'environnement au cœur des préoccupations. Mais le temps a tendance à éroder les convictions. Le 1^{er} janvier 2019, Matthias Berninger troque son pull-over ample contre un sombre costume trois-pièces : il dirige désormais le service « Relations publiques et développement durable » de Bayer. On ignore le pont d'or que la multinationale lui a offert, mais c'est de toute évidence un succès d'image pour la firme. Depuis, Berninger fait le tour des médias et rencontre ses anciens camarades du Parlement pour répéter les mêmes messages en boucle : « Le glyphosate est bon pour le climat » et « Bayer s'est fixé un objectif de neutralité carbone d'ici à 2030 ».

La France n'échappe pas au puissant lobbying de Bayer. Officiellement, le bureau de lobbying de Bayer France dépense entre 200 000 et 300 000 euros par an. Dans les faits, les sommes investies seraient bien plus élevées. Bayer soutient des groupes très influents comme France Chimie ou l'Union française des semenciers. La multinationale fait aussi partie de l'Union des entreprises pour la protection des jardins et espaces publics, le lobby qui s'était opposé au projet de loi du sénateur Joël Labbé sur l'interdiction des pesticides dans les espaces publics.

Bayer est aussi l'un des membres de l'Union des industries pour la protection des plantes, l'UIPP, le lobby des pesticides. « En mai 2018, ce sont eux qui ont eu accès à mon amendement pour interdire le glyphosate avant même qu'il soit rendu public », se rappelle, toujours énervée, Delphine Batho, députée des Deux-Sèvres, ancienne ministre de l'Écologie. Au téléphone, elle me raconte : « C'était dans le cadre du projet de loi sur l'agriculture et l'alimentation. J'y présentais un amendement demandant l'interdiction du glyphosate. Comme lors de chaque présentation d'amendement, nous le rentrons dans un logiciel interne afin qu'il soit traité par les services de l'Assemblée nationale. L'UIPP, je le sais, y a eu accès avant même qu'il ne soit porté à la connaissance de mes collègues députés. Un lanceur d'alerte m'a transmis un mail d'une firme de l'agrochimie contenant en pièce jointe une note de l'UIPP. C'était en réalité leur argumentaire faisant référence à mon amendement sur l'interdiction du glyphosate, avec une erreur sur la liste des signataires. Or, cette erreur n'a existé que dans le logiciel interne au dépôt des amendements de l'Assemblée nationale. »

Bayer aurait donc des accès privilégiés à l'Assemblée nationale ? La firme reconnaît en tout cas qu'une lobbyiste est officiellement en charge « des affaires publiques et gouvernementales de Bayer » et qu'elle a donc ses entrées au Sénat et à l'Assemblée. Elle aussi a fait un passage dans le cabinet d'un eurodéputé, en l'occurrence celui de la Française Françoise Grossetête.

L'entreprise dément en revanche toute manipulation. « Nous tenons à réaffirmer avec force que les accusations de Mme Batho sont dénuées de tout fondement, affirme Franck Garnier, président de Bayer France, dans un communiqué. Nous exerçons nos activités avec responsabilité, éthique et transparence, dans le plus strict respect des lois encadrant nos pratiques. »

L'enquête diligentée par l'Assemblée n'arrivera pas à découvrir l'origine

de la fuite. Mais Delphine Batho n'en démord pas. « Franchement, je pensais avoir tout vu de l'influence des lobbies sur la décision publique, mais là, c'est une étape supplémentaire. Ces groupes ont une puissance et une résistance au changement hors du commun. Il ne faut pas oublier que Bayer, maintenant, c'est le glyphosate, et, le glyphosate, c'est le produit à l'origine de l'affaire des "Monsanto Papers", l'une des plus grandes opérations de corruption de l'expertise scientifique. »

Le scandale de ces fameux « Monsanto Papers » a été révélé au grand jour au cours de mon enquête. Il allait plonger le groupe Bayer dans une tempête médiatique inédite.

Désinformation organisée

C'est une publication sans précédent pour le groupe Bayer-Monsanto. Au printemps 2017, la justice américaine dévoile des dizaines de milliers de pages de documents internes de Monsanto. Des mails, des fax, des rapports, des correspondances avec les autorités, des échanges avec des consultants, etc. Le géant de l'agrochimie n'a eu d'autres choix que de les rendre publics à la suite de procédures judiciaires engagées aux États-Unis.

Les « Monsanto Papers » sont nés. Au *Monde*, les journalistes Stéphane Horel et Stéphane Foucart s'y plongent pendant des mois. Après les avoir passés en revue, Foucart n'y va pas par quatre chemins : « Monsanto se livre à une vraie désinformation sur le glyphosate. » Il explique notamment comment la firme avait, dès le début des années 1980, de sérieux doutes sur la sûreté de son produit. En 1983, une étude commanditée par la société indiquait par exemple que des souris exposées au glyphosate développaient une tumeur rénale rare.

Les deux journalistes dévoilent aussi l'organisation d'une stratégie de « ghostwriting », littéralement « d'écriture fantôme » au sein de l'entreprise. L'idée est – reconnaissons-le – assez géniale : Monsanto fait rédiger des études à ses propres employés, puis les fait signer par des scientifiques extérieurs, apportant ainsi crédibilité et prestige aux publications.

Publier dans les revues scientifiques est capital pour les firmes agrochimiques. Lorsque les agences nationales et internationales doivent autoriser ou réautoriser des molécules, elles s'appuient sur les études publiées sur le sujet. Et, parmi celles-ci, les études qui paraissent indépendantes et non financées par l'industrie sont souvent les plus influentes.

Monsanto l'a bien compris. En 2016, alors que Bayer passe à l'attaque pour racheter la firme américaine, les dirigeants de Monsanto demandent à un cabinet de consultants de lui trouver près de 15 experts, professeurs et consultants privés pour rédiger des synthèses sur l'absence de lien entre glyphosate et cancer. Ces experts, rémunérés par Monsanto, écrivent cinq articles sur le sujet, qui sont ensuite « passés en revue » et « lourdement amendés » par les cadres de la multinationale. En septembre 2016, ces cinq études sont publiées dans une édition spéciale de la *Critical Reviews in Toxicology*, une référence dans le domaine. La revue scientifique précise que Monsanto a financé ces recherches, mais rassure la communauté des chercheurs : les employés de Monsanto n'ont eu aucune influence sur le contenu. Grâce aux « Monsanto Papers », nous savons aujourd'hui que c'est faux.

Dans le même style, en novembre 2010, Donna Farmer, l'une des principaux toxicologues salariés de Monsanto, envoie les « 46 premières pages » d'un article à un cabinet de consultants, chargé de trouver une revue scientifique pour publication. Quelques mois plus tard, son vœu est exaucé. L'étude paraît dans le *Journal of Toxicology and Environmental Health, Part B*, mais les noms de Donna Farmer et de Monsanto n'apparaissent nulle part. Seuls les consultants extérieurs et des experts missionnés par Monsanto sont cités. Une nouvelle fois, l'étude cherche à laver la réputation du glyphosate. Elle affirme qu'il ne présente pas de risque pour le fœtus.

Le phénomène ne s'arrête pas aux publications scientifiques. Plusieurs articles du biologiste américain Henry Miller, publiés par le magazine économique *Forbes*, ont en réalité été écrits presque entièrement par des salariés de Monsanto. La firme veut ainsi répondre au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) qui vient de classer le glyphosate comme cancérigène probable pour l'homme. Un cadre de Monsanto propose à Henry Miller « d'en écrire davantage au sujet du CIRC, son processus et sa décision controversée ». « J'ai les informations de base et je peux les fournir si besoin », poursuit ce salarié. Le biologiste accepte. Le texte que Monsanto lui

transmet est diffusé presque sans changement sur Forbes.com. En août 2017, à la suite de ces révélations, le magazine économique supprime l'ensemble des tribunes signées par Henry Miller sur son site.

Les méthodes du groupe sont parfois encore plus subtiles. Comme en atteste l'affaire des « faux agriculteurs ».

« Agriculture et Liberté ». Le nom sonne bien. Officiellement, Agriculture et Liberté est un « groupe d'agriculteurs français unis pour protéger notre mode de vie et nos moyens de subsistance ». Mais, sur leur site, impossible de savoir qui en sont les fondateurs. En réalité, il s'agit d'une campagne menée par Red Flag, un lobby qui travaille pour Monsanto, racheté par Bayer, et qui a créé ce genre d'entité dans au moins sept pays d'Europe.

Cette fois, c'est l'association Greenpeace qui dévoile l'affaire.

La stratégie du cabinet est simple : envoyer des hôtessees dans les salons et foires agricoles afin de vanter les bienfaits du glyphosate. Dans leur enquête, les militants de Greenpeace ont notamment retrouvé des témoignages des hôtessees présentes dans certains de ces salons, qui affirment avoir été briefées pour distribuer des documents de « clarification de la vérité » sur l'herbicide pour recueillir des signatures de soutien. Pendant les six premières semaines de l'opération, plus de 50 hôtessees écument 25 événements et recueillent les données personnelles de près de 14 800 clients potentiels dans huit pays (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni), dont près de 3 500 dans l'Hexagone.

Dans les salons où elles interviennent, les hôtessees suivent un script de questions-réponses établi à l'avance : elles demandent aux visiteurs s'ils jardinent, puis s'ils utilisent du glyphosate, s'ils sont au courant que l'Europe souhaite l'interdire et s'ils apprécieraient être informés des actualités sur la question. C'est à ce moment qu'elles leur tendent un formulaire en vue de maintenir le contact. Le tour est joué : sans le savoir, les visiteurs se retrouvent associés à Monsanto. Les lobbyistes regardent ensuite les formulaires et contactent les « champions », des utilisateurs du glyphosate prêts à porter haut leur amour du produit chimique.

C'est le cas de Vincent Guyot, un agriculteur céréalier, par ailleurs utilisateur de Roundup. Auteur d'une tribune parue dans le journal *Les Échos*, il est devenu le symbole d'un monde paysan uni pour défendre le glyphosate.

Il défend ardemment la molécule au moment où l'Europe statue sur sa possible interdiction.

Cette tribune lui a en fait été commandée et rédigée en quasi-intégralité par l'agence de communication embauchée par Monsanto, qui vient alors de fusionner avec Bayer. « C'est Agriculture et Liberté qui m'a proposé de faire une tribune pour répondre aux députés à ce moment-là », finit-il par concéder en mai 2019 aux journalistes d'« Envoyé spécial », le magazine de France 2. Il révèle que le groupe lui a aussi proposé d'appeler France Inter pour interpeller une élue écologiste et qu'il est très souvent sollicité par les agences de communication de Monsanto-Bayer.

La multinationale monterait ainsi de toutes pièces, *via* le cabinet Red Flag, un groupe d'influenceurs à travers l'Europe, dans le seul objectif de vanter les bienfaits du glyphosate. Red Flag, qui a également pour client la British American Tobacco, aurait reçu entre 100 000 et 200 000 euros de Monsanto-Bayer en 2017 pour cette opération.

Ces groupes d'agriculteurs, pilotés par Monsanto pour offrir une bonne presse à la multinationale, n'existent pas qu'en France. Il y a aussi Free to Farm en Angleterre ou Libertà di Coltivare en Italie. De leur côté, les responsables de Red Flag affirment « n'avoir jamais prétendu être un groupe de fermiers » et « n'avoir exercé aucun lobbying », mais seulement « cherché à rétablir la vérité sur le glyphosate auprès d'agriculteurs qui ont ensuite fait entendre leur propre voix ».

Quelques semaines après ces révélations, une nouvelle fuite de documents met en relief un autre scandale : celui d'un possible fichage à grande échelle.

Le Monde et France 2 révèlent comment 200 personnes – des responsables politiques et des fonctionnaires, des journalistes, des dirigeants d'organisations professionnelles et même des scientifiques – pourraient bien avoir été fichées en fonction de leurs opinions sur le glyphosate ou les OGM. Le tout à la demande de FleishmanHillard, un cabinet de lobbyistes embauché par Monsanto, on l'a vu.

Quand ils remplissent le « Fichier Monsanto » en novembre 2016, ces lobbyistes n'ont qu'une idée en tête : documenter les nouveaux arrivants et les partants du gouvernement français pour mieux les approcher. Stéphane Le

Foll (Agriculture), Ségolène Royal (Environnement) et Marisol Touraine (Santé) sont ainsi classés selon leur opposition au glyphosate. D'autres politiciens le sont également, comme Bruno Le Maire, alors « *Deputy from l'Eure* », ou Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France. Plus étonnant encore, une centaine de journalistes, comme Stéphane Foucart, du *Monde*, ou des dirigeants de syndicats agricoles sont également fichés. Ces personnalités peuvent jouer, selon le cabinet FleishmanHillard, un rôle dans le processus d'interdiction ou d'autorisation du glyphosate.

Les personnes fichées sont aussi classées selon leur soutien à Monsanto, de 1, signifiant « fortement/ouvertement opposé », à 5, « fortement/ouvertement favorable ». Roger Lepeix, secrétaire général de l'Association française pour l'information scientifique (AFIS), connue pour ses positions pro-OGM, est lui jugé « très crédible » (5) et « favorable » à Monsanto (4 ou 5), à une réserve près : « A été accusé d'être lié à Monsanto. » Les « alliés potentiels » sont, pour la plupart, des acteurs des mondes agricole et agroalimentaire, par exemple Xavier Beulin, le défunt président de la FNSEA, la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. On y retrouve aussi l'ancienne navigatrice Maud Fontenoy, en tant que « conseillère de Nicolas Sarkozy », « plutôt sceptique, mais ouverte d'esprit ». Interrogée, Ségolène Royal, classée hostile, juge ces pratiques « condamnables ». « Le lobbying, c'est ça : savoir quelle personne approcher puis manipuler pour changer une décision », estime celle qui obtient le score le plus bas en matière de « soutien existant à Monsanto » : zéro. « Ce qui est pervers, c'est le lobbying dissimulé qui utilise des moyens illégaux s'apparentant à de l'espionnage », affirme-t-elle alors.

Bayer, qui promet avoir découvert ce fichage dans la presse, finit par devoir présenter ses excuses. Dans un communiqué, la multinationale précise : « Après une première analyse, nous comprenons qu'un tel projet ait suscité des inquiétudes et des critiques. Ce n'est pas la manière avec laquelle Bayer chercherait à dialoguer avec les différents groupes d'intérêt et la société et nous présentons en conséquence nos excuses. » La firme ajoute « ne tolérer aucun agissement qui soit contraire à l'éthique ».

Bayer l'assure : les méthodes employées par Monsanto avant son rachat par la multinationale allemande ne sont pas les siennes. C'est vrai, les méthodes de la multinationale allemande sont bien plus subtiles. Mais les vieilles habitudes demeurent.

Berlin, 26 novembre 2019.

Des tracteurs à perte de vue. Sur l'avenue du 17-Juin, en face de la porte de Brandebourg, 10 000 agriculteurs en colère, debout sur leurs machines, bloquent la circulation. Ils sont venus protester contre les politiques de protection de l'environnement du gouvernement allemand. Celui-ci souhaite limiter l'utilisation d'engrais afin de lutter contre la pollution aux nitrates des eaux souterraines et veut éliminer le glyphosate d'ici à 2023 pour protéger la biodiversité.

L'un des « paysans » les plus critiques du gouvernement allemand s'appelle Wilhelm Kremer-Schillings, ou « Farmer Willi », selon ses propres termes. Grâce à son blog, sa campagne contre les restrictions en matière de pesticides et sa défense d'entreprises comme Bayer, il est devenu l'un des agriculteurs allemands les plus renommés en Allemagne.

Farmer Willi est un homme d'action. Avant la manifestation de Berlin, il a demandé aux agriculteurs de toute l'Allemagne d'enfoncer de grandes croix vertes dans leurs champs, symbole de l'écologie tuant les paysans. Les télévisions adorent, l'image est reprise dans tout le pays.

Intrigué, le journal allemand *Taz* enquête sur Farmer Willi. Et le quotidien fait d'étonnantes découvertes. S'il se présente comme un petit agriculteur travaillant dans une « ferme traditionnelle » dans le Bas-Rhin, il a surtout beaucoup d'intérêts dans l'agrochimie. Il a d'abord été employé dans la division des produits chimiques du groupe Schering – racheté plus tard par Bayer. Puis il a conseillé les agriculteurs sur les pesticides pour le producteur de sucre Pfeifer & Langen. Il est par ailleurs le vice-président d'une importante coopérative agricole – la Buir-Bliesheimer Agrargenossenschaft, 120 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel –, qui négocie massivement des engrais et des pesticides, comme le glyphosate de Bayer. Le blogueur avait auparavant fait la promotion du glyphosate dans le quotidien *Rheinische Post* ou défendu dans son livre, *Sauerei ! Bauer Willi über billiges Essen und unsere Macht als Verbraucher*, non encore traduit en français, les firmes agrochimiques comme Bayer et Monsanto.

Du jour au lendemain, « Farmer Willi » devient « Chemical Willi ». Cela n'empêche pas Christian Maertin, patron des relations publiques de Bayer, de vanter l'action de Wilhelm Kremer-Schillings sur Twitter. « Félicitations à @BauerWilli_org, qui fait la une des médias allemands mais aussi des

médias hollandais, français, autrichiens et suisses. »

Cette fois, la multinationale soutient mais ne finance pas. En revanche, lorsqu'il s'agit d'influencer les journalistes, la firme serait prête à mettre la main à la poche.

C'est exactement ce qu'il s'est passé avec la plus ancienne organisation de soutien aux journalistes des États-Unis, la prestigieuse Foreign Press Association (FPA). La FPA, basée à New York, récompense chaque année les meilleurs étudiants en journalisme en leur octroyant une bourse d'études. Elle défend aussi la liberté de la presse et se présente comme une association indépendante de toute influence.

Pourtant, en novembre 2019, le journal britannique *The Guardian* dévoile des échanges d'e-mails compromettants entre Bayer et un dirigeant de la FPA.

J'ai eu la chance de lire ces courriels, ils sont accablants. On y découvre comment la firme allemande discute des conditions de son soutien financier à la FPA. En échange d'un don de 50 000 dollars – la plus grosse donation de l'année de la part d'une entreprise –, la Foreign Press Association s'engage à organiser des forums d'une journée pour les journalistes et les « influenceurs des médias » sur des sujets convenus par Bayer, comme « l'agriculture, ou toute autre question », considérée comme importante par la firme.

L'association devrait aussi arranger trois « briefings » pour le compte de Bayer afin de rencontrer des journalistes nationaux et internationaux « sur des sujets qui correspondent aux priorités et objectifs stratégiques de Bayer en matière de communication ». La FPA devient ainsi un outil de promotion du groupe agrochimique auprès des journalistes.

Dans le contrat qui le lie à la FPA, il est également prévu que Bayer siège au conseil et veille à ce que la « sélection des lauréats honorifiques pour les prix de la presse étrangère ne soit pas en contradiction avec les plans et initiatives de communication stratégique de Bayer ». Bayer qui juge des journalistes... Absolument magnifique.

En 2016, à la remise des prix de la FPA, la multinationale assurait d'ailleurs être « fière d'offrir cette bourse aux futurs journalistes et de les aider à poursuivre leurs rêves ». Fort de ce nouveau partenariat, Bayer se sent pousser des ailes et publie un communiqué de presse – quelques jours avant

les révélations du *Guardian* – dans lequel l'entreprise affirme croire en une « presse libre et indépendante » et proclame que toute menace à cette liberté serait « une menace pour notre existence en tant que démocratie ».

C'est plutôt bien joué de la part de Bayer : nous avons souvent une confiance aveugle dans les associations de liberté de la presse, et cette stratégie aurait pu être un formidable outil de communication. Malheureusement pour l'entreprise, suite au départ du dirigeant de la FPA en charge de ce partenariat, le reste de l'association prend connaissance de ces échanges et s'empresse de couper court à ces transactions. Contacté, le vice-président de la Foreign Press Association, Ian Williams, se dit « choqué que le compromis soit si explicite ». Il raconte que les mails montrent clairement que Bayer « tentait d'acheter » l'association de presse.

Face à ces accusations, Ray Kerins, vice-président de Bayer USA et directeur de la communication dans le pays, s'insurge : « Nous soutenons ces organisations car elles en ont besoin. Nous ne demandons rien en retour. » D'après lui, les e-mails seraient mal interprétés.

Je les ai lus en intégralité : ils sont au contraire très clairs et très détaillés. On y apprend par exemple que Ray Kerins devait avoir le droit à cinq minutes précises de discours au gala annuel de la FPA, ou qu'il devait siéger à la table des « invités d'honneur » pour les cent ans de l'association.

Ces stratégies d'influence et ces manipulations cachent en réalité une crainte immense au sein du management de Bayer : face aux critiques, il faut à tout prix sauver le glyphosate, le produit phare de la multinationale.

Il faut sauver le glyphosate

En interne, la direction de Bayer n'a qu'une obsession : « Il faut sauver le soldat glyphosate. » L'enjeu est de taille. Le chiffre d'affaires des produits liés à l'herbicide représente 3 milliards d'euros.

Sur le terrain, les salariés de la firme ont bien entendu le message et appliquent les consignes avec méthode.

Le bureau d'Amérique du Sud de Bayer fait partie des très bons élèves. En 2018, alors que mon avion commence sa descente à Asuncion, au Paraguay, je vois par le hublot les épaisses fumées de la forêt. Ici, pour déforester, on ne s'embarrasse pas de tronçonneuses. On brûle. Dans certaines de ces régions, le pays atteint un triste record : celui de la déforestation la plus rapide au monde.

Au Paraguay, depuis 2001, 5 millions d'hectares sont ainsi partis en fumée, soit la superficie de 500 villes comme Paris. Dans le même temps, la production de soja transgénique a explosé de 480 %. Désormais, ce n'est plus la forêt qui entoure les villages, mais des immenses champs de soja transgénique, en grande majorité des semences OGM du groupe Bayer, traités avec des pesticides du groupe Bayer.

Le Paraguay est stratégique pour la multinationale. À tel point que la firme a installé son bureau régional ici. « Bonjour, bienvenue à la maison. » Juan-Carlos Cruz, le directeur, nous accueille tout sourire, façon ami-ami.

Depuis ses bureaux, il est en charge des antennes de Bolivie, du Paraguay et d'Uruguay de Bayer-Monsanto. C'est la première fois qu'il ouvre ses locaux à un journaliste français.

Après m'avoir refusé une interview en 2015, puis m'avoir vu débarquer à l'assemblée générale de la multinationale, Bayer accepte cette fois de jouer la transparence. Il m'aura fallu plusieurs semaines de discussions avec la direction européenne pour obtenir cet entretien. Depuis, j'ai envoyé une série de questions à la firme sur son business plan mêlant produits classés cancérigènes et médicaments contre le cancer. Nos relations se sont, disons, refroidies.

Au Paraguay, 52 salariés travaillent à Bayer-Monsanto, dans l'un des seuls immeubles ultramodernes de la capitale, dont les bâtiments historiques tombent en ruine un peu partout. Le regard du roi soja est omniprésent, des posters immenses de champs verts scrutent les employés, de la cafétéria à la porte d'entrée. Pas possible non plus d'échapper à la croissance reine : les ventes du groupe actualisées minute par minute sur une dizaine d'écrans disséminés dans tout le bâtiment.

Avant l'interview, le directeur veut me faire découvrir le monde idéal selon Bayer-Monsanto. « Ici, c'est un résumé de qui nous sommes et de notre manière de travailler », me raconte-t-il devant l'affiche haute de 2 mètres qui accueille les visiteurs. Un père, une mère et leur enfant marchent tout heureux à quelques pas des champs de soja. « Nous sommes la technologie et la science et nous sommes au service de l'agriculture pour avoir des aliments de meilleure qualité et plus sûrs pour toutes les familles du monde. » Bayer-Monsanto, fournisseur officiel de bonheur familial ?

« Pour nous, c'est plutôt une malédiction », répond Sonia Acevedo, une mère de famille de trente-huit ans de San Juan, à 250 kilomètres de la capitale. Avec son mari, Juan Pablo, et leurs deux enfants, ils luttent depuis des années contre les plants OGM de Bayer-Monsanto et les épandages de pesticides qui vont avec, les *fumigaciones*, comme ils les appellent ici. Autour de leur petite maison de terre et de tôle, des champs de soja à perte de vue.

Ce midi, Sonia nous prépare un poulet du jardin. Mais pas de légumes. Elle m'explique : « Nous n'arrivons plus à faire pousser les légumes sur notre terre. Les tomates, par exemple, elles ne poussent plus. Avant, on avait aussi des fruits, mais c'est fini. Il faudrait que j'achète des semences OGM et des

pesticides pour que ça pousse ici, mais non, je ne veux pas. »

Ça n'a l'air de rien, mais ce choix n'est pas anodin. Le potager bio de Sonia, ce n'est pas juste un passe-temps, c'est sa survie, ce qui lui permet de nourrir sa famille. « Avant l'invasion du soja, ce n'était pas comme ça, ça poussait, m'explique-t-elle, tout en manipulant des plantes malades dans ses mains. C'est pour ça que nous pensons que c'est à cause de la contamination massive de leurs épandages. Nous sommes submergés. Nous sommes à la merci du soja. »

La famille veut me montrer son ennemi intime, celui du fond du jardin. Lorsque nous atteignons les quelques morceaux de bois qui leur servent de clôture, le voici, à quelques mètres : un immense épandeur de pesticides qui pointe le bout de ses bras mécaniques longs de 25 mètres.

Le mari de Sonia, Juan Pablo, s'énerve :

« Regardez la machine qui va bientôt épandre les pesticides, ça ressemble à un robot.

— Ils vont épandre aujourd'hui ?

— Oui.

— Mais ont-ils le droit de le faire quand il y a beaucoup de vent ?

— Non, mais ils ne respectent pas la loi. »

La plus grande crainte de la famille vient du ciel. Des avions aux cuves chargées de pesticides. Sonia les filme dès qu'ils passent au-dessus du village. L'année dernière, l'aviation civile paraguayenne a enregistré 2 280 épandages aériens. Mais il y en aurait beaucoup plus, la majeure partie des vols n'étant pas déclarée.

« Et que dites-vous à vos enfants quand il y a des pulvérisations comme ça ?

— Je leur dis de se protéger au moins la bouche avec un T-shirt. Mais comme ils traitent le soir ou très tôt le matin, de toute façon avec le vent, ça vient jusque dans leur chambre ou dans la nôtre. Et pour la majorité des enfants, cela a des conséquences immédiates : des maux de crâne, des vertiges, des douleurs au ventre. Ça pique et ça irrite la gorge. Et pour nous c'est pareil. »

Des symptômes classiques d'une exposition aiguë aux pesticides. Dans le village, on se plaint surtout des effets à long terme. Il suffit d'aller à la rencontre des voisins de Sonia pour s'en apercevoir. Hydrocéphalies, malformations congénitales, cancers pédiatriques. Ici, il n'y a jamais eu

d'étude épidémiologique, mais chacune des 450 familles semble pouvoir témoigner de l'impact des pesticides sur les enfants.

Au-delà des maladies, Sonia et les habitants partagent encore le deuil de la famille Alvarez, dont la tragique histoire résume à elle seule la contamination chimique. La doyenne de la famille Alvarez, « Abuela », se souvient, en pleurs : « La plus jeune est morte à 11 heures du matin et l'aînée à 11 heures du soir. »

En 2014, Adela, six mois, et Adélaïde, trois ans, sont mortes à quelques heures d'intervalle après avoir été exposées aux épandages de pesticides. « Leur mère et moi nous ne savions pas quoi faire. Les deux filles étaient là étendues, elles n'arrivaient plus à respirer. Rien de pire ne pouvait nous arriver dans la vie », se souvient Abuela. Leur père, Benitez Alvarez, me raconte : « Ce jour-là, autour de chez nous, les producteurs de soja ont épandu pendant vingt-quatre heures des pesticides. En avion, en tracteur. » De son dossier rongé par l'humidité, Benitez sort quelques photos : « Ça, c'est une photo de l'hôpital local : 26 enfants y ont été admis. »

Tout compte fait il y aura 2 décès, 26 enfants hospitalisés, 7 adultes intoxiqués et 1 cheptel décimé. Près de 50 vaches sont mortes dans le village ce jour-là. Une journée en enfer. Mais le diable se cacherait toujours dans le pré. Aucun producteur de soja des alentours n'a été inquiété. Faute de preuves scientifiques, le procureur local a conclu à un mystérieux virus mortel. Mais la famille n'en démord pas. « Nous ne sommes pas des spécialistes, mais pour nous ça ne fait aucun doute, elles sont mortes à cause des épandages. »

Pour pallier ce manque de preuves scientifiques, le village de Sonia Acevedo a contacté une équipe scientifique d'Asuncion et fait appel à la Dr Stela Benitez, chef du service de pédiatrie à l'hôpital universitaire d'Asuncion.

« Docteur Stela », comme on l'appelle ici, est le genre de personne qui vous réconcilie avec l'humanité. Vingt-cinq ans qu'elle soigne les plus pauvres dans son hôpital public et qu'elle voit les maladies congénitales augmenter sans en comprendre la raison. Avec le Laboratoire de génotoxicité d'Asuncion, la doctoresse a commencé à s'intéresser aux effets des pesticides sur les populations exposées du pays. Il leur manquait quelques milliers d'euros pour réaliser une étude scientifique inédite dans l'histoire du pays. Grâce au budget alloué par France 5 pour mes documentaires *Vert de rage*,

des investigations scientifiques sur des scandales environnementaux, j'ai pu aider au financement de cette étude.

L'idée est très simple : comparer les éventuels dommages génétiques des enfants paraguayens vivant à proximité des champs de soja – et donc des épandages de pesticides – avec ceux des enfants paraguayens vivant dans les mêmes conditions de ruralité, mais à proximité de la seule zone classée agriculture biologique du Paraguay. Prélèvement de sang, de salive et questionnaire détaillé. En tout, ensemble, nous analysons 43 enfants « exposés » et 41 enfants « non exposés ». Résultat : chez les enfants exposés aux pesticides, « un effet génotoxique et cytotoxique plus important a été observé par rapport aux enfants non exposés ». En d'autres termes, les enfants exposés ont un patrimoine génétique plus endommagé. Cette étude exploratoire – imparfaite, car dans l'idéal il faudrait augmenter largement le nombre d'enfants et travailler avec des outils encore plus précis – apporte un premier éclairage sur l'impact des pesticides sur les populations vivant à proximité des champs de soja.

Les résultats de cette étude font d'ailleurs la une des journaux paraguayens et déclenchent un débat national sur l'utilisation des pesticides dans le pays et la part bien trop importante des cultures détruites au profit du soja. En pleine séance, la sénatrice Esperanza Martinez prend à partie des collègues : « Nous avons des lois bien trop permissives sur la réglementation des pesticides. Il est temps de se poser la question de ce que nous voulons pour les générations futures. »

Les pesticides de Bayer-Monsanto sont-ils responsables de cette situation ? Durant ce voyage, nous avons croisé de nombreux ouvriers agricoles qui épandaient du glyphosate. Les semences OGM de la multinationale résistent en effet à l'herbicide, c'est même pour ça qu'elles ont été conçues. Pas besoin de cours d'agronomie : vous plantez les semences OGM Monsanto-Bayer résistantes au glyphosate, puis vous pulvérisez du glyphosate régulièrement pour être sûr que rien n'entrave le développement de votre soja transgénique. Pour Bayer, c'est « tout bénéf » : la multinationale vend le produit et l'entretien qui va avec. Le beurre et l'argent du beurre, en quelque sorte.

Même si le glyphosate est tombé dans le domaine public en 2001, les produits Monsanto-Bayer ont encore la cote chez les producteurs. L'*Homo oeconomicus* a tendance à préférer l'original à la copie.

Sur place, je réalise des prélèvements de soja et de terre agricole afin d'y déceler d'éventuelles traces de glyphosate. Quelques semaines plus tard, je reçois les résultats : les échantillons contiennent de nombreux pesticides neurotoxiques, nocifs pour la reproduction, ainsi que du glyphosate.

J'envoie le tout à Robin Mesnage, toxicologue au King's College de Londres. Robin Mesnage est un chercheur réputé, un expert dont la neutralité est reconnue chez les anti- et pro-pesticides. Les yeux rivés sur nos résultats d'analyse, il me livre son interprétation : « Ça soulève quand même beaucoup de questions d'avoir tous ces pesticides dans une même plante, parce que ce sont des mélanges de molécules très toxiques. On retrouve l'époxyconazole, le thiamethoxame, qui est un néonicotinoïde connu pour avoir beaucoup d'effets sur les abeilles. On a de la bifenthrine qui est un cancérigène, on a du glyphosate avec toutes les interrogations légitimes au sujet de ce produit. C'est quand même beaucoup de mélanges de molécules qui peuvent causer des problèmes de santé. On sait par exemple que le glyphosate, et les différentes formules de Roundup encore plus, vont provoquer des dommages à l'ADN. Quand on constate des atteintes au niveau de l'ADN comme avec votre étude, c'est le signe d'un effet cancérigène, donc c'est vraiment relié. C'est important de voir la relation entre les deux. »

Le glyphosate du groupe Bayer serait donc l'un des principaux suspects des dommages génétiques observés chez les enfants exposés à l'épandage de pesticides.

Dans les bureaux de la multinationale, dans le centre d'affaires d'Asuncion, je présente à Juan-Carlos Cruz notre étude sur les dommages génétiques des enfants de San Juan. Je veux savoir si le groupe Bayer-Monsanto a une responsabilité dans ces résultats. Plusieurs études ont démontré que le glyphosate avait un effet génotoxique. Pourtant, Bayer-Monsanto ne renonce pas au pesticide. Je m'en étonne auprès de lui. Il me rétorque qu'une partie de la science prouve que le glyphosate est sûr, si les produits sont utilisés correctement, et poursuit en affirmant qu'il n'existe aucune étude scientifique robuste qui montre des impacts sur la santé humaine.

Apparemment, le fait que l'Organisation mondiale de la santé classe le glyphosate comme cancérigène probable ne semble pas l'ébranler. À l'entendre, aucun processus scientifique solide n'a entériné cette conclusion, la firme n'a pas l'intention d'arrêter de vendre ces produits. Aux yeux de

Cruz, cette classification ne relève pas de la science solide et n'éclaire en rien le débat.

Le glyphosate serait donc, pour Bayer-Monsanto, une molécule du futur ? Cruz me confirme qu'il s'agit d'un produit très important. Et que, même s'il y a d'autres options pour contrôler les mauvaises herbes, il est très efficace...

Bref, la discussion tourne court. Cruz campe sur les positions défendues bec et ongles par le groupe pour lequel il travaille. En résumé, la « vraie science » est celle qui va dans le sens de Bayer. Le reste ne serait que de la junk science, de la « science poubelle ».

La multinationale évoluera-t-elle un jour ? Décidera-t-elle de retirer l'un de ses produits avant que le législateur ne l'y oblige, et donc après des dizaines d'années – et autant de temps et de ventes gagnés ? Je me pose sincèrement cette question, depuis longtemps. En 2015, je m'étais d'ailleurs invité à une conférence professionnelle dans un grand hôtel parisien pour en parler au patron de la branche « pesticides et semences » de Bayer. Il s'appelle Liam Condon, il est irlandais, et notre discussion ressemble à s'y méprendre à un dialogue de sourds.

Je voulais connaître son point de vue sur les produits vendus par Bayer et classés dangereux pour la santé. Il m'affirme que, tout comme l'alcool peut être dangereux pour la santé s'il n'est pas consommé avec modération, les produits commercialisés par Bayer ne présentent pas de danger s'ils sont utilisés convenablement. À ceci près, comme je lui en fais la remarque, que les gens ont le choix de consommer de l'alcool, alors que les populations, notamment les enfants qui vivent autour des zones où sont épandus les produits Bayer, y sont exposées sans pouvoir protester.

Liam Condon a réponse à tout : les règles très strictes d'utilisation des produits Bayer-Monsanto proscrivent leur épandage à proximité d'enfants, c'est un principe inaliénable. Selon lui, Bayer est une entreprise responsable. Alors, pourquoi la firme ne donne-t-elle pas l'exemple ? Pourquoi ne dit-elle pas : « Évitions de vendre des produits que l'on sait être cancérigènes, mutagènes, neurotoxiques ou toxiques pour le fœtus ? »

Liam Condon ne semble pas voir l'intérêt d'une telle mise en garde : « Quel est l'intérêt s'il n'y a pas de véritable risque ? Si les doses sont bien respectées, il n'y a pas de risque cancérigène. » C'est la seule réponse qu'il me donnera.

J'insiste :

- « Donc vos produits ne sont pas dangereux ?
— S'ils sont utilisés convenablement, ils ne sont pas dangereux.
— Mais si ces produits sont retirés du marché dans les prochains mois, que me direz-vous ? Que finalement ils étaient dangereux ?
— Je ne vois pas pourquoi nos produits seraient retirés. »

Fin de la discussion.

Cette dernière question n'était pas anodine. D'après mon comptage, en France, depuis 1987, 632 produits pesticides du groupe Bayer ont été retirés de la vente. À ma connaissance, aucun ne l'a été de manière volontaire par le groupe. Bayer a chaque fois été obligé de les retirer après que les autorités l'eurent contraint ou furent sur le point de le contraindre, au prix de nombreuses études publiques indépendantes.

Les mots de Werner Baumann, directeur général de Bayer, sont dans la triste lignée du groupe. À l'occasion de l'assemblée générale de la firme en 2019, il assurait : « Nous continuerons de défendre le glyphosate au nom de nos clients dans le monde entier. On a de la sympathie pour les victimes, mais le glyphosate n'est pas responsable de leurs maladies. » Le groupe semble prêt à tout pour défendre ce marché. Sa survie en dépend. Monsieur X, le haut cadre de Bayer, me le confirme : « C'est une période très compliquée. Les difficultés autour du glyphosate sont l'arbre qui cache la forêt. Dans tous les domaines, les voyants sont au rouge. Après les noces du diable avec Monsanto, c'est la descente aux Enfers. »

La fin d'un monde

Les déboires de Bayer avec le glyphosate ont détourné les regards d'une autre réalité, économique : la multinationale est au bord du gouffre.

Il y a d'abord les brevets qui arrivent à expiration. Deux de ses médicaments les plus vendus seront bientôt commercialisés en version générique. Dans le monde de l'industrie pharmaceutique, cela arrive tout le temps. Mais pour Bayer, la situation est très préoccupante. Les bénéfices de Bayer Pharmaceuticals – la branche « médicaments » de Bayer – dépendent fortement de ces deux superproductions : le diluant sanguin Xarelto et le traitement oculaire Eylea. Ensemble, Xarelto et Eylea représentent 35 % des ventes de la branche pharmaceutique de la firme allemande sur l'année 2018. Pour le seul Xarelto, les ventes devraient culminer à plus de 5 milliards d'euros par an jusqu'en 2023, date de la fin de l'exclusivité. Pour l'Eylea, vendu 669 euros l'injection, l'ouverture à la concurrence se fera dans de nombreux pays d'ici à 2025. Pour l'instant, Bayer n'a pas de nouveau « blockbuster » pour leur succéder. Les dirigeants de la firme le promettent à ses actionnaires : parmi les 50 produits actuellement en développement clinique, certains sont très prometteurs et devraient combler le vide laissé par l'Eylea et le Xarelto.

C'est peut-être faire preuve d'un excès de confiance, quand on sait que, en décembre 2018, la société a interrompu les essais du Vilaprisan, un

traitement de l'endométriose et des fibromes utérins. D'après les premiers résultats sur les animaux, les risques d'effets secondaires étaient trop importants. La marque avait pourtant misé gros sur ce traitement, espérant générer jusqu'à 1 milliard d'euros de ventes annuelles.

Il y a aussi l'Anetumab Ravtansine, un médicament contre le cancer lié à l'amiante et qui devait atteindre un pic de vente de 2 milliards d'euros. Il a récemment échoué à un essai clinique crucial. Ce médicament en développement n'a pas réussi à améliorer la survie sans progression de la maladie chez les patients atteints de mésothéliome, une forme de cancer de la plèvre.

Le temps presse pour l'entreprise. Les médicaments mettent beaucoup de temps à se développer. Ne reste qu'une solution pour pallier la chute de revenus dès 2024 : acheter des droits sur des médicaments qui en sont déjà à un stade avancé d'essais cliniques. De tels médicaments sont chers à l'achat, et les finances de Bayer laissent peu de marge de manœuvre. Après avoir racheté Monsanto pour 59 milliards d'euros, le groupe est très endetté. L'an dernier, la dette nette représentait cinq fois l'excédent brut d'exploitation, un niveau qui pourrait décourager les banques ou les investisseurs de prêter davantage.

Pour renflouer ses caisses, Bayer a décidé de céder certaines activités, comme sa filiale vétérinaire ou sa célèbre marque Scholl de soins des pieds. Le groupe a aussi annoncé la suppression de 12 000 emplois dans le cadre d'une restructuration majeure lui permettant d'économiser 2,6 milliards d'euros par an à partir de 2022.

Cela suffira-t-il à rassurer le monde économique ? Pas si sûr. Car Bayer n'a plus bonne réputation. Dans l'ère du capitalisme du XXI^e siècle, ce déficit d'image porte même un nom : les analystes appellent ça « le risque réputationnel », ou comment l'image d'une marque peut altérer ses finances. Ingo Speich, responsable du développement durable chez Union Investment, l'un des fonds qui détient le plus d'actions de Bayer, est très pessimiste. « Bayer a acheté les moutons noirs de l'industrie et a clairement sous-estimé les risques de litige et de réputation, explique-t-il. Nos fonds de développement durable ont par exemple vendu toutes leurs parts dans Bayer. »

Environ 23 milliards d'euros sont investis chaque année dans ces fonds de développement durable, basés sur des critères de responsabilités sociale et

environnementale. C'est un marché à croissance rapide et la multinationale allemande est désormais privée de ce flux monétaire. Bayer a également été retiré du Dow Jones Sustainability Index, un baromètre boursier qui prend en compte les critères de développement durable.

Pas de quoi effrayer les dirigeants de la firme allemande, imperturbables. « Vous ne pouvez pas vous abstenir de prendre une décision simplement parce que certains segments de la population ne sont pas d'accord », n'a cessé de répéter Helmut Schramm, P-DG de la branche « fongicides et semences » de Bayer jusqu'en janvier 2019. Schramm, c'est un employé typique de Bayer. Bouc grisonnant et raie sur le côté, il travaille pour l'entreprise depuis trente ans, dont de nombreux postes à l'étranger, en Turquie, en Angleterre et aux États-Unis. En termes purement commerciaux, il considère l'acquisition de Monsanto comme une étape logique. Elle offre à Bayer, selon lui, l'accès à un nouvel univers de connaissances et de biotechnologies. « Ensemble, nous innovons davantage », dit-il. Avant d'ajouter, la main sur le cœur, que le glyphosate est « moins toxique que la levure chimique ». Les pâtisseries apprécieront.

Schramm soutient que l'agriculture biologique ne fournit pas nécessairement de meilleurs produits et que, en réalité, elle donne des rendements jusqu'à 50 % inférieurs. « Comment allez-vous nourrir le monde avec ça ? » Attardons-nous quelques instants sur ces éléments de langage.

Schramm a raison lorsqu'il affirme que l'agriculture biologique a souvent des rendements moins importants que l'« agriculture conventionnelle », le terme désigné lorsque l'on parle de l'agriculture qui a recours aux pesticides chimiques de synthèse. De très nombreuses études ont tenté d'y voir plus clair. Réunis dans des méta-analyses – sorte de « best of » de toutes les études sur le sujet –, ces travaux indiquent que, en moyenne, le bio est 8 à 25 % moins productif, le tout avec de grandes variations entre plantes. Le riz, le soja et le maïs ont des rendements inférieurs de 6 à 11 %, mais les progrès dans les sélections de variétés laissent espérer une rapide égalité très prochainement.

En revanche, l'écart reste de 28 % pour les fruits et de 27 % pour le blé. Un consensus émerge pourtant sur le fait que les variétés bio sont plus résistantes en condition de sécheresse, ce qui devrait se confirmer avec le changement climatique. Au-delà de l'affrontement agriculture bio/agriculture conventionnelle, il existe d'autres pistes à explorer pour couvrir les besoins

alimentaires de l'humanité. « Notre système agricole actuel produit beaucoup plus de nourriture qu'il n'est nécessaire pour subvenir aux besoins de la planète, rappelle Claire Kremen, professeur de sciences de l'environnement et codirectrice du Berkeley Food Institute de l'université de Californie. Éradiquer la faim dans le monde exige d'améliorer l'accès des populations à la nourriture, pas simplement d'accroître la production. » Sans oublier de mettre fin au gaspillage alimentaire, qui représente près du tiers de la production mondiale de nourriture.

En outre, il y a deux paramètres dont ni Helmut Schramm ni Bayer ne parlent quand ils comparent l'agriculture conventionnelle et l'agriculture bio : l'impact sur l'environnement et la rémunération des agriculteurs. Peut-être parce que l'immense majorité des études concluent que le bio est bien plus respectueux de la nature. Ou que, d'après une étude réalisée sur 55 cultures de cinq continents, le bio rapporte entre 22 à 35 % de plus que l'agriculture conventionnelle quand il bénéficie d'un prix de vente légèrement supérieur, que le consommateur accepte de payer.

Peut-être suis-je moi aussi instrumentalisé par une « campagne politique », comme semble le penser Werner Baumann, le patron de Bayer ? Dans un entretien qu'il accorde au *Spiegel* en janvier 2019, il affirme que Bayer serait victime « d'une campagne politique » délibérément mise en avant par certaines ONG. La raison qu'il invoque ? Le sujet de l'alimentation serait un bon moyen de générer des dons. Ces organisations, soutient-il, jouissent d'une grande crédibilité publique, parce qu'elles prétendent représenter les intérêts de la population. Ces ONG auraient tort : « Nous accordons toujours la plus haute priorité à la sécurité de nos produits », répète-t-il durant toute l'interview, comme il a l'habitude de le faire.

Mais, même en interne, les équipes ne semblent plus y croire. Bayer, qui verrouillait si bien sa communication, voit monter un nouveau front de révolte au sein de ses services. Je le perçois dans le témoignage des salariés qui ont eu le courage de me parler.

« Dans leur famille, les salariés sont parfois pris à partie, considérés comme des pollueurs, voire des délinquants, tant l'image de l'entreprise est devenue exécration », raconte un délégué syndical sous couvert d'anonymat. Oublié, le temps où Bayer était connu comme l'inventeur de l'aspirine. « Les visiteurs médicaux s'entendent parfois dire qu'ils viennent vendre des médicaments pour soigner les maladies que Bayer a lui-même déclenchées »,

ajoute cette source. Comment ne pas comprendre ces inquiétudes face au business plan si particulier de la multinationale ?

Combien de temps la firme pourra-t-elle tenir ? Jan Pehrke, de l'association Coalition contre les méfaits de Bayer, est catégorique : « Personnellement, je pense que Bayer va devoir se diviser et séparer le secteur "pharma" du secteur "pesticides". Il y a déjà des agences de notation qui recommandent une telle séparation. Le risque pour le groupe, c'est que la branche "santé" de Bayer soit engloutie par un rival plus important. »

Le sénateur Joël Labbé, l'un des plus fervents opposants de Bayer, est encore plus radical. Celui qui a réussi à interdire la vente de pesticides aux particuliers et leur utilisation dans les communes a un nouvel objectif. « Il faut attaquer Bayer en justice sur le motif d'écocide. Je suis convaincu qu'il faut une mobilisation citoyenne de ce genre, une sorte de "class action" [« action collective »], pour les mettre enfin devant leurs responsabilités. Mais de toute manière, je sens leur fin venir. La prise de conscience s'accélère et va s'accélérer : c'est la fin de leur modèle. »

Werner Baumann, le patron de Bayer, en a bien conscience : la plus grande menace pourrait bien venir d'un procès hors normes. Il promet d'ailleurs que son entreprise gagnera ceux intentés par les personnes se disant victimes du Roundup et du glyphosate aux États-Unis. Étrange prophétie, quand on sait que, en juin 2020, Bayer finit par annoncer un « accord d'indemnisation » aux États-Unis de 10,9 milliards de dollars pour solder les plaintes des personnes ayant souffert d'un cancer qu'ils imputent à leur exposition au Roundup. Le géant allemand précise toutefois que cet accord financier « ne contient aucune reconnaissance de responsabilité ou de faute ». Une fois de plus, Bayer achète – cher – sa supposée « innocence ».

La firme entend bien continuer la commercialisation du Roundup et n'a pas non plus l'intention de préciser sur ses emballages qu'il serait susceptible de provoquer l'apparition d'un cancer. Werner Baumann en est persuadé : cet accord à l'amiable annonce des lendemains qui chantent. Je suis un peu moins optimiste que lui. Dans les prochains mois, je ne serais pas surpris de voir des salariés de Bayer ou des clients écœurés se muer en lanceurs d'alerte.

L'un des pionniers en matière d'alerte, justement, s'appelle Paul François, que l'on a croisé déjà au début de cet ouvrage. Il est agriculteur et

c'est un ancien client de Bayer.

Quand je le rencontre à l'été 2015, c'est la saison des récoltes. Pour qui dispose d'un potager, c'est la période où tomates, concombres, haricots verts, oignons, échalotes, baies et fruits rouges jaillissent de terre. Pour Paul François, juché au volant de sa moissonneuse, il est temps de faucher les céréales. Ce matin, il s'attaque aux dizaines d'hectares de blé arrivés à maturation.

À première vue, l'homme ne m'apparaît pas comme un militant altermondialiste qui a décidé d'en découdre avec les multinationales. Polo, petites lunettes noires et tempes grisonnantes, ce n'est pas un ayatollah du bio. À vrai dire, il n'est même pas vraiment de gauche. *A priori*, il n'a pas le profil type pour s'attaquer aux lobbies de l'agrochimie. Et c'est justement ce qui le rend très dangereux pour Bayer.

Dans les années 1990, lorsqu'il reprend l'exploitation familiale de 240 hectares de maïs et de blé, c'est dans l'idée de perpétuer un modèle conventionnel basé notamment sur l'utilisation intensive de pesticides. « Cela collait bien à mes valeurs d'entrepreneur et de travailleur. J'étais en mouvement, j'avancais. » Très vite, sa ferme s'agrandit : 400 hectares, deux associés et deux salariés. Le modèle fonctionne sans que l'agriculteur se pose de questions.

Jusqu'au jour fatidique du 27 avril 2004. Cette date-là, Paul François s'en souviendra toute sa vie. C'est le jour où son destin a littéralement basculé.

C'est le début de l'après-midi. Il fait chaud à Bernac, un petit village de 450 habitants dans le nord de la Charente. Comme à son habitude, Paul François s'active dans ses champs. « Je venais de finir de pulvériser un herbicide sur un champ de maïs. Il me restait à nettoyer la cuve du désherbant qui n'était pas tout à fait vide. Mais en ouvrant le couvercle, j'ai senti une odeur très forte qui m'a chauffé tout le corps. C'est comme si un incendie s'était propagé dans tous mes membres. » Gravement intoxiqué par les vapeurs du Lasso, un herbicide de Monsanto, le céréalier passe plusieurs jours dans le coma. Il séjournera près d'un an à l'hôpital. Depuis, il vit un calvaire : amnésies, vertiges, bégaiements, comas à répétition, on l'a dit... Paul François continue de payer cher son intoxication.

Aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, il ne peut plus travailler qu'à mi-temps : « Désormais, plus de deux heures passées sur un tracteur m'épuisent », confie-t-il, toujours pudique sur sa maladie. « Ce que je

n'accepte pas, c'est que sur l'étiquette du produit que j'ai utilisé en 2004, il n'y avait aucune mention ni du chlorobenzène ni de l'alachlore, deux composants chimiques ultranocifs que contenait le Lasso. Non seulement les fabricants garantissent que l'herbicide est sans danger, mais les pouvoirs publics le confirment. Et comme ce sont ces derniers qui délivrent l'homologation, pourquoi devrions-nous nous méfier ? »

Son avocat, François Lafforgue, spécialisé dans les questions environnementales et de santé, ajoute : « Il faudra également que Monsanto et Bayer expliquent pourquoi ils ont laissé sur le marché français un produit, le Lasso donc, qui avait été retiré de la vente au Canada en 1985, en Belgique en 1990 et au Royaume-Uni en 1992 pour sa dangerosité. »

Paul François décide, en 2007, de lancer une procédure contre Monsanto. Selon lui, l'entreprise connaissait la toxicité du produit Lasso et n'en a pas correctement fait mention sur les bidons. C'est le début d'un combat acharné.

Paul François remporte une première bataille en 2010 face à la Mutualité sociale agricole (MSA), qui lui refusait le statut de malade professionnel. Puis, le 10 septembre 2015, après plus de dix ans de combat, il obtient de la cour d'appel de Lyon que soit reconnue la responsabilité de Monsanto. Mais cette condamnation historique ne marque pas la fin de son épuisant marathon judiciaire. En juillet 2017, la Cour de cassation annule l'arrêt lyonnais et assigne son cas devant une autre cour d'appel. L'affaire est donc renvoyée devant la cour d'appel de Lyon, qui rend, le jeudi 11 avril 2019, un nouveau verdict favorable à l'agriculteur. Dans son arrêt, la cour d'appel reproche à Monsanto « de ne pas avoir, sur l'étiquetage et/ou l'emballage du produit, apposé une mention sur la dangerosité spécifique des travaux dans les cuves et réservoirs ».

Lors de l'audience, les avocats de Monsanto ont évoqué la « négligence » de l'agriculteur, supposé savoir « pertinemment » qu'il s'agissait de produits dangereux. Cette ligne de défense n'a pas convaincu la cour d'appel, qui a estimé que « les connaissances techniques [de Paul François], à supposer qu'elles soient vraies, ne pouvaient pallier le manque d'information sur le produit et ses effets nocifs, un exploitant agricole n'étant pas un chimiste ».

Entre-temps, Monsanto a été rachetée par Bayer. On aurait pu imaginer que la firme allemande, voulant rompre avec les pratiques de Monsanto, allait s'arrêter là. « C'est mal les connaître », me souffle l'agriculteur. Il a raison.

En juillet 2019, Bayer décide de se pourvoir en cassation. « C'est plus que décourageant. Je suis déterminé, mais je suis aussi fatigué, il faut que ça se termine. Mon pronostic vital a déjà été engagé trois fois. Ce que je veux dénoncer, c'est le double discours de Bayer, qui dit être en rupture avec Monsanto et en même temps prend cette décision de se pourvoir en cassation. Et surtout, Bayer continue de fabriquer le Lasso et de le vendre dans les pays asiatiques ».

Le combat judiciaire de Paul François aura au moins eu un mérite : fédérer les agriculteurs malades des pesticides. Avec une poignée d'entre eux, le céréalier crée l'association Phyto-Victimes en mars 2011 pour briser l'omerta sur le sujet. L'association a deux objectifs : rendre justice aux professionnels victimes des pesticides et lutter contre la sous-évaluation des conséquences sanitaires des pesticides.

Aujourd'hui, l'association Phyto-Victimes regroupe des centaines de professionnels (agronomes, paysagistes, enseignants en lycées agricoles, magasiniers, agriculteurs et salariés agricoles, etc.) dont la santé a été affectée par l'utilisation des pesticides dans le cadre de leurs métiers. Ces victimes souffrent de pathologies lourdes : de nombreuses maladies neurodégénératives et troubles neurologiques comme la maladie de Parkinson, hypersensibilités chimiques multiples, leucémies, lymphomes, cancers du poumon, des reins, de la vessie, des testicules, du pancréas, de la prostate, de la peau, mais aussi de troubles divers – maux de tête, grande fatigue, douleurs musculaires, eczémas.

Récemment, l'association s'est lancée dans un nouveau combat, cette fois politique : la création d'un fonds d'indemnisation des victimes des « produits phytosanitaires », autrement dit les pesticides. Cet instrument doit permettre d'indemniser quelque 10 000 « victimes potentielles ». En octobre 2019, l'Assemblée nationale a fini par voter la création d'une telle instance. Ce n'est pas suffisant pour Paul François : « Si nous ne pouvons que saluer ces avancées – fruit de l'action de l'association Phyto-Victimes –, nous affirmons dans un esprit de justice que seule une réparation intégrale, et pour toutes les victimes, serait à la hauteur du préjudice. En effet, le texte ne prend pas en compte tous les travailleurs victimes des pesticides. *Quid* des agents territoriaux ? Des indépendants ? Des salariés du régime général qui sont également en contact avec ces produits ? » Le ministère de la Santé, lui, défend « un premier pas ». Et les dirigeants de Bayer ne se sont pas exprimés sur le sujet.

Le soleil pose ses derniers rayons sur son exploitation. Paul François croque fièrement le grain de blé qui a poussé sur sa parcelle. Comme 5 000 exploitants en France chaque année, en 2015, il a sauté le pas. Il a entamé la conversion totale de ses terres en agriculture biologique. « C'est un gros défi, surtout à cinquante-six ans, reconnaît-il. Tout n'est pas simple, l'agriculture biologique demande beaucoup de connaissances et de technicités. Pour autant, je me sens aujourd'hui moins stressé, mieux dans ma peau de paysan. Et puis je préfère faire des contrats de travail pour des saisonniers pour désherber plutôt que des bons de commande de produits chimiques. »

Quelques mois plus tard, en mai 2019, je le revois devant l'assemblée générale de Bayer, au centre des congrès de Bonn, en Allemagne. Dégoûté par l'acharnement judiciaire dont il est victime, visiblement fatigué, il tient à ce que les actionnaires de la multinationale connaissent son histoire. Un micro, une sono, une estrade de fortune ; traduit par une militante locale, il se lance : « En douze ans de procédure, jamais un représentant de Bayer ou Monsanto ne s'est présenté à aucune audience. Alors je suis venu voir le président de Bayer pour lui dire deux ou trois trucs. Ce qu'on attend d'une entreprise comme la sienne, c'est qu'elle nous aide à faire une agriculture qui ne tue plus les abeilles ou les paysans. J'aimerais qu'il y ait une association comme Phyto-Victimes en Allemagne et ailleurs parce que c'est comme ça qu'on arrivera à être visibles. C'est comme ça qu'ils arrêteront de nous mentir. Ce serait un crime contre l'humanité de fermer les yeux sur ce qu'il se passe en ce moment. Si nous le faisons, nous serons jugés par les générations futures. Merci. »

Une évidence m'apparaît. Après avoir rencontré une vingtaine de lanceurs d'alerte, je me demande si le vrai danger pour Bayer, ce n'est pas Paul François, ses collègues et tous les clients de la multinationale : ceux qui ne croient plus dans le discours de la firme et cessent d'acheter ses produits chimiques.

Dans le monde entier, des consommateurs avertis regardent désormais l'étiquette de leurs médicaments, de leurs compléments alimentaires, de leurs graines, de leurs produits chimiques, et refusent d'acheter et de cautionner les pratiques d'une marque aussi controversée que Bayer.

Ce mouvement citoyen pourrait-il faire vaciller la multinationale ?

Cet espoir semble encore loin. Alors que j'écris les dernières lignes de ce livre, je jette un œil au cours en Bourse de ma seule action Bayer, celle qui m'a permis d'avoir accès aux assemblées générales et aux documents financiers. Après avoir perdu près de 40 % lors de l'achat de Monsanto, le cours de l'action Bayer est remonté à 70 euros.

Décidément, les marchés financiers ont leurs raisons que l'éthique ignore.

Épilogue

J'y ai cru.

Pendant des mois, les responsables de Bayer m'ont fait espérer une interview du grand patron, Werner Baumann.

J'ai d'abord contacté Stéphanie Goutorbe, la responsable du pôle « Relations Media/Publicques » de Bayer France. Nous nous connaissons bien, c'est elle qui m'avait ouvert les portes du bureau régional de Monsanto-Bayer au Paraguay. Cette fois, ma demande semblait dépasser ses fonctions.

Quelques semaines plus tard, je reçois un appel d'un certain « Julien pour Bayer ». J'insiste un peu pour savoir de qui il s'agit exactement, ce monsieur ne souhaitant visiblement pas que je connaisse son nom. « Julien pour Bayer » est en réalité d'une agence spécialisée dans la communication stratégique. Sur son site, on peut lire qu'elle « se trouve à la confluence des mondes essentiels aux dirigeants et se consacre au conseil, à l'action et à l'*advocacy*. » Si vous n'y comprenez pas grand-chose, c'est normal, c'est le but. Les communicants actuels font tout pour inventer leur propre langage, espérant mieux facturer des clients qui auraient l'impression de ne pas maîtriser les codes de notre époque.

Créer de l'air pour mieux vendre du vent, il fallait y penser.

« Julien pour Bayer » se présente comme spécialiste « dans l'accompagnement d'entreprises françaises et internationales, dans leur positionnement stratégique et la gestion de leurs relations avec les médias en France ». En d'autres termes, dans notre jargon de journalistes, on appelle ça un « spin doctor », un conseiller dont la profession est d'influencer l'opinion

publique par des techniques de communication.

Pour le compte de Bayer, au téléphone, il tente d'en savoir davantage sur mon livre, la date de publication, mon éditeur, mes trouvailles, voire mes sources. Il semble très confiant quant à la possibilité d'un entretien avec un haut responsable de Bayer.

Quelques semaines plus tard, je reçois un mail.

Je vous le livre dans son intégralité.

Bonjour Monsieur Boudot,

Nous avons bien pris en compte votre demande d'interview. Compte tenu de l'état d'avancement de votre enquête, et compte tenu du fait que celle-ci accorde la parole à notre entreprise en dernier lieu, dans de courts délais, nous ne pouvons y donner une suite favorable.

Cordialement,

Stéphanie Goutorbe
Responsable Pôle Relations Media/Publicques.

Je suis surpris des arguments invoqués pour refuser ma demande. Je me permets donc ce mail en retour.

Madame Goutorbe,

Je vous remercie de votre réponse.

Très honnêtement, si vous considérez que trois mois représentent "un court délai" journalistique, alors nous ne vivons pas sur la même planète.

J'inclurai donc dans le livre votre réponse et ces échanges hallucinants.

Je regrette profondément cette réponse et bien plus encore les raisons qui sont, de mon point de vue, indignes d'un groupe industriel comme le vôtre.

Merci.

Martin Boudot.

Une multinationale dont le chiffre d'affaires s'élève à près de 45 milliards d'euros incapable de répondre à une demande d'interview formulée trois mois à l'avance, et qui se plaint, qui plus est, d'avoir été contactée en dernier lieu, ça pourrait prêter à rire, si ce n'était pas si pathétique. Rien à voir en tout cas avec la réactivité dont elle va faire preuve

dès les premiers ravages causés par l'épidémie de coronavirus.

En avril 2020, en pleine crise de la Covid-19, les dirigeants de Bayer ont une grande annonce à faire. Le groupe est prêt à envoyer des cargaisons de son médicament Resochin, à base de chloroquine – une molécule inventée par le laboratoire – aux gouvernements qui en feraient la demande. Qu'importe si la molécule est déjà soupçonnée de graves effets secondaires et d'être inefficace contre le virus.

Il faut reconnaître à Bayer sa propension à faire de chaque difficulté une opportunité. « L'ensemble de l'industrie pharmaceutique a été totalement dépassé par la pandémie de la Covid-19, me raconte dans un dernier message Monsieur X, le haut cadre de chez Bayer. Nous avons quasiment déserté la recherche sur les maladies infectieuses, jugées pas assez rentables. Je me souviens de cette phrase d'un de nos dirigeants : “On ne fait pas des médicaments pour les Indiens mais pour les Occidentaux qui peuvent se le permettre. Nous devons gagner de l'argent et donc nous ne produisons pas tous les médicaments dont le monde aurait besoin.” Vous trouverez ça peut-être un peu cynique mais c'est la triste vérité. »

Le cynisme.

Ce mot a accompagné toute mon enquête. Il revient dans la bouche des victimes, des lanceurs d'alerte, des militants, et même dans celle des salariés de Bayer, donc. Du Paraguay à l'Allemagne, de la France aux États-Unis, tous décrivent l'indécence et le manque d'humanité de la multinationale.

Comment l'expliquer ?

Peut-être parce que Bayer est entré très tôt – dès la fin du XIX^e siècle – dans l'ère de la mondialisation. Au fil des années, la firme en a tiré les pires méthodes, les pires vices, transformant « le principe de réalité » en cynisme assumé et remplaçant l'aventure industrielle par une frénésie financière.

Bayer, c'est le miroir des dérives du capitalisme mondial.

Pourtant, depuis quelques mois, la multinationale le promet : « Pour Bayer, avoir un comportement éthique et transparent n'est pas qu'une posture. »

J'aimerais bien voir ça.

Et je vous le promets, je dis cela sans cynisme.

Remerciements

Sophie Blandinières, Vincent Lebrun, Ray Rispal, Zoé Renouard de Bussierre, Jean-Marc Roche, Léa Szulewicz, Lorraine Poupon, Charlotte Gaire, Aïda Delpuech, Léa Peruchon, Faustine Luneau, Esteban Muraille, Dominique Pietroni, Hervé Lheureux, Luc Hermann, Paul Moreira, Anne Gouraud, Xavier Grimault, Renaud Allilaire, Nathalie Darrigrand.

Annexes

LISTE DES PRODUITS BAYER ACTUELLEMENT COMMERCIALISÉS EN FRANCE

MÉDICAMENTS

ACTRON

ADALATE

ALEVETABS 220 mg

ALKA-SELTZER 324 mg

ANDROCUR

ANDROTARDYL

ANGELIQ

ASPIRINE DU RHONE

ASPIRINE PROTECT

ASPRO

BAYPRESS

BECOZYME

BEPANTHEN

BEROCCA

BETAFERON
BILTRICIDE
BIOTINE BAYER
BISEPTINE
CALCIDIA
CHRONADALATE LP
CIFLOX
CLARITYNE
CLIMENE/CLIMODIENE
ELEVIT VITAMINE
ELYA
EUPHYTOSE
GADOVIST
GASTROGRAFINE
GLUCOR
GURONSAN
ILOMEDINE
IZILOX
KOGENATE BAYER
KOVALTRY
LAROSCORBINE
LEVITRA
MADÉCASSOL 1 %
MOPRALPRO 20 mg
MYCOHYDRALIN
NALADOR
NEBIDO
NIMOTOP
NOCTAMIDE
POLARAMINE 2 mg
PRITOR
PROGESTERONE RETARD PHARLON
PROGYNOVA
RADIOSELECTAN URINAIRE 30 %
RENNIE
ULTRAVIST
UNIFLOX

VENTAVIS
VISANNE
VITAMINES B1-B6 BAYER
XARELTO

CONTRACEPTIFS

BELANETTE
CONVULINE
DIANE
JASMINE
JASMINELLE
JAYDESS
KYLEENA
MÉLIANE
MELODIA
MIRENA
QLAIRA
YAZ

TRAITEMENTS CONTRE LE CANCER

NEXAVAR
STIVARGA
VITRAKVI
XOFIGO

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

BEROCCA BOOST
EUPHYTOSENUIT
SUPRADYN

COSMÉTIQUES

DERM HYDRALIN
HIRUCREMPROTECT
HYDRALIN

DISPOSITIFS MÉDICAUX

BEPANTHENSENSICALM

BISEPTINE CICA
BISEPTINE ROLL
HYDRALIN

HERBICIDES

ABSOLU
ADENGO
ALOES
ARCHIPEL
ASSYNA
ATTRIBUT
AUXO
AUZON DUO
BASTILLE
BETANAL
BISCOTO
BOCAGE XPERT
CAPRENO
CHALLENGE
CHEKKER
CHEVALIER STAR
COSSACK
DIAMBO
EQUIP
FOSBURI
GRATIL
INIXIO XPERT
KALENKOVA
LAUDIS WG
MATENO
MEDZO
MERLIN FLEXX
MONDINE
MONOLITH
MONSOON ACTIVE
OLBLAK DUO
OTHELLO

PACIFICA XPERT
PUMA LS
SENCORAL SC
TALLIT STAR
TRAMAT F
XINIA

FONGICIDES

ALIETTE FLASH
AVIATOR
BROCELIAN
CASSIOPÉE
CHAOLINE
CONSIST
ETIAGE
FANDANGO S
FOSTER
HOGGAR
HUDSON PRO
INFINITO
JOAO
KAPULCO
KARDIX
KAROSSE XPRO
KESTREL
KEYNOTE
KILIM FLASH
KYRIEL
LAZULIE
LEXIC FLASH
LUNA EXPÉRIENCE
LUNA PRIVILÈGE
LUNA SENSATION
LUNA XTEND
MACFARE
MADISON
MIKAL FLASH

MONCEREN
NATCHEZ
NATIVO
OCEOR XPRO
ONNEL
PANGOLIN DG
PHYSALIS
PIANO
PRÉVASION
PROFILER
PROSARO
PROSPER
RHAPSODY
SIRBEL UD
SKYWAY XPRO
SLOGAN
SONATA
TÉBAÏDE
TELDOR
THÉSORUS
TWIST 500 SC
VALIANT FLASH
VARIANO XPRO
VELDIG
YEARLING
YONEERO

INSECTICIDES

DECIS
ENVIDOR
MOVENTO
OBERON
SPLIT EXPERT
VELUM

RÉGULATEURS DE CROISSANCE

CERONE

ETHÉVERSE
PRM 12 RP
SPATIAL PLUS
SIERRA

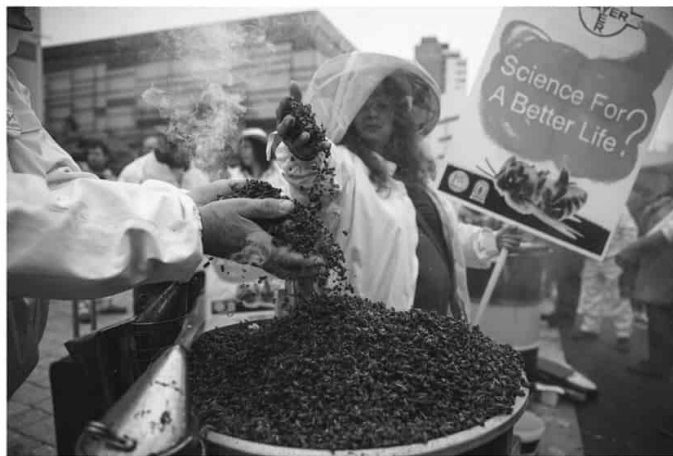
TRAITEMENTS DE SEMENCES
MISOL
REDIGO

SEMENCES
DEKALB
DE RUITER
SEMINIS

RÉFÉRENCES
BIBLIOGRAPHIQUES
ET ICONOGRAPHIQUES



Prologue



Des militants protestent contre Bayer, à Bonn, en avril 2019.
© Maja Hitij / Getty Images / AFP, pour les deux photographies

1. Il était une fois Bayer

« Après 120 ans d'existence, l'aspirine est-elle toujours utile ? », Pierre Ropert, 24 janvier 2019, France Culture.

<https://www.franceculture.fr/sciences/apres-120-ans-dexistence-laspirine-est-elle-toujours-utile>

Milestones : the Bayer Story, 1863-1988, Erik Verg, Bayer AG, 1988.

L'Aspirine à travers les siècles, Henri Lévesque, Olivier Lafont, Elsevier, 2000.

http://www.chups.jussieu.fr/polys/certifopt/saule_coxib/theme/Levesque.r



Publicité pour l'Aspirine.

2. L'héroïne du siècle

« Les drogues et la guerre », Lukasz Kamienski, 2016.

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2016-2-page-100.htm>

« Drugs, Vietnam, and the Vietnam Veteran : an Overview », M D Stanton, 1976.

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/1032764>

« What Vietnam Taught Us About Breaking Bad Habits », Alix Spiegel, 2 janvier 2012, NPR.

<https://www.npr.org/sections/health-shots/2012/01/02/144431794/what->

vietnam-taught-us-about-breaking-bad-habits?t=1580742066175

« Heroin Advert in Spanish Newspapers », Coalition against Bayer Dangers, 14 novembre 2011.

<http://www.cbgnetwork.org/4148.html>

« Héroïne : les chiffres et statistiques ».

http://www.drogues-dependance.fr/heroine-chiffres_d_une_realite.html



Publicité pour l'héroïne et flacon d'héroïne.



3. Bayer s'en va-t-en guerre

« History of Bayer : 1881-1914 ».

<https://www.bayer.com/en/1881-1914.aspx>

« Carl Duisberg : “Un criminel de génie” », Coalition contre les méfaits de Bayer, 29 septembre 2011.

<http://www.cbgnetwork.org/4069.html>

« Première Guerre mondiale : va-t-on commémorer les exploits de l'industrie chimique ? », Rachel Knaebel, *BastaMag*, 3 septembre 2014.

<https://www.bastamag.net/Premiere-Guerre-mondiale-va-t-on>

Un empoisonnement universel, Fabrice Nicolino, Les Liens qui Libèrent, 2014.

« Introduction : prélude à la grande guerre chimique ».

www.guerredesgaz.fr

« *Menschenbassin Belgien* ». *Anwerbung, Deportation und Zwangsarbeit im Ersten Weltkrieg*, Jens Thiel, Klartext Verlag, 2007.

Milestones : The Bayer Story, Erik Verg, *op. cit.*

« 22 avril 1915 : première attaque massive aux gaz chimiques à Ypres », Stéphanie Trouillard, France 24, 22 avril 2015.

<https://www.france24.com/fr/20150422-centenaire-premiere-guerre-mondiale-gaz-attaque-armes-chimiques-moutarde-yperite-ypres-syrie>

Hell's Cartel : IG Farben and the Making of Hitler's War Machine, Diarmuid Jeffreys, Bloomsbury Publishing PLC, 2019.

Hans-Joachim Flechtner, Carl Duisberg : eine Biographie, Econ, 1959.



Le corps d'un zouave français pris en photo près de Poelkapelle, au nord d'Ypres.
© Collection In Flanders Fields Museum, Ypres

4. Les horreurs nazies

Trials of war criminals before the Nuremberg Military Tribunals.

https://www.loc.gov/rr/frd/Military_Law/pdf/NT_war-criminals_Vol-III.pdf

« Carl Bosch (1874-1940) ».

http://www.wollheim-memorial.de/en/carl_bosch_18741940

« Carl Bosch and Carl Krauch : Chemistry and the Political Economy of Germany, 1925-1945 », Peter Hayes, *The Journal of Economic History*, vol. 47, n° 2, The Tasks of Economic History, juin 1987, pp. 353-363.

Milestones : The Bayer Story..., Erik Verg, *op. cit.*



Eva and Miriam Mozes à leur libération le 27 janvier 1945.



Une couronne de fleurs déposée par les membres du conseil d'administration de Bayer devant la tombe de Fritz ter Meer.

5. La camisole chimique

Shutter Island, Dennis Lehane, Rivages/Noir, 2003.

Aolept® erleichtert das Zusammenleben

spezifische Wirkung auf Verhaltensstörungen und Anpassungsschwierigkeiten bei Alterspatienten und zerebral Geschädigten, bei Kindern und Jugendlichen (z. B. geistig zurückgebliebene und psychisch labile Kinder)

„Zielsymptome“ für Aolept: querulatorisch-reizbar-jähzornig aggressiv-erregt-impulsiv gesperrt-kontaktgestört-unproduktiv hypochondrisch-klagsam-ängstlich



Aolept wirkt emotional und affektiv ausgleichend, vermindert Impulsivität und Aggressivität, unterdrückt destruktive und asoziale Tendenzen, fördert die Anpassungsfähigkeit an Familie und Gemeinschaft.

Dosierung:

1. Erwachsene: initial 3mal täglich 3-5 Tropfen, evtl. langsam auf 2-3mal 10 Tropfen (= 20-30 mg) steigern.

2. Kinder und Jugendliche: initial 1-2 Tropfen täglich, dann um 1-2 Tropfen pro Tag auf insgesamt (dem Alter entsprechend) 6-10-16 Tropfen steigern.

Weitere Aolept-Indikationen: Einleitung, Erhaltungs- und Dauertherapie aller Schizophrenieformen hartnäckige Schmerzzustände

Aolept = N-(p-4-Hydroxypiperidin-1'-yl)-3-cyanphenothiazin

Tropfflaschen mit 10 und 25 ml (1 Tropfen = 1 mg)
100 Dragées zu 10 mg
50 Dragées zu 25 mg

»Bayer« Leverkusen

Aolept® erleichtert das Zusammenleben



Durch spezifische Wirkung auf Antrieb, Affekte, Emotionen, fördert Aolept Kontaktbereitschaft und Anpassungsfähigkeit

Für psychotherapeutische und heilpädagogische Maßnahmen ist

Aolept die sinnvolle Ergänzung

Bayer

Publicité pour l'Aolept, calmant pour enfants.

6. Les scandales et la révolte

« Je veux des explications », Jean-Luc Freel, *Le Parisien*, 17 août 2001.

<http://www.leparisien.fr/societe/je-veux-des-explications-17-08-2001-2002372795.php>

« Anticholestérol : Bayer jouait avec le feu », *Le Nouvel Observateur*, 18 août 2001.

<https://www.nouvelobs.com/monde/20010817.OBS7523/anticholesterol-bayer-jouait-avec-le-feu.html>

« Lettre ouverte à l'Association française des hémophiles et à la Fédération mondiale de l'hémophilie », Coalition contre les méfaits de Bayer, 18 avril 2006.

<http://www.cbgnetwork.org/1401.html>

« Baycol Linked to 52 Deaths », CNN, 13 août 2001.

<http://edition.cnn.com/2001/BUSINESS/08/13/bayer/>

« Blood Money : Bayer's Inventory of HIV-Contaminated Blood Products and Third World Hemophiliacs », Leemon McHenry, mai 2014.

https://www.researchgate.net/publication/262017158_Blood_Money_Bay_Contaminated_Blood_Products_and_Third_World_Hemophiliacs

« Cérivastatine : Retrait des spécialités STALTOR et CHOLSTAT », ANSM, 21 août 2001.

<https://ansm.sante.fr/S-informer/Communiqués-Communiqués-Points-presse/Cerivastatine-Retrait-des-specialites-STALTOR-R-et-CHOLSTAT-R>

« Bayer retire entièrement le Baycol suite aux affections de 1 100 personnes », Willy Boder, *Le Temps*, 24 août 2001.

<https://www.letemps.ch/economie/bayer-retire-entierement-baycol-suite-aux-affections-1100-personnes>

« 2 Paths of Bayer Drug in 80's : Riskier One Steered Overseas », Walt Bogdanich, Eric Koli, *The New York Times*, 22 mai 2003.

<https://www.nytimes.com/2003/05/22/business/2-paths-of-bayer-drug-in-80-s-riskier-one-steered-overseas.html>

« Blood Money : Bayer's Inventory of HIV-Contaminated Blood Products and Third World Hemophiliacs », Leemon McHenry, mai 2014, Taylor & Francis Online.

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/08989621.2014.882780?journalCode=gacr20>

« Le renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme », rapport sénatorial, 15 février 2005.

7. La pilule rouge

La pilule est amère, Marion Larat, Stock, 2013.

« Le combat de Marion pour une pilule plus sûre », *Le Parisien*, 16 octobre 2013.

<http://www.leparisien.fr/archives/le-combat-de-marion-pour-une-pilule-plus-sure-16-10-2013-3229245.php>

« Pilules contraceptives : « accident médical » reconnu pour la Bordelaise Marion Larat après un AVC », France 3 Régions, 13 février 2018.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/gironde/bordeaux/pilules-contraceptives-accident-medical-reconnu-bordelaise-marion-larat-apres-avc-1423275.html>

« Pilules de 3^e et 4^e générations : Marisol Touraine réaffirme l'importance de la contraception dans les meilleures conditions de sécurité », ANSM, 11 janvier 2013.

https://ansm.sante.fr/content/download/45468/589630/version/1/file/CP+M_Pilules-3-generation-110113.pdf

« Contraceptifs oraux combinés et risque de thrombose veineuse : prescription des pilules de 2^e génération contenant du lévonorgestrel en première intention », ANSM, 1^{er} octobre 2012.

<https://ansm.sante.fr/content/download/43790/568981/version/2/file/pi-121001-COC.pdf>

« Increased Risk of Venous Thrombosis in Oral-Contraceptive Users Who Are Carriers of Factor V Leiden Mutation », Prof J. P Vandembroucke, 26 novembre 1994.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0140673694902860>

« Yaz Lawsuits ».

<https://www.drugwatch.com/yaz/lawsuits/>

« Bayer confronté à un procès symbolique sur les pilules Yasmin », Nathalie Versieux, *Le Temps*, 17 décembre 2015.

<https://www.letemps.ch/economie/bayer-confronte-un-proces-symbolique-pilules-yasmin>

« Former FDA Commish : Bayer Hid Yasmin Data », J. M. Pickett, 6 décembre 2011.

<http://www.expertbriefings.com/news/former-fda-commish-bayer-hid-yasmin-data/>

8. La mort est dans le pré

« Les pesticides néonicotinoïdes continuent à menacer les abeilles, même lorsqu'ils ne sont plus utilisés », Stéphane Foucart, *Le Monde*, 27 novembre 2019.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/11/27/les-pesticides-neonicotinoïdes-continuent-a-menacer-les-abeilles-meme-lorsqu-ils-ne-sont-plus-utilises_6020666_3244.html

« Néonicotinoïdes : malgré le moratoire de l'UE, un risque persiste pour les abeilles », CNRS, 27 novembre 2019.

<http://www.cnrs.fr/fr/neonicotinoïdes-malgre-le-moratoire-de-lue-un-risque-persiste-pour-les-abeilles>

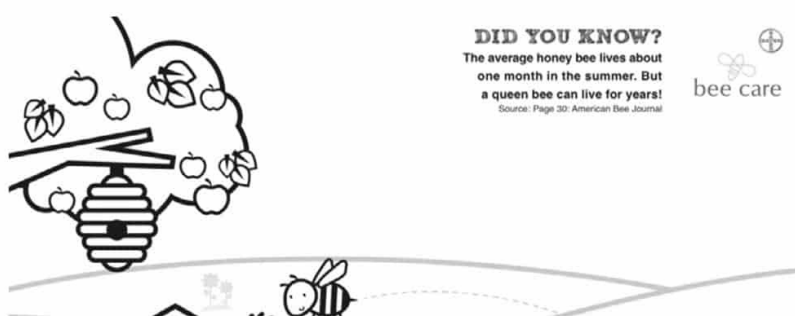
« Les pesticides, principale cause de la disparition des oiseaux en France », Philippe Reltien, France Culture, 26 septembre 2019.

<https://www.franceculture.fr/environnement/les-pesticides-principale-cause-de-la-disparition-des-oiseaux-en-france>

Et le monde devint silencieux, Stéphane Foucart, Éditions du Seuil, 2019.

« LC-ESI/MS/MS Analysis of Neonicotinoids in Urine of Very Low Birth Weight Infants at Birth », Go Ichikawa, Ryota Kuribayashi, Yoshinori Ikenaka, Takahiro Ichise, Shouta M. M. Nakayama, Mayumi Ishizuka, Kumiko Taira, Kazutoshi Fujioka, Toshimi Sairenchi, Gen Kobashi, Jean-Marc Bonmatin, Shigemi Yoshihara, *Public Library of Science*, 2019.

<https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0219208>



Concours de dessin « Color me Bee-autifully » organisé par Bayer pour les enfants.



Publicité de Bayer pour le Gaucho.

9. Les noces du diable

« Lex In Depth : Bayer's €50bn Blunder », Ralph Atkins, *Financial Times*, 7 août 2019.

<https://www.ft.com/content/a139ef68-b07c-11e9-9bec9-fdcab53d6959>

« Liste PIB pays par pays en US dollar ».

https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?most_recent_value_desc=true

« Pourquoi Bayer rachète Monsanto », Cécile Boutelet, *Le Monde*, 15 septembre 2016.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/09/15/bayer-et-monsanto-fusionnent-pour-creer-un-geant-de-l-agrochimie_4997867_3234.html

« Transaction Monsanto-Bayer : les agriculteurs québécois inquiets », Martine Turenne, *TVA Nouvelles*, 14 septembre 2016.

<https://www.tvanouvelles.ca/2016/09/14/transaction-monsanto-bayer-les-agriculteurs-quebecois-inquiets>

« Bayer devra gérer l'image de Monsanto », Michel Waintrop (avec AFP), *La Croix*, 14 septembre 2016.

<https://www.la-croix.com/Economie/Entreprises/Bayer-devra-gerer-limage-Monsanto-2016-09-14-1200788999>

« Nicolas Hulot, "Monsanto a demandé à une officine belge de s'occuper de ma réputation" », Anne-Laure Barret, *JDD*, 2 février 2019.

<https://www.lejdd.fr/Politique/nicolas-hulot-monsanto-a-demande-a-une-officine-belge-de-soccuper-de-ma-reputation-3850433>

« The Man Who Beat Monsanto : "They Have to Pay For Not Being Honest" », Sam Levin, *The Guardian*, 26 septembre 2018.

<https://www.theguardian.com/business/2018/sep/25/monsanto-dewayne-johnson-cancer-verdict>



Deux militants de l'ONG Les Amis de la Terre devant la Commission européenne, 30 mars 2017.

10. Bayer dans notre air

« Atmo France, décembre 2019 : mise à disposition de 15 années de mesures de pesticides ».

<https://atmo-france.org/mise-a-disposition-de-15-annees-de-mesures-de-pesticides/>

Toxic. Produits chimiques : nos enfants en danger, Martin Boudot et Antoine Dreyfus, Les Arènes/France 2, 2016.

« Projet AIRES : prévalence des maladies respiratoires et allergiques chez l'enfant en milieu rural viticole et exposition aux polluants de l'air – Volet métrologique », 24 janvier 2013.

https://www.atmo-nouvelleaquitaine.org/sites/aq/files/atoms/files/rapport_aires_et_mm_1301_av

11. Bayer dans notre assiette

« Wildlife Ecotoxicology of Pesticides : Can We Track Effects to the Population Level and Beyond ? », Köhler HR, Tribskorn R., p. 10.

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23950533>

« Ad Hoc Monitoring Report: Claims of (Non-)Adherence by Bayer CropScience and Syngenta to the Code of Conduct Provisions on Labeling, Personal Protective Equipment, Training, and Monitoring », by The European Center for Constitutional and Human Rights, Kheti Virasat

Mission, Pesticides Action Network Asia Pacific, Bread for the World & Berne Declaration, septembre 2015.

« État des lieux des résidus de pesticides dans les fruits et les légumes », Générations Futures, juin 2019.

<https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2019/06/residus-2019-v6-bd.pdf>

« The 2017 European Union Report on Pesticide Residues in food », mai 2019.

<https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.2903/j.efsa.2019.5743>

« Rapport de la rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation », 24 janvier 2017.

<https://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=58ad94774>

12. Bayer dans notre eau

« Bilan de la qualité de l'eau du robinet vis-à-vis des pesticides », ministères des Solidarités et de la Santé, 2017.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_pesticides_2017.pdf

« Secrétariat de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international », 24 octobre 2011.

http://www.pic.int/Portals/5/DGDs/DGD_Alachlore_FR.pdf

Un paysan contre Monsanto, Paul François, Fayard, 2017.

« Arrêt de la cour d'appel de Lyon, Paul François vs Monsanto », 11 avril 2019.

<https://fr.scribd.com/document/405907949/Arret-Francois>

« Sortir des pesticides : Paul François, l'insoumis à Monsanto », Sophie Chapelle, *BastaMag*, 3 septembre 2013.

<https://www.bastamag.net/Sortir-des-pesticides-Paul>

« Au-delà du glyphosate, les dangers de l'effet cumulatif sur les sols », Mahaut Herrmann, *La Vie*, 28 septembre 2018.

http://www.lavie.fr/actualite/ecologie/au-dela-du-glyphosate-les-dangers-de-l-effet-cumulatif-sur-les-sols-28-09-2018-93227_8.php

« Glyphosate-Based Herbicides Produce Teratogenic Effects on Vertebrates by Impairing Retinoic Acid Signalling », Paganelli A., Gnazzo V., Acosta H., López S. L. Carrasco A. E. (2010), *Chemical Research in Toxicology*, vol 23, pp. 1586-1595.

« New Effects of Roundup on Amphibians : Predators Reduce Herbicide Mortality ; Herbicides Induce Antipredator Morphology », Reylea R. A. (2012), *Ecological Applications*, vol. 22, pp. 634-647.

« Impact of Roundup on the Marine Microbial Community, As Shown by an In Situ Microcosm Experiment », Stachowski-Haberkorn S., Becker B., Marie D., Haberkorn H., Coroller L., De la Broise D. (2008), *Aquatic Toxicity*, vol. 89, pp. 232-241.

« Effects of the Herbicide Roundup on the Ultrastructural Pattern of Hepatocytes in Carp (Cyprinus carpio) », Szarek J., Siwicki A., Andrzejewska A., Terech-Majewska E., Banaszekiewicz T. (2000), *Marine Environmental Research*, vol. 50, pp. 263-266.

13. Le mal et le remède

« Folpet ou folpel. Fiche toxicologique n°281 », INRS.

http://www.inrs.fr/publications/bdd/fichetox/fiche.html?refINRS=FICHETOX_281§ion=pathologieToxicologie#tab_toxiHomme

« Tumeurs stromales gastro-intestinales (GIST) », Société savante des maladies et cancers de l'appareil digestif,

<https://www.snfge.org/content/12-tumeurs-stromales-gastro-intestinales-gist#ancre3313>

« Pesticides : “Il y a bien plus de cancers de la prostate en milieu agricole” », propos recueillis par Gaël Lombart, *Le Parisien*, 27 octobre 2018.

<http://www.leparisien.fr/societe/pesticides-il-y-a-bien-plus-de-cancers-de-la-prostate-en-milieu-agricole-27-10-2018-7929459.php>



Une de Taz, 24 octobre 2018, « Le pack complet du cancer ».

14. Lobbytomic

Lobbytomic, Stéphane Horel, La Découverte, 2018.

Nicolas Hulot, « Monsanto a demandé à une officine belge de s’occuper de ma réputation », Anne-Laure Barret, art. cit.

<https://www.lejdd.fr/Politique/nicolas-hulot-monsanto-a-demande-a-une-officine-belge-de-soccuper-de-ma-reputation-3850433>

Lobbying : Strukturen. Akteure. Strategien, Ralf Kleinfeld, Annette Zimmer, Ulrich Willems, Vs Verlag für Sozialwissenschaften, 2007.

« Bayer AG. LobbyFacts.eu ».

<https://lobbyfacts.eu/representative/39370c4547774f788ebc58e1b2604e3t>

« Petit guide de la lobbocratie à Bruxelles », CEO, octobre 2017.

https://corporateeurope.org/sites/default/files/lp_brussels_report_fr_v6_sc

« Delphine Batho : “Il y a une ingérence des lobbies de l’agrochimie au Parlement” », propos recueillis par Timothée de Rauglaudre, *Libération*, 24 mai 2018.

15. Désinformation organisée

« Faux groupes d’agriculteurs de Monsanto : les coulisses d’une manipulation », Gaël Lombart, *Le Parisien*, 12 juillet 2019.

<http://www.leparisien.fr/societe/faux-groupes-d-agriculteurs-de-monsanto-les-coulisses-d-une-manipulation-12-07-2019-8115240.php>

« “Fichier Monsanto” : des dizaines de personnalités classées illégalement selon leur position sur le glyphosate », Stéphane Foucart, Stéphane Horel, *Le Monde*, 9 mai 2019.

« “Chemie-Willi” statt “Bauer Willi” », Jost Maurin, *Taz Magazine*, 10 octobre 2019.

<https://taz.de/Bauer-als-Chemie-Lobbyist/!5631848/>

« Revealed : Bayer AG Discussed Plans to Give Not-For-profit Funding for Influence », Carey Gillam, *The Guardian*, 21 novembre 2019.

<https://www.theguardian.com/business/2019/nov/21/bayer-ag-emails-business-interests-funding>

« “Monsanto papers”, désinformation organisée autour du glyphosate », Stéphane Foucart, Stéphane Horel, *Le Monde*, 4 octobre 2017.

« Monsanto : faux groupes de fermiers, vrais lobbyistes », 16 mai 2019.

<https://www.greenpeace.fr/monsanto-faux-groupes-de-fermiers-vrais-lobbyistes/>

« Bayer and the Foreign Press Association Team Up To Honor Aspiring Journalists », 19 mai 2016.

<https://www.prnewswire.com/news-releases/bayer-and-the-foreign-press-association-team-up-to-honor-aspiring-journalists-300271963.html>

« Bayer Donates \$50,000 to the Association of Foreign Correspondents in the United States », 11 juin 2019.

<https://www.prnewswire.com/news-releases/bayer-donates-50-000-to-the-association-of-foreign-correspondents-in-the-united-states-300865376.html>

17. La fin d'un monde

« Safe Or Not, Roundup Is Toxic for Bayer », Frank Dohmen, Martin Hesse, Armin Mahler, *Spiegel International*, 10 janvier 2019.

<https://www.spiegel.de/international/business/monsanto-merger-migraine-roundup-is-toxic-for-bayer-a-1247225.html>

« Bayer's Other Big Challenge : Finding Its Next Blockbuster Drugs », Ruth Bender, *The Washington Post*, 7 mars 2019.

<https://www.wsj.com/articles/bayers-other-big-challenge-finding-its-next-blockbuster-drugs-11551960000>

« Bayer : les salariés victimes de l'image exécration de la société », Anne Bodescot, *Le Figaro*, 25 avril 2019.

<https://www.lefigaro.fr/societes/bayer-les-salaries-victimes-de-l-image-execration-de-la-societe-et-de-12-000-suppressions-de-postes-20190425>

« Le rendement moyen national du blé tendre d'hiver en France 1998-2017 », Académie d'agriculture de France.

<https://www.academie-agriculture.fr/publications/encyclopedie/reperes/le-rendement-moyen-national-du-ble-tendre-dhiver%0Bfrance-1998-2017>

« Le bio peut-il nourrir le monde ? », Loïc Chauveau, *Sciences et Avenir*, 11 février 2016.

https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/le-bio-peut-il-nourrir-le-monde_17672

« L'agriculture biologique, plus productive qu'on ne le pense », Pierre Le Hir, *Le Monde*, 10 décembre 2014.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/12/10/l-agriculture-biologique-plus-productive-qu-on-ne-le-pense_4537494_3244.html

Épilogue

« Coronavirus : Bayer va relancer en Europe sa production de chloroquine », Cécile Boutelet, *Le Monde*, 11 avril 2020.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/11/coronavirus-bayer-va-relancer-en-europe-sa-production-de-chloroquine_6036341_3234.html

« Éthique et transparence », Bayer.

<https://www.bayer.fr/ethique-transparence>